



Section des unités de recherche

Section des unités de recherche



Dossier d'évaluation
d'une unité de recherche
Vague E : campagne d'évaluation 2013-2014

N.-B. : On renseignera ce dossier d'évaluation en s'appuyant sur l' « Aide à la rédaction du dossier d'évaluation d'une unité de recherche ».

Nom de l'unité : UMR 5112

Acronyme : CEPEL

Nom du directeur pour le contrat en cours : Hubert Peres

Nom du directeur pour le contrat à venir : William Genieys

Type de demande :

Renouvellement à l'identique

Restructuration

Création ex nihilo

Choix de l'évaluation interdisciplinaire de l'unité de recherche :

Oui

Non

Dossier d'évaluation

1. Présentation de l'unité

Le CEPEL a été fondé en 1983 (sous l'impulsion puis la direction de Paul Allières) en tant que « Centre comparatif des politiques publiques et des espaces locaux ». Sans changer d'acronyme, sous la direction de Jean-Pierre Gaudin qui avait succédé à Paul Allières en 1999, le CEPEL est devenu en 2001 « Centre d'Études Politiques de l'Europe Latine » en élargissant ses thèmes de recherche et pour mieux signifier son rapport privilégié avec les terrains et les réseaux académiques des pays d'Europe du sud. Il a ensuite été dirigé successivement par Louis Assier-Andrieu (2002-2003) et Hubert Peres (depuis 2003). Le démarrage du contrat quinquennal 2015-2019 coïncidera avec la prise de responsabilité de la direction du laboratoire par William Genieys.

Le CEPEL est l'une des deux UMR UMR1-CNRS abritées par l'UFR Droit et Science politique de l'Université Montpellier 1 (l'autre étant l'UMR 5815 - Dynamiques du Droit). Il occupe une grande partie du bâtiment 3 de l'UFR (situé au cœur de la vieille ville de Montpellier, rue de l'Arc des Mourgues) qui a été rénové en 2007. L'adresse postale du CEPEL est celle de l'UFR Droit et Science Politique (39 rue de l'Université - 34060 Montpellier).

L'unité s'inscrit fondamentalement dans le champ scientifique de la science politique. Elle est rattachée depuis ses débuts à la section 40 (Politique - pouvoir - organisation) du comité national du CNRS. Les 5 chercheurs CNRS de l'équipe (3 DR et 2 CR) dépendent individuellement de la section 40. Parmi les 11 enseignants-chercheurs (6 PR et 5 MCF), 10 étaient rattachés à la section 04 (Science politique) du CNU et 1 à la section 19 (Sociologie, démographie). La présence de la sociologie, actuellement très minoritaire en termes d'affiliation individuelle mais forte en termes d'orientation scientifique dans les travaux de ses membres, a conduit le laboratoire à demander, et obtenir en 2012 un rattachement à la section 36 (Sociologie et science du droit) du CNRS.

Politique scientifique

La politique scientifique actuelle du CEPEL est guidée par l'ambition d'occuper une place forte dans le paysage de la recherche française et internationale en science politique par une combinaison originale de choix affirmés en termes de terrains ainsi que de priorités thématiques et de préférences méthodologiques.

Sur le plan des terrains, l'intérêt pour l'Europe méridionale représente, depuis ses débuts, l'une des spécificités majeures du CEPEL. Cette marque identitaire ne signifie pas que le laboratoire aurait cherché à se spécialiser exclusivement sur une « aire culturelle » fortement délimitée. Elle s'est en réalité historiquement incarnée dans la volonté de promouvoir l'Europe du Sud, d'une part, comme un ensemble de terrains d'investigation intégrés dans une démarche comparative et, d'autre part, comme un espace privilégié de collaboration scientifique. Les travaux concernant les pays du sud de l'Europe, notamment l'Espagne et l'Italie, contribuent à la production scientifique du laboratoire et l'expérience du LEA *Etapes* (Laboratoire Européen Associé - Espaces et Temporalités de l'Action Publique en Europe du Sud) (2003-2010) réunissant l'UMR 5112 et l'Université de Barcelone (sous l'égide du CNRS et de la Généralité de Catalogne) a permis d'élargir et consolider un réseau de chercheurs européens étroitement connectés collaborant très activement sur des projets multiples.

Cette orientation se prolonge dans le soutien logistique et humain fourni par le laboratoire à la revue *Pôle Sud* qui occupe, dans le champ éditorial, une position unique en approfondissant la connaissance des sociétés politiques de l'Europe méditerranéenne et en accueillant particulièrement à cet effet, mais là encore sans exclusivité, les travaux de nombreux chercheurs localisés en Europe du Sud. Il faut insister sur le fait que *Pôle Sud*, dont le comité de lecture est international, ne peut être en aucune manière considérée comme une « revue de laboratoire ». Sur les 74 articles des 9 numéros publiés par la revue depuis 2009, 5 (6,7%) ont été signés par des membres de l'équipe. Il faut remonter à 2008 pour trouver un numéro logiquement confectionné en grande partie par des chercheurs du CEPEL (4 articles sur 7) dès lors que son thème (« L'Europe du Sud aux urnes ») concrétisait la mission confiée à l'Observatoire du Changement Politique (OCP) créé en 2004 par le CEPEL, en collaboration avec l'ICPS (Institut de Ciències Política i Socials) de Barcelone. L'OCP a en effet entrepris la confection systématique de chroniques électorales à l'occasion de

toute élection se déroulant dans l'un des pays d'Europe du sud. L'observatoire se consacre plus largement à l'observation simultanée des comportements politiques et des politiques publiques conduites des deux côtés des Pyrénées, en élargissant réflexion comparative à l'échelle européenne.

Pour autant, le renouvellement démographique du laboratoire et l'évolution intellectuelle des chercheurs a conduit ces dernières années à un enrichissement des terrains d'enquête du laboratoire, en France mais également bien au-delà. On peut notamment mettre en relief l'effort très important accompli en direction de contextes américains en matière de sociologie des élites de l'action publique ainsi que de confrontation des modèles d'analyse en sociologie électorale. Le lien entre une préoccupation ancienne du CEPEL (l'Europe du Sud) et cette stratégie récente d'ouverture nord-américaine n'a rien de fortuit, car il a été largement inspiré par l'expérience du LEA *Etapes*, qui a mis les chercheurs de l'UMR 5112 en contact soutenu avec des chercheurs espagnols très orientés vers les problématiques et les usages de la science politique anglo-saxonne. Le même impératif ressort du développement des échanges scientifiques avec l'Italie. Ces choix sont allés de pair avec une stratégie de renforcement des compétences linguistiques des membres titulaires, des doctorants et des étudiants en master recherche bilingue du CEPEL ainsi qu'avec une politique d'incitation à la participation aux grands colloques et congrès internationaux (APSA, AECPA, ECPR, IPSA, SISP, SQSP, etc..) et à la publication en langues étrangères (anglais, espagnol, italien).

Cette stratégie d'internationalisation a connu un succès tangible : sur les 236 ouvrages, chapitres et articles publiés par les membres de l'unité entre 2008 et 2013, 40 (soit 17 %) l'ont été en anglais et 13 (5,6 %) en espagnol, italien ou portugais ; sur les 177 communications réalisées, 56 (31,8 %) l'ont été en anglais et 8 (4,6 %) en espagnol. La progression de la part des publications et surtout des communications en anglais par rapport au précédent rapport d'évaluation est réelle : entre 2005 et 2009 (juin), 15,7% des publications étaient écrites en anglais et 13,2% des communications effectuées dans la même langue, quand les pourcentages respectifs des travaux inclus dans le présent rapport (dont la période recouvre qui plus est celle du précédent) s'élèvent à 17 et 31,8 %.

Sur le plan thématique, le projet scientifique pour le quinquennal en voie d'achèvement a choisi de privilégier des axes de recherche qui, d'une part, constituent des objets pertinents et bien identifiés pour la science politique internationale, et, d'autre part, permettent d'exprimer et d'ordonner le pluralisme des préoccupations scientifiques d'une équipe de chercheurs qui s'est profondément renouvelée ces dernières années du fait des recrutements d'enseignants-chercheurs et de l'arrivée de nouveaux chercheurs CNRS. Tel qu'il avait été défini en 2009, pour la préparation de la précédente visite de l'AERES, ce projet reposait sur le regroupement des opérations de recherche en trois axes (Cultures et Valeurs, Institutions et Gouvernance, Démocraties et Participations) qui ont été ultérieurement remaniés pour tenir compte des mouvements de personnels, des considérations de financement (par exemple, l'opération « participation citoyenne et e-democracy » a dû être abandonnée faute de financement, les réponses à deux appels d'offre (de l'Union Européenne et de la ville de Paris) n'ayant pas abouti), des effets structurants des contrats ANR, et du refus de l'Université Montpellier 3 d'accepter en dernier ressort l'intégration au CEPEL d'une équipe de philosophes du politique qui avaient pris l'initiative d'approcher le laboratoire.

En conservant son inspiration initiale, ce schéma a évolué en cours de quinquennal vers une structuration en quatre grands axes recouvrant chacun trois ou quatre opérations de recherche (dont certaines ont été également reconfigurées par rapport à ce que l'on pouvait envisager au moment de la confection du précédent rapport pour l'AERES): Culture(s) identité(s) et politiques - Politiques publiques, gouvernance et régulation - Elites, partis et dynamique des régimes - Démocraties et participations. L'objectif central de cette labellisation reste d'assurer une visibilité élargie aux travaux accomplis au sein de l'UMR 5112 en se positionnant sur des grandes thématiques reconnues et centrales pour la discipline à l'échelle internationale. L'évolution des intitulés et du contenu des opérations signale une attention particulière à l'égard des transformations sociopolitiques et du renouvellement des problématiques motivant l'exploration de pistes innovantes. D'autre part, cette structuration est soucieuse de l'enrichissement par la recherche de la formation générale en science politique délivrée par l'équipe du CEPEL au sein de l'UFR Droit et Science Politique. Il faut insister sur le fait que les thèmes identifiés s'intègrent dans une architecture souple de la division du travail dans l'unité. Ni les chercheurs, ni leurs travaux ne sont distribués entre des opérations et des axes strictement délimités et étanches les uns par rapport aux autres. La structuration est au contraire conçue de manière à favoriser la transversalité des recherches, les membres du laboratoire sont impliqués à des titres divers dans plusieurs opérations et multiplient les échanges intellectuels.

Sur le plan méthodologique, les membres du CEPEL s'inscrivent d'abord collectivement dans une démarche scientifique comparative qui perpétue une orientation affirmée depuis l'origine du laboratoire. La plupart des travaux menés sur les axes qui viennent d'être énoncés le sont sous la forme d'analyses comparées à des échelles variées : processus transnationaux, comparaisons multi-continentales, multi-nationales, multi-régionales ou locales. Dans ce cadre commun historiquement préservé, ces travaux mobilisent une grande variété d'outils majoritairement qualitatifs (entretiens, observation anthropologique, archives, etc..) mais, ces dernières années, de plus en plus souvent quantitatifs, notamment, bien sûr, pour tout ce qui relève de la sociologie électorale.

Profil d'activités

Indiquer dans le tableau ci-dessous la répartition globale en pourcentages des activités de l'unité de recherche ou de l'équipe.

Unité/Équipe	Recherche académique	Interactions avec l'environnement	Appui à la recherche	Formation par la recherche
Ensemble	45	10	10	35
<i>dont équipe 1</i>				
<i>dont équipe 2</i>				
<i>dont équipe 3</i>				

Organisation et vie de l'unité

Évolution des effectifs

Au 30 juin 2013, l'unité rassemblait 19 membres permanents : 16 membres titulaires chercheurs (5) et enseignants-chercheurs (11), ainsi que 3 techniciens, ingénieurs et autres personnels (2 ITA CNRS et 1 IATOS). Elle comptait par ailleurs dans ses rangs deux chercheurs contractuels (Post-docs) et 24 doctorants.

La composition du noyau de l'équipe a été elle-même enrichie et renouvelée au cours du présent quinquennal. En janvier 2008, on décomptait en effet 17 membres permanents, dont 10 enseignants-chercheurs, 3 chercheurs CNRS et 4 ITA/IATOS. Sur ces 10 enseignants-chercheurs, trois ont quitté le laboratoire (Marc Smyrl, professeur associé, retourné à l'Université de Denver - Guillaume Marrel, MCF à l'Université d'Avignon - Eric Savarèse, MCF à l'Université de Perpignan, devenu Professeur à l'Université de Nice), mais ces départs ont été plus que compensés par quatre arrivées : 2 PR (Jean Joana et Laurent Visier) et 2 MCF (Alexandre Dezé et Aurélie Troupel). Par ailleurs deux autres chercheurs CNRS ont rejoint le CEPEL (François Buton, en provenance du Curapp et Eve Fouilleux, jusque-là mise à disposition du CIRAD). L'unité a par contre perdu un poste d'ITA CNRS (un des deux départs à la retraite de la période, celui concernant le poste d'Ingénieur de Recherche alors occupé par Marie-Thérèse Jourda n'ayant pas été compensé).

Evolution des moyens

Les moyens financiers de l'unité ont fortement varié pendant le quinquennal en raison de l'importance des crédits affectés non récurrents.

La dotation récurrente de l'unité a légèrement baissé. En 2008, elle s'élevait à 32.000 €. Celle de 2013 atteint 31.700 €. Mais cette quasi-stagnation masque une transformation de sa composition. La part CNRS a nettement régressé : elle s'élevait à 15.000 € en 2008 pour baisser régulièrement ensuite (10.062 € en 2012) avant de remonter en 2013 (12.500 €) en raison de la politique de redistribution d'une partie des crédits de l'ANR au CNRS. A l'inverse, la dotation versée par l'UM1 a tendanciellement augmenté : 17.000 € (2008 et 2009), puis 20.400 € (2011 et 2012), 19.200€ en 2013. Par ailleurs, l'UM1 assume, hors dotation, le coût annuel de la cotisation à l'ECPR (2.200 € en 2013).

Mais le CEPEL a trouvé l'essentiel de ses ressources dans sa recherche très active de financements sur projets diversifiés.

Les contrats ANR ont apporté pendant le quinquennal entre 60.000 et 140.000 € annuellement. Divers contrats de collaboration (ENSAM, France festival), de prestations de service ou des dispositifs de soutien à la recherche de la région Languedoc-Roussillon ont fourni entre 1.500 et 15.000 € annuels. Le CEPEL a obtenu parallèlement plusieurs contributions du CNRS au travers du soutien accordé au LEA Etapes (14.000 € en 2008 et 2009), d'un contrat CNRS/USA (8000 € en 2008), d'une convention d'échange avec le CSIC (l'équivalent du CNRS) espagnol (2.000 € en 2011) ou d'un soutien au montage de réseaux internationaux (5.000 € en 2011). Les membres de l'équipe ont aussi régulièrement sollicité avec succès les soutiens sur projets de l'UM1 dans le cadre de la procédure dite « BQR » (Bonus Qualité Recherche) récemment renommée « BUSR » (Bonus Universitaire de Soutien à la Recherche) (entre 10.000 et 42.000 € selon les années) et du mécanisme de soutien aux manifestations scientifiques (entre 1000 et 3000 €).

Les locaux attribués à l'unité au sein de l'UFR Droit et Science politique de l'UM1 s'étendent sur 575m² concentrés dans le bâtiment 3 de la faculté, rue de l'Arc des Mourgues à Montpellier. Ces locaux, rénovés en 2007 grâce à un financement de l'UFR et de l'UM1, se composent de bureaux individuels (pour chacun des membres titulaires) et collectifs (pour les doctorants), de salles de réunion et de travail (4) servant également de lieux d'enseignement pour la formation en master soutenue par le CEPEL, et d'une bibliothèque dont le fonds documentaire (abonnements et ouvrages) est alimenté par les achats du laboratoire.

Organisation de la vie de l'unité

La direction de l'unité a été assurée entre 2008 et 2013 par Hubert Peres, PR à l'UM1, en fonction depuis 2004, et William Genieys, DR CNRS, devenu en 2011 directeur adjoint, dans la perspective d'une relève de la direction pour le quinquennal 2015-2019. Mais la description de l'équipe de direction ne serait pas complète sans tenir compte du rôle essentiel joué par Ludovic Sposito, Assistant ingénieur CNRS, qui assure la fonction d'administrateur du laboratoire en assistant très efficacement le directeur et le directeur-adjoint, tant sur les dossiers administratifs que sur la mise en place de stratégies budgétaires ou organisationnelles, qui possède la délégation de signature pour les actes de gestion financière et assure l'encadrement des personnels administratifs très actifs et fortement impliqués dans tous les aspects de la vie de l'unité.

Toutes les décisions importantes relevant de la vie de l'équipe sont soumises au Conseil de laboratoire qui se réunit au moins trois fois par an. Tous les enseignants-chercheurs et chercheurs ainsi que les ITA et IATOS sont membres du Conseil au sein duquel siège également un représentant des doctorants. En dehors même de l'existence du Conseil comme espace d'échanges très inclusif, l'animation collective du laboratoire bénéficie également des réunions régulières du département de science politique de l'UFR, dont le périmètre se confond presque avec celui du laboratoire ainsi que d'une localisation qui facilite considérablement la fréquence des contacts entre les membres de l'équipe.

Les bureaux des membres titulaires, tous statuts confondus, ainsi que ceux mis à la disposition des doctorants, et les équipements (imprimantes, photocopieuse, service de documentation), sont en effet rassemblés dans un lieu très circonscrit comprenant deux étages d'un bâtiment récemment rénové de l'UFR Droit et Science Politique à quoi s'ajoute une partie du rez-de-chaussée dévolue à la bibliothèque du laboratoire. Cette disposition engendre des rencontres quasi quotidiennes entre les personnels du CEPEL qui expérimentent une intense « vie de laboratoire ». Celle-ci est par ailleurs caractérisée par la très grande proximité entre l'équipe administrative et les chercheurs, titulaires ou non, tant par le positionnement géographique que par la fréquence et la qualité des interactions.

- *Organigramme fonctionnel et règlement intérieur en annexe 4 ;*
- *Liste des équipements lourds en annexe 3.*

Faits marquants

- Le CEPEL a conduit une politique scientifique visant à intensifier la participation des chercheurs français à l'espace internationalisé de la science politique. Si l'intérêt pour l'Europe du Sud et les échanges scientifiques dans cette aire constituent l'une des fortes spécificités historique du CEPEL, le laboratoire a diversifié son ouverture en accordant une priorité à la coopération transatlantique. Au cours du présent quinquennal, plus du quart des publications et près du tiers des communications ont été réalisées en anglais.
- Dans un contexte général de contraction budgétaire, le CEPEL a réussi à mobiliser des moyens de financement importants et diversifiés au service de programmes de recherches ambitieux, notamment grâce aux projets ANR, aux contrats avec des entités publiques, aux mécanismes de soutien sur projets de l'Université Montpellier 1.
- L'équipe a produit des travaux de référence dans plusieurs domaines centraux de la science politique internationale :
 - Sociologie du pouvoir (Genieys William, Smyrl Marc, *Elites, Ideas and the Evolution of Public Policy*, London/New York, Palgrave, 2008; Genieys William, *The New Custodians of the State. The Programmatic Elites in French society*, Rutgers NJ, Transactions books, 2010 ; Sociologie politique des élites, Armand Colin, 2011; Joana Jean, *L'armée : une sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012 ; Braconnier Céline, « Les sages interpellés. Quelques usages profanes du Conseil constitutionnel », *RFSP*, vol. 58, n°2, avril 2008).
 - Sociologie de la participation démocratique (Dezé Alexandre, *Le Front National : à la conquête du pouvoir ?*, Armand Colin, 2012 ; Buton François, « The Household Effect on Electoral Participation. A Contextual Analysis of Voter Signatures from a French Polling Station (1982-2007) », *Electoral Studies*, 31 p. 434-447, 2012 (avec Nicolas Mariot et Claire Lemerrier); Braconnier Céline, Dormagen Jean-Yves, « Les logiques de la démobilisation électorale contemporaine », dans Jean-Vincent Holeindre, Benoît Richard, *La démocratie. Histoire, concepts et pratiques*, Editions des Sciences Humaines, 2010 ; Troupel Aurélia, Verge Tania, 'Unequals among equals: Party Strategic discrimination and quota laws', *French politics*, 2011, vol.9, n°3, pp.260-281).
 - Politiques publiques (santé, agriculture, développement durable) (Beaussier Anne-Laure, « The Patient Protection and Affordable Care Act: the victory of « unorthodox Lawmaking », *Journal of Health Politics, Policy and Law*, vol.37, n°5, october 2012; Fouilleux Eve, «Common Agricultural Policy», In: Michelle Cini and Nieves Perez Solorzano, *European Union Politics* (3rd Edition), Oxford University Press, London, 2009; Fouilleux Eve (avec Marcel Djama et Isabelle Vagneron), « Standard Setting, Certifying and Benchmarking: A Governmentality Approach to Sustainability Standards in the Agro-Food Sector » In : Ponte, S., Vestergaard, J. & Gibbon, P. (eds.), *Governing through standards: Origins, drivers and limits*. London: Palgrave, 2011, pp.187-209; Michel Laura, *Les industriels et le développement durable*, L'Harmattan, 2012 ; Debil Fanny, « L'émergence de la question climatique à l'OMS De l'ajustement marginal au changement discret », *Gouvernement et action publique*, vol.2 - n°1, 2013).
 - Sociologie et politiques de la culture (Négrier Emmanuel (avec L.Bonet), *La fine delle culture nazionali*, Roma : Armando Editore 2010 ; « La diversité, nouveau paradigme pour les politiques culturelles ? Une comparaison européenne », *Revista de Investigaciones Políticas y Sociológicas*, Vol.7, n°1, p.95-110, 2008 ; (avec Lluís Bonet) « Cultural Policies in Spain. Processes and Dialectics » *Cultural Trends*, Vol.19, N°1-2, 2010, p.41-52).



Section des unités de recherche

- Le CEPEL est très fortement impliqué dans la formation à la recherche, non seulement au niveau doctoral, mais également à celui du master et de la formation universitaire en science politique délivrée par l'UFR Droit et Science Politique. La capacité d'encadrement doctoral du laboratoire s'est fortement accrue au cours du dernier quinquennal. L'unité a institué la participation de ses doctorants aux grands colloques et congrès internationaux comme une priorité à la fois scientifique et budgétaire.
- Les activités des chercheurs du CEPEL pendant le quinquennal s'inscrivent aussi dans une large palette de relations avec, essentiellement, de nombreuses collectivités publiques. Et les membres de l'équipe participent activement à la diffusion des connaissances, à la vulgarisation des recherches, et à l'analyse de l'actualité politique auprès de la presse écrite ainsi que les médias audiovisuels et électroniques.

2. Réalisations

Production scientifique

Les 413 publications (236) et communications (177) scientifiques du laboratoire relèvent principalement d'opérations de recherche regroupées en quatre axes dont la structuration obéit à un objectif d'affichage et de visibilité des orientations de l'équipe. Ces quatre axes se recoupent, en ce sens que plusieurs opérations de recherche incluent des dimensions qui pourraient relever en réalité de plusieurs axes auxquels se rattachent parfois les mêmes chercheurs. Par ailleurs, ces opérations de recherche ne dressent pas un bilan exhaustif des réalisations de l'unité qui comprennent, outre des centres d'intérêt ponctuels, les activités de l'Observatoire du Changement Politique en Europe du Sud dont la présentation fait l'objet d'une annexe au rapport.

A) Culture(s) identité(s) et politiques

Cet axe rassemble des travaux de F. Buton et E. Négrier (coord.), H. Peres, C. Roux, E. Savarèse, leurs partenaires extérieurs, doctorants et post-doctorants. Les trois opérations de recherche identifiées s'intéressent, à partir de cas empiriques très contrastés, à la construction politique des représentations, des identités (politiques, militaires, nationales, territoriales) et des productions culturelles dont certaines dimensions pourraient renvoyer également à l'axe consacré aux politiques publiques.

1. « Expériences combattantes, situations coloniales »

Les travaux de F. Buton défendent une approche socio-historique du fait guerrier qui analyse les trajectoires sociales des combattants et des anciens combattants, et réfute les explications culturalistes des violences de guerre. Fruit d'une collaboration de long terme avec des chercheurs de différentes disciplines (historiens du Collectif de recherche international et de débat sur la guerre 1914-1918, notamment), l'opération a notamment produit un dossier de revue en forme de manifeste en faveur d'une approche qui historicise les trajectoires combattantes, porte une attention renouvelée aux institutions en situation de guerre, et produit une sociologie des combattants et des témoins parmi eux (à partir entre autres de la guerre d'Algérie). Les travaux de C. Roux sur les anciens combattants sardes s'inscrivent également dans cette perspective.

D'autre part, un programme de travail interdisciplinaire a permis de confronter les approches du fait colonial par les différentes sciences sociales (science politique, histoire, sociologie, anthropologie) et humaines (analyse littéraire), dans le contexte du renouvellement important de l'historiographie des « sociétés impériales » (histoire croisée ou connectée, socio-histoire, etc.). Ce projet émergent, mené en collaboration avec des politistes et historiens de l'Université Montpellier 3 et accueilli par la MSH-M, a notamment donné lieu à un colloque sur les « traumatismes de l'Empire », où la genèse de la notion de traumatisme psychique comme grand retournement dans l'histoire des victimes (la fin de « l'ère du soupçon »), et les usages de la notion, ont été réinterrogés sur des terrains coloniaux et post-coloniaux. L'opération doit encore donner lieu à publication (ouvrage en 2014 chez Agone) et devrait se pérenniser dans un nouveau programme MSH-M 2014-2015 visant à confronter l'historiographie du fait colonial et post-colonial, et celle du fait guerrier. Il faut noter que, parallèlement à la prise en charge de cette opération, F. Buton a poursuivi des travaux entamés antérieurement à son arrivée au CEPEL (en 2007), sur la surveillance épidémiologique, la socio-histoire du politique, les comportements électoraux et la science politique comme discipline.

2. « Diversité, pluralismes, justices »

Ce programme de recherche (dirigé par H. Peres et C. Roux) n'a pu se développer que partiellement dans la mesure où la participation des collègues philosophes de l'UM3 devant rejoindre le CEPEL a avorté. Les

recherches menées par C. Roux autour de la dynamique des identités territoriales ont visé à restituer les différentes phases articulant les processus de constitution et de contestation contemporaines de communautés politiques prenant la forme des Etats-nations : c'est le cycle lent mais toujours actif des relations centre/périphérie que cette série de travaux a décliné sur le temps long, en variant les échelles spatiales et temporelles tout en privilégiant un positionnement empirique sud-européen. Le processus de construction des Etats-nations a fait l'objet d'une investigation socio-historique comparative dans un ouvrage à paraître en 2013. Relevant le défi de la comparabilité dans des cas nationaux présentés comme irréductiblement opposés à partir de deux sites régionaux de l'Europe méditerranéenne (Corse et Sardaigne), l'ouvrage éclaire à la fois les limites communes des processus d'intégration nationale et les différences d'intensité plutôt que de nature dans l'édification des nations contemporaines. D'autres recherches ont porté sur les phénomènes de contestation de la construction nationale, i.e. de politisation d'une identité territoriale qui résiste à l'édification nationale. Saisis dans différentes parties de l'Europe du Sud, ces phénomènes s'expriment alternativement par des mobilisations autour de la défense de droits linguistiques (Pays basque), la conquête de positions nationales jusqu'au nouveau gouvernement national (Italie du nord), voire par des mobilisations violentes et durables (Corse). En dernier ressort, les dynamiques d'accommodement des Etats ont été étudiées, à travers la fédéralisation rampante ouverte à la fin des années 1990 en Italie.

Parallèlement, H. Peres et C. Roux ont enquêté sur la question de l'évanescence et/ou de la résilience des modèles "nationaux" d'intégration des immigrés âprement discutée par les spécialistes du domaine à l'échelle internationale. Ce travail comparatif (France, Espagne, Italie, Grande-Bretagne) qui a débouché sur plusieurs publications et communications en plusieurs langues, et deux thèses parvenues en soutenance, a permis de montrer comment la convergence apparente des modèles autour de la thématique européenne de la "diversité" a bousculé en réalité de manière limitée les paradigmes en vigueur, confirmant l'hypothèse selon laquelle les positions publiques relatives à l'intégration des immigrés mettent en jeu des ressorts essentiels des constructions identitaires nationales. Enfin, une étude sur le thème des discriminations, au cœur de ce que l'on appelle communément « la gestion de la diversité », a été lancée dans l'objectif de collecter des données, à la fois quantitatives et qualitatives, sur les candidats aux concours de catégorie A des trois fonctions publiques. Entre septembre et décembre 2009 et 2010, ont été récoltés plus de 1800 questionnaires auprès de 10 IPAG et CPAG. La phase de suivi du destin professionnel de ces candidats est en attente d'une solution de financement.

3. « Culture et politiques »

Sur le plan empirique, ce projet comparatiste dirigé par E. Négrier, qui a donné lieu à plusieurs ouvrages, et, outre de très nombreux articles et communications, deux thèses dont l'une en cotutelle, et mobilise un large réseau de coopération en Europe du Sud, s'est appuyé sur trois nouveaux grands terrains d'analyse. Tout d'abord, une vaste enquête a été lancée, en France, sur la sociologie des publics des festivals. C'est cette base qui a été exploitée en croisant les approches disciplinaires qui, en général, interprètent séparément ce type de corpus. Cette exploitation, en dehors des formes de valorisation propres à l'étendue du terrain investi, a donc aussi été conçue comme un banc d'essai de l'interdisciplinarité. Cette même orientation interdisciplinaire a notamment permis d'examiner de façon critique la question des retombées économiques des secteurs artistiques et culturels.

Au-delà de ce double échange entre sociologie, économie et politique de la culture, a été développé un troisième chantier, comparatif par principe cette fois, et tendu vers l'analyse des politiques festivalières en Europe. Ici, c'est toute la question de la construction d'un espace européen des politiques culturelles qui se trouve posée. Festudy est une recherche originale menée dans le cadre international. Festudy est la première recherche intégrée portant sur la comparaison des festivals, des politiques culturelles les concernant, des stratégies artistiques, culturelles ou territoriales, etc. Fondée sur une méthodologie unique, coordonnée par E. Négrier, CEPÉL, ainsi que Lluís Bonet (Université de Barcelone) et Michel Guérin (Observatoire Culturel Bruxelles), elle repose aussi sur un partenariat international où figurent les associations nationales de festivals de 10 pays, l'Association Européenne des Festivals, le ministère québécois de la Culture et de la Condition Féminine, l'INRS, les universités de rattachement des pays participants : Belgique, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Norvège, Québec, Royaume-Uni, Suisse, Suède. La recherche concerne 390 festivals de musique. Les champs de questionnement empirique concerne les politiques de soutien, les

dynamiques d'emploi culturel et artistique, les stratégies en matière de public, de programmation, de territorialisation, de communication. 2013 est l'année de la publication des résultats génériques de la recherche, simultanément en français et anglais, et de l'organisation du colloque international de restitution, à l'automne.

B) Politiques publiques, gouvernance et régulation

Cet axe réunit E. Fouilleux et M. Smyrl (coord.), W. Genieys, J. Joana, L. Michel, P. Valarié, leurs partenaires extérieurs, doctorants et post-doctorants. Il mène un travail de réflexion sur les enjeux de gouvernance et de régulation dans le monde contemporain. S'il mobilise des démarches diverses, elles ont en commun une approche empirique basée sur des enquêtes qualitatives très poussées (nombreux entretiens, observation participante) et une approche théorique visant à faire le lien entre les acteurs des politiques publiques, leurs intérêts, les idées qu'ils portent et les institutions au sens large. Les trois opérations de recherche classées sous cet axe recourent de façon évidente celles de l'axe s'intéressant aux élites.

1. Idées, représentations, programmes et transformation de l'action publique sectorielle nationale

Ce premier domaine d'investigation (réunissant E. Fouilleux, W. Genieys, L. Michel, M. Smyrl, J. Joana et quatre doctorants) concernant les politiques publiques nationales, a été exploré à partir de deux approches théorico-analytiques principales : l'approche en termes d'élites programmatiques, d'une part, et en termes de forums des politiques publiques d'autre part. Un troisième domaine est celui faisant le lien entre participation et action publique. Le premier volet a été principalement développé dans les secteurs de défense et de politiques sociales, en partant de la question suivante : pourquoi certains acteurs dont les intérêts (professionnels, politiques, ou encore économiques) semblent être bien servis par un ensemble de politiques données prennent-ils parfois (mais pas toujours) le risque de proposer des idées novatrices, et surtout de s'organiser pour les promouvoir en acteurs collectifs éphémères que nous qualifions d' « acteurs programmatiques » ? Composée de professionnels des politiques publiques proches des sommets décisionnels de l'Etat, l'élite programmatique est structurée de manière évidente non pas autour d'intérêts ou d'institutions mais bien autour d'une vision partagée d'un programme de réforme. Ils ont également permis d'analyser des motivations de ces acteurs programmatiques. L'élite programmatique est prête à accepter voire même à encourager certaines innovations cognitives et instrumentales pour conserver sa position d'autorité. Ces conclusions ont été tirées à partir de divers travaux en France, en Allemagne, en Espagne, et au Royaume-Uni. Des recherches aux USA dans le cadre de l'ANR OPERA ont quant à elles montré la différence apportée par le manque d'un exécutif fort et unifié. La réforme des politiques de santé votée en 2010 par le Congrès américain met en évidence la fragmentation programmatique qui en résulte. La course à l'autorité légitime qui, dans les pays européens à exécutif fort se déroule essentiellement à l'intérieur de l'Etat, est aux Etats-Unis plus ouverte.

La deuxième approche analytique touchant au rôle des idées et des représentations dans l'action publique prolonge en quelque sorte et élargit la perspective ouverte par la première. Elle s'appuie sur la notion de forums, scènes différenciées du débat de politique publique. Elle prône une approche de l'espace public et du débat de politique publique à partir de la notion de forums des politiques publiques, scènes institutionnelles différenciées, sur lesquelles les règles du jeu de l'argumentation, les fonctionnalités et les rythmes et formes des discussions ne sont pas les mêmes, mais qui sont toutes essentielles à appréhender pour analyser les évolutions d'une politique publique donnée. Une telle grille d'analyse a été mobilisée sur plusieurs cas nationaux, ainsi que dans une perspective comparée, dans les domaines des politiques agricoles, agroenvironnementales et alimentaires principalement. Ces domaines d'étude ont donné lieu à plusieurs collaborations. L'INRA a ainsi par exemple cofinancé la thèse de Matthieu Ansaloni sur « Configurations des débats politiques et diversité de l'action publique en Europe. La Politique agricole commune et l'environnement en France, en Hongrie et au Royaume-Uni ». De même, plusieurs collaborations ont été montées avec le CIRAD dans le cadre de divers projets ANR et autres (ATP EMERGENCES, ACI Acteurs, IRD). Du fait du champ de compétence privilégié du CIRAD (pays émergents et en développement), ces collaborations ont notamment permis de « tester » et interroger les outils d'analyse des politiques publiques dans des pays aux systèmes politiques différents de ceux dans lesquels ils sont habituellement mobilisés

(Etats-Unis, Union Européenne), dont en particulier l'Afrique. Une troisième approche, met l'accent sur le lien entre politiques publiques et participation. Dans ce cadre a été notamment développée une collaboration avec le Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive (UMR 5175) pour analyser le rôle des dispositifs participatifs de production de l'expertise dans la définition d'une politique de protection de la nature, en l'occurrence la Trame verte et bleue du Grenelle de l'Environnement.

2. *Gouvernance inter et transnationale : vers une privatisation de la régulation ?*

Outre un certain nombre de travaux sur les organisations internationales, et notamment sur leur rôle dans la compétition internationale pour la production des idées et des instruments de politique publique (cas de la FAO dans le domaine des politiques agricoles notamment), des travaux d'E. Fouilleux et M. Smyrl à ce niveau de gouvernance ont concerné le développement durable. Loin d'être stabilisé, ce concept est suffisamment ambivalent et flou pour permettre des interprétations différentes voire inconciliables en fonction des acteurs qui s'en saisissent. Le rôle croissant des acteurs privés dans les dernières décennies au nom du développement durable est de plus en plus organisé/institutionnalisé. Dans le domaine industriel, cette opération a analysé la façon dont les débats sur la « durabilisation » des politiques impactent, via l'Union Européenne, le gouvernement des industries, en particulier à partir du secteur automobile. Dans le domaine agricole, elle s'est penchée sur l'affirmation de formes nouvelles de régulation des filières internationales de matières premières agricoles, qui allient industriels de l'agro-alimentaire, banques, exportateurs d'une part et ONG internationales d'autre part, auxquels s'agrègent divers acteurs institutionnels spécialisés, dans le but de rendre la mondialisation plus « durable ». L'ANR Gouvernement européen des industries (GEDI), a permis de développer deux axes de travail principaux : la construction des débats autour du développement durable à l'échelle européenne en lien avec les arènes internationales ainsi que son processus d'institutionnalisation.

Dans le cadre des ANR NORMES et PRIGOUÉ -programmes successifs et articulés, des questionnements similaires ont été développés, mais en mettant au centre de l'analyse la transformation de l'instrumentation de l'action publique à l'œuvre et la place croissante tenue dans le domaine du développement durable par des instruments de régulation spécifiques que sont les standards volontaires. Si ces instruments sont présentés par leurs promoteurs comme des éléments incontournables pour refonder une globalisation socialement et écologiquement plus juste et plus durable, l'enquête a montré le caractère essentiellement procédural et très rarement substantiel qui caractérise les discussions qui leur sont liées et les formes de privatisation de la délibération et du champ du débat politique en matière d'agriculture et d'alimentation qu'ils impliquent.

3. *Gouvernance territoriale en action*

Cette opération (menée par E. Fouilleux, L. Michel, E. Négrier, P. Valarié) s'est déroulée à partir des trois volets : gouvernance métropolitaine et différenciation territoriale, gouvernance environnementale dans une perspective comparatiste à l'échelle internationale et gouvernance régionale comparée. Ils ont exploré dans leurs champs et objets respectifs trois perspectives problématiques : celle de la différenciation de la mise en œuvre des politiques publiques entre territoires mais également au sein de chacun d'entre eux selon les secteurs d'intervention considérés, la question du comparatisme entre espaces métropolitains, régionaux ou encore éco systémiques, et ce, aux différentes échelles de l'action publique, et enfin celle des modalités concrètes de construction et de recomposition, voire d'hybridation, des politiques publiques sur chacun des terrains de recherche. Sur le volet environnemental, deux programmes de recherche sont en cours depuis 2010, menés en collaboration avec l'INRA, le CIRAD et huit partenaires étrangers (Universités et Centres de recherche). Le premier porte sur les stratégies des acteurs dans les sociétés rurales méditerranéennes face aux changements globaux (Programme ANR CEP) fondé sur une comparaison France (Région PACA) Egypte (Province de Marsa Matrouh). Le second, en réponse à l'appel à projet ANR « Intensification Ecologique », pose la problématique des modes de gouvernance à l'échelle territoriale des contraintes productives confrontées aux changements environnementaux (climatiques, ressources, zones protégées). La comparaison porte ici sur 6 pays : Brésil, Egypte, Maroc, Uruguay, France, Sénégal. Un troisième programme a été lancé en 2012 sur le thème de la gouvernance de l'alimentation durable des villes à partir de l'analyse du cas de Montpellier (projet SURFOOD financé par la fondation Agropolis) ; ce projet a pour vocation d'être prolongé en 2014-2018 dans une perspective comparative (Montpellier, Hanoï, Dakar, Tunis). Sur les volets de

gouvernance régionale comparée, de politiques publiques territoriales et d'enjeux métropolitains, plusieurs pistes de recherche ont été lancées, dont certaines déjà achevées (comparaison sectorielle sur les politiques ferroviaires achevée ; redéploiement sur les politiques de l'eau, les politiques culturelles, l'analyse intersectorielle des politiques régionales, l'approche comparative internationale).

C) Elites, partis et dynamique des régimes

Cet axe, qui rassemble W. Genieys et A. Dezé (coord.), S. Darviche, J. Joana, M. Smyrl, leurs partenaires extérieurs, doctorants et post-doctorants, s'intéresse à la sociologie du pouvoir au travers de la formation, de l'évolution et de l'action des acteurs collectifs qui jouent un rôle essentiel dans les processus de décision collective propres aux régimes démocratiques. Les travaux menés dans cette direction par W. Genieys viennent d'être distingués par le Prix d'excellence scientifique Mattei Dogan de l'AFSP (2013). Les quatre opérations de recherche incluses recourent les réflexions menées dans le cadre de ces axes sur les politiques publiques et la participation démocratique.

1. Fondation(s) et refondation de la sociologie des élites

Maître d'œuvre de ce programme, W. Genieys propose de revisiter les fondations intellectuelles d'un courant de la sociologie politique contemporaine longtemps contesté. Il prolonge cette réflexion autour des relectures possibles de l'œuvre de C. Wright Mills et propose, sur la base d'enquêtes empiriques sur les sommets du pouvoir en France, de revisiter le concept d'élites d'Etat en « New Custodians of the State » (Genieys William, *The New Custodians of the State. The Programmatic Elites in French society*, Rutgers NJ, Transactions books, 2010). Que se passe-t-il derrière les autorités formelles du pouvoir (président et ministres) ? Comment et par qui sont définis les nouveaux programmes de politiques publiques ? Telles sont les interrogations qui guident l'enquête menée au cœur des processus de prise de décision, et centrée sur le rôle des hauts fonctionnaires et membres des cabinets ministériels. W. Genieys avance la thèse de l'émergence d'une élite des politiques de l'État. Fortement institutionnalisés et très spécialisés, ces groupes d'acteurs observés dans les secteurs de la défense et de la protection sociale, sont mobilisés autour de leur vision des politiques publiques et agissent pour sauvegarder le modèle de la sécurité sociale ou encore la défense à la française. Cinquante ans après la dénonciation des méfaits de l'élite du pouvoir sur le bon fonctionnement de la démocratie américaine par Charles Wright Mills, W. Genieys ouvre à nouveau ce débat. A contre-courant des thèses dominantes sur la « fin des États » dans le cadre de la mondialisation de l'économie et de la construction européenne, l'élite des politiques est en passe de redonner l'avantage institutionnel à l'État. En collaboration avec P. Hassenteufel, il a développé l'approche programmatique comme méthode d'analyse du changement dans les politiques publiques à partir d'une sociologie des trajectoires des élites et/ou acteurs.

Dans un ouvrage de synthèse paru ultérieurement (*Sociologie politique des élites*, Armand Colin, 2011) W. Genieys propose d'appréhender à travers son historicité une « vieille » théorie et une « nouvelle » sociologie des élites. Le retard français est analysé à travers l'héritage contradictoire de l'élitisme républicain. Longtemps assimilée à la rhétorique réactionnaire, la sociologie des élites s'est affirmée comme une clef de compréhension de la structure du pouvoir dans les démocraties libérales. Dépassant le mythe d'une élite du pouvoir construit sur le modèle de « trois C » (Consciente, cohérente, conspiratrice), W. Genieys montre comment les débats occasionnés autour de la preuve empirique de ce modèle ont profondément enrichi les méthodes de la sociologie politique. L'orientation des recherches élitaires actuelles, rangées sous la bannière du courant néo-élitiste, plaide pour une meilleure compréhension de la dynamique des régimes politiques ou encore de l'action des Etats contemporains. Xavier Coller (Université de Séville) et William Genieys ont entamé un travail de réécriture pour une version en langue espagnole de « *Sociologie politique des élites* » qui sera publié » chez Tirant lo Blanch Editorial. Cette nouvelle édition enrichie et remaniée est destinée au marché espagnol et sud- américain (publication fin 2013 ou début 2014).

2. La transformation des sommets élitaires de l'Etat Américain

Cette opération (à laquelle collaborent S. Darviche, W. Genieys, J. Joana, M. Smyrl et qui a fait l'objet de la thèse d'Anne-Laure Beaussier actuellement post-doctorante au King's College de Londres) porte sur l'analyse de la transformation des sommets de l'Etat américain. Elle reprend une partie des résultats de recherche en cours de valorisation obtenus sur le terrain étasunien dans le cadre de l'ANR OPERA. Cette recherche reprenant l'approche programmatique des élites et du changement politique avait pour but d'appréhender la transformation de la structure du pouvoir US à partir de l'analyse sur la moyenne durée (1988-2010) des réformes de l'assurance maladie et de la politique du format des armées. L'ampleur de l'étude de terrain réalisée in situ et le traitement des données récupérées (i.e. banque de donnée sur 3000 acteurs, 399 fiches biographiques et 300 interviews en profondeur) expliquent qu'une importante partie des résultats sont encore en voie d'exploitation et de publication. La forte circulation des élites politiques et administratives américaines entre la société civile et les positions de pouvoir est l'un des fondements de la thèse d'un Etat faible américain (Darviche, Genieys, Hoeffler, Joana, 2013). A ce stade, il ressort que la pratique du « revolving door », se traduisant par une grande mobilité professionnelle et des allers-retours nombreux entre secteurs public et privé, conforte en effet l'image d'un Etat fortement fragmenté et largement ouvert aux pressions exogènes des différents groupes sociaux. L'examen du groupe formé par les « long timers » des secteurs de la défense et de la santé, c'est-à-dire des « political appointees » et des « staffers » qui occupent durablement les positions institutionnelles les plus élevées au sein de l'Exécutif ou du Congrès, permet de tracer un tableau différent. Celui-ci met en évidence des carrières et des parcours professionnels se caractérisant par un enracinement sectoriel important, antérieur à l'entrée en position, et centré sur les différentes institutions de pouvoir washingtoniennes entre lesquelles circulent une partie de ces acteurs. Sans permettre de préjuger de l'influence qui en résulte pour ces élites, ces caractéristiques témoignent des ressources sociales et politiques qui prédisposent les membres de ce groupe à la mise en forme des politiques publiques.

3. Forces armées et pouvoir politique dans les sociétés contemporaines

Dirigée par J. Joana (*L'armée : une sociologie politique*, Paris, Presses de Science-Po, 2012) cette opération présuppose que l'armée reste une institution clé des Etats contemporains et que la question des rapports entre pouvoir politique et forces armées, que ce soit sous la forme de frictions entre hiérarchie militaire et autorités civiles ou sous celles plus dramatiques de coups d'Etat, de dictatures ou de tensions sociales et politiques potentielles ou avérées garde toute son acuité. Dans la majorité des pays développés, dont la France, l'armée a connu des transformations et des réformes profondes depuis une vingtaine d'années. Comment ont évolué les rapports entre armée et Etat au fil de ces évolutions ? Quel rôle les membres des forces armées jouent-ils dans la production des politiques de défense et plus largement dans le fonctionnement des systèmes politiques contemporains, démocratiques ou non ? Quelles sont les conséquences de la professionnalisation des armées ? Quelles sont les caractéristiques sociologiques du groupe formé par les militaires ? Qu'est-ce qui détermine leurs interventions en politique ? Qui contrôle les militaires dans une démocratie ? Et comment ? Ces questionnements ont inspiré une sociologie politique des forces armées contemporaines qui montre ce qu'elles doivent à l'environnement politique et social dans lequel elles se sont développées, tout en éclairant l'impact que leurs caractéristiques institutionnelles peuvent avoir sur les comportements politiques de leurs membres.

Parallèlement, une recherche collective a visé à étudier les pratiques de contrôle parlementaire des forces armées dans cinq pays européens (Allemagne, Espagne, France, Royaume-Uni, Suède). Il s'est notamment agi de comparer les logiques institutionnelles, sociales et politique qui déterminent le rôle du parlement en matière de défense et la capacité de ses membres à exercer le contrôle de l'activité des forces armées dans ses différentes dimensions. Cinq champs d'activité des forces armées ont ainsi été retenus : l'emploi de la force armée et les décisions d'engagement ou de prolongement des opérations extérieures ; le budget et les décisions en matière de programmation militaire : la doctrine et les orientations stratégiques, la question du renseignement, la politique de ressources humaines des armées. Tout en soulignant les situations très contrastées de ce contrôle dans les cinq pays étudiés, cette étude montre que les écarts entre les différents cas sont moindres que ce que laisse penser le seul examen des dispositions constitutionnelles et matérielles. La culture politique et l'intériorisation par les députés de la domination de l'exécutif en politique de défense influe fortement sur les pratiques qu'ils sont susceptibles de mettre en œuvre. Plus que le secret, c'est la

volonté politique des acteurs à mettre en œuvre le contrôle qui semble déterminante dans l'effectivité de celui-ci. Par ailleurs, une convergence s'ébauche sur certains aspects de ce contrôle, comme celui de l'usage de la force.

Un autre aspect de cette opération, menée également dans le cadre de l'ANR OPERA, visait à rendre compte des logiques de développement de la Révolution dans les Affaires Militaires qui culmine à partir de 2001 dans le lancement du projet de transformation des forces armées américaines voulu par D. Rumsfeld. Il s'est agi de s'intéresser aux stratégies mises en œuvre par différents acteurs intéressés à la définition de la politique de défense américaine au cours des années 1990. Même si la Révolution dans les Affaires Militaires est loin de revêtir toutes les caractéristiques d'un programme d'action publique, du fait du degré de généralité des idées sur lesquelles elle repose, le succès que remportent ces dernières apparaît largement comme l'expression d'une élite de la défense au sein des sommets de l'Etat américain. Même si cette élite apparaît composée d'acteurs extrêmement hétérogènes, tant sur le plan institutionnel qu'idéologique, ses membres partagent le même souci d'affirmer une spécificité des politiques de défense et du secteur d'action publique au sein duquel ils exercent leur pouvoir.

4. Le renouvellement de la sociologie des partis politiques : Objet et méthodes

Les recherches effectuées dans le cadre de cette opération avaient pour ambition, sous la direction d'A. Dezé, de participer du renouveau de l'étude des partis politiques en France. Depuis le début des années 2000, les travaux sur les organisations partisans connaissent en effet un véritable regain d'intérêt qui procède tout à la fois d'une remise en question paradigmatique des approches classiques, de l'ouverture consécutive de nouvelles pistes de recherche et d'une revalorisation de l'objet partisan. Cette opération s'est traduite en l'occurrence par l'exploration de trois chantiers de recherche.

Le premier chantier a consisté en une réflexion globale sur les modalités d'études des partis, réflexion qui s'est inscrite dans le cadre d'un partenariat informel entre le CEPEL et Sciences Po Paris (Florence Haegel). Le deuxième chantier a consisté en la rédaction - toujours en cours - d'un manuel sur les partis politiques, dont la publication est prévue pour 2013 aux éditions De Boeck (contrat signé). Ce deuxième chantier est en quelque sorte le prolongement du premier, puisque ce manuel est rédigé à quatre mains, en collaboration avec Florence Haegel. Ce manuel entend tout d'abord dépasser les oppositions classiques qui traversent la recherche (approche macroscopique/microscopique ; approche organisationnelle/environnementale ; approche sociologique/politologique ; approche française/anglo-saxonne...) pour proposer une synthèse critique présentant et explicitant dans une veine didactique l'ensemble des outils (théoriques, conceptuels, méthodologiques) susceptibles d'accéder à une meilleure compréhension du phénomène partisan. L'ouvrage ambitionne également de s'appuyer sur un nombre optimal de cas partisans issus de systèmes politiques étrangers, contribuant ainsi à décloisonner la recherche française, qui apparaît excessivement marquée par les orientations du paradigme sociologique et tend encore trop souvent à se focaliser sur des exemples nationaux.

Le troisième chantier a consisté à prolonger des recherches antérieures sur les partis d'extrême droite en Europe. Trois pistes ont été investies : dans la première, il s'est agi de proposer une analyse renouvelée de l'évolution politique du Front national en prenant appui sur les outils de la recherche ordinaire pour déconstruire la « nouveauté » supposée du parti. Il a été notamment démontré que le FN continuait d'être travaillé par une double logique de type entrepreneurial et doctrinal, limitant de fait le caractère novateur tout comme la portée de la stratégie dite de « dédramatisation » de Marine Le Pen. Cette piste a notamment donné lieu à la publication d'un ouvrage chez Armand Colin. La deuxième piste s'est concentrée sur un aspect encore peu étudié de l'analyse des partis d'extrême droite (le moment de leur « naissance ») tout en cherchant à proposer, à partir d'une approche croisée portant sur des cas issus d'autres familles politiques, un cadre théorique pour appréhender la genèse partisane. Ce travail a donné lieu à une collaboration étroite avec Myriam Aït-Aoudia (MCF à l'IEP de Bordeaux, chercheuse au Centre Emile Durkheim). Enfin, la troisième piste a cherché à approfondir les analyses comparatives sur les partis d'extrême droite en Europe, en particulier sur l'analyse du leadership de deux partis d'extrême droite : le Front national et le Movimento sociale italiano. Il s'est agi notamment de se tenir à distance des approches biographiques des cadres dirigeants, souvent empreintes d'une forme d'exceptionnalisme analytique censé se justifier par les propriétés politiques "exceptionnelles" des cadres, et de comprendre les raisons d'agir de ces dirigeants. On a notamment tenté d'insister sur la "normalité" de ces leaders de l'extrême droite qui apparaissent - comme les

autres acteurs partisans - aussi bien déterminés par des aspirations entrepreneuriales que par des convictions doctrinales.

D) Démocraties et participations

Cet axe, qui rassemble des opérations de recherche menées par J.Y. Dormagen et L. Michel (coord.), C. Braconnier, E. Fouilleux, A. Troupel, leurs partenaires extérieurs, doctorants et post-doctorants, entend renouveler l'une des préoccupations centrales de la science politique, l'analyse des formes (et des limites) de la participation démocratique et du métier politique, en multipliant les perspectives sur les comportements électoraux, les règles électorales et les nouveaux dispositifs de participation. Plusieurs composantes des opérations de cet axe relèvent également de l'objet de l'axe sur les élites, les partis et la dynamique des régimes.

1. Nouveaux comportements électoraux

C. Braconnier et J.Y. Dormagen ont, au cours de cette période, continué d'exploiter les données produites aux Cosmonautes et dans le cadre de l'ANR PAECE (suivi intensif depuis 2006 de 5 bureaux de votes par l'équipe du CEPPEL). Ils ont diffusé ces résultats dans des congrès et colloques internationaux, notamment celui de l'APSA sur le site duquel les working papers présentés sont consultables. Plusieurs rencontres opérées à l'occasion de ces congrès internationaux ont débouché sur des collaborations scientifiques transnationales : préparation du dispositif d'enquête destiné à produire la première grande enquête électorale tunisienne ; mise en place d'une enquête électorale de terrain dans un quartier populaire de Brasilia à l'occasion de la dernière élection présidentielle au Brésil. Dans le cadre de son HDR, soutenue le 12 mai 2009, C. Braconnier a poursuivi l'investigation des contextes de vote entamée avec les enquêtes de terrain réalisées aux Cosmonautes puis dans le cadre de l'enquête PAECE. Le travail de défrichage et d'analyse critique d'une littérature électorale anglo-saxonne peu connue en France a permis de mieux mettre en perspective les travaux empiriques produits antérieurement et d'entamer un dialogue avec les grands spécialistes des approches contextuelles aux Etats-Unis. A été également poursuivie la production de données empiriques dans certains bureaux de vote socialement contrastés de l'enquête PAECE (Montpellier, Saint-Denis, Paris) à l'occasion de chacune des séquences électorales de la période (régionales en 2010, présidentielles et législatives en 2012 : administration de questionnaires sortie d'urnes, analyse des listes d'émargement, enquêtes de voisinage destinées à évaluer la malinscription et à reconstituer les familles). La base de données longitudinale s'est donc très fortement enrichie et continuera donc d'alimenter des analyses et publications. Certaines sont d'ores et déjà prévues, dans le cadre d'un livre collectif sur l'abstention à paraître en 2013 aux éditions Armand Colin (Comprendre l'abstention) qui intégrera l'analyse des scrutins de 2012.

L'équipe s'est aussi largement investie, à l'occasion des élections présidentielles et de l'automne qui a précédé, dans une nouvelle enquête de terrain relevant des « field experiments » qui est la transposition en France de ce que font Green, Gerber et leurs collègues de Yale depuis une décennie, mais appliquée aux objets précis qui ont été au cœur de l'enquête Cosmonautes et Paece, notamment l'inscription électorale. Faute de financement global, diverses institutions ont été sollicitées (l'université de Cergy-Pontoise, la ville de Montpellier, la Russell Sage Foundation) dont les contributions cumulées ont permis de monter ce 1er « field experiment » français. Il s'est agi de tester la capacité de certains dispositifs à faire s'inscrire sur les listes électorales des individus non-inscrits ou malinscrits, et d'analyser ensuite leur participation aux scrutins. Les étudiants de Montpellier, Paris, Cergy ont, par leur important investissement, permis la réussite de cette entreprise de grande ampleur qui a porté sur un échantillon de 38 000 individus répartis dans 48 bureaux de votes de 12 villes différentes, et a mobilisé 230 volontaires lors des opérations de porte-à-porte.

2. *L'observation directe des dynamiques de campagne et des opinions sur internet*

Dans le prolongement des recherches menées sur les comportements électoraux et le suivi des campagnes, J.Y. Dormagen a ouvert une piste de recherche consacrée à l'observation directe des dynamiques d'opinions en conjoncture électorale sur le Web à l'occasion de la dernière présidentielle. Cette piste résulte d'une collaboration avec un fournisseur de logiciel de veille numérique (AMI software) et constitue le terrain de thèses de deux doctorants financés : Julien Boyadjian (allocation de la Région dans le cadre du dispositif « chercheur d'avenir confirmé ») et Marie Neihouser. Dans ce cadre, plusieurs centaines de milliers de comptes Twitter et de blogs ont été repérés et intégrés dans de vastes bases de données permettant de suivre en continu et d'analyser la production des opinions au sein de l'espace numérique. Cet axe a donné lieu à la mise en place d'un partenariat avec des laboratoires informatiques et des entreprises engagées dans ce secteur aboutissant à l'obtention d'un financement ANR dans le cadre d'un projet intitulé « Imagiweb ». L'équipe du CEPEL y occupe une place importante et doit se charger, entre autres, de la mise en place de panels d'internautes, de la sociologie des dynamiques d'opinions sur le Web, de la mise en place d'une grille de codage des messages de manière à produire des algorithmes de codage automatique, et doit produire des modèles permettant de mieux cerner les relations que l'on peut établir entre les opinions repérables sur le numérique et les opinions telles qu'elles sont identifiées et mesurées dans les enquêtes et les sondages. Pour sa contribution au projet, l'équipe du CEPEL a obtenu un financement de 155 119 euros, auxquels la Région Languedoc Roussillon a ajouté une dotation supplémentaire de 30 000 euros. Un premier article consacré aux logiques sociales de l'influence sur le réseau Twitter sera soumis à une revue de science politique au printemps 2013.

3. *Dispositifs de participation multi-stakeholders et développement durable*

Cette opération, nourrie par les travaux d'E. Fouilleux et de L. Michel, s'est intéressée en premier lieu aux initiatives en réponse aux effets sociaux et environnementaux négatifs de la globalisation. Au niveau transnational, des instruments basés sur le marché -standards volontaires durables- prolifèrent depuis la fin des années 1990, lancés en collaboration entre ONG, industries et producteurs, pour plus de durabilité des filières d'exportation de matières premières depuis les pays en développement vers les pays industrialisés (textile, mines, forêt, pêche, agriculture). Leur caractéristique principale est la nature inclusive et participative (multi parties-prenantes) des structures de gouvernance qui les produisent. A partir du cas de l'agriculture (table ronde pour un soja responsable, table ronde pour l'huile de palme durable), E. Fouilleux a analysé le processus de privatisation de la régulation et de la délibération à l'œuvre via ces initiatives et s'est interrogée sur les garanties apportées en terme d'équité dans la représentation et en matière d'influence sur les décisions, et donc en terme de légitimité de ces dispositifs. Ce travail d'analyse critique basé sur une étude empirique détaillée répond aux travaux particulièrement normatifs et favorables à ces dispositifs, qui dominent la littérature sur la gouvernance globale et le développement durable. D'autre part, L. Michel, responsable scientifique pour le CEPEL du Programme Gouvinnov du PSDR (INRA, CEMAGREF, CIRAD) en remplacement de P. Valarié, s'est attachée à l'analyse de la place et du rôle de la profession agricole dans la gouvernance territoriale de plus en plus référée au développement durable. Ces travaux ont montré la difficulté pour une profession, historiquement organisée autour d'un dialogue de type néo-corporatiste avec l'Etat, à se saisir des dispositifs participatifs portés par les institutions locales faisant davantage appel à un engagement individuel. Ceux-ci favorisent en revanche de nouveaux profils d'agriculteurs mal intégrés dans les organisations de représentation traditionnelles (syndicats, coopératives, chambres...) en quête de socialisation.

4. *Réformes électorales et métier politique : conséquences sur la sociologie des élus.*

Après avoir consacré une thèse à la parité et à ses effets sur la féminisation du personnel politique local et national, A. Troupel s'est consacrée plus globalement aux liens existant entre les modes d'élections et la sélection des candidats et des élus. Les travaux engagés dans le cadre de cette opération - et achevés pour la plupart - s'inscrivent ainsi dans une double dimension.

La première dimension a consisté à se focaliser sur la définition des réformes électorales. En effet, depuis une quinzaine d'années, on ne compte plus le nombre de changements de règles électorales. Qu'il s'agisse de

modifications en apparence mineures (temporalité, cadre de l'élection, fixation du seuil pour se maintenir au 2ème tour) ou majeures (changement de mode de scrutin), toutes ont une incidence sur le métier politique. Que ce soit en ce qui concerne les caractéristiques sociologiques des candidats - et des élus - en ce qui concerne leur carrière électorale, ces changements de règles ont un impact sur le personnel politique. Si la loi sur la parité a mis clairement en lumière cet aspect, l'étude d'autres règles électorales codifiant le métier d'élu sont venues conforter cette thèse. Les travaux portant sur la législation en matière de cumul des mandats, ou encore sur le mode d'élection très particulier, pour les municipales dans les communes rurales, ou plus récemment l'incidence de la réforme des collectivités territoriales s'agissant de la féminisation des élus, ont illustré en quoi ces règles techniques précises, voire parfois abscones, pesaient pourtant sur la structuration de la compétition politique.

La seconde dimension, conséquence directe de la première, a consisté à analyser et mettre en évidence les effets des règles électorales (et leurs modifications) sur la sociologie des candidats et des élus. Les modes d'élection et les rétributions qu'un élu peut attendre d'un mandat variant d'une assemblée à une autre, il a semblé pertinent de comparer principalement deux types d'élus locaux que presque tout oppose : les conseillers régionaux et les conseillers généraux. L'idée d'effectuer une comparaison entre ces deux assemblées locales est venue progressivement. Des recherches préliminaires, menées sur les conseillers régionaux dans le cadre d'une enquête par questionnaires réalisée en collaboration avec Guillaume Marrel et Christèle Marchand, ont souligné la spécificité de ces élus. Des recherches complémentaires ont conduit à réinterroger et remettre en question in fine la notion d'élite régionale intermédiaire. Menée sur des élus siégeant à la même période, la série d'enquête sur les conseillers généraux a mis en lumière les différences fondamentales - tant en ce qui concerne les caractéristiques sociologiques que les perspectives de carrière - des élus départementaux et régionaux. Ces conclusions s'appuient sur un important travail effectué à partir de bases de données inédites et à la réalisation de 4 enquêtes par questionnaires (sur les conseillers régionaux de 1998-2004, et 2010-2014 ; l'autre sur les conseillers généraux de 2008 et 2011).

- liste des productions scientifiques en annexe 6.

Rayonnement et attractivité académiques

William Genieys, DR CNRS, directeur-adjoint du CEPEL a reçu en 2013 le Prix d'excellence scientifique Mattei Dogan attribué par l'Association Française de Science Politique. Cette reconnaissance individuelle du rayonnement des travaux de William Genieys sur la sociologie des élites a aussi été vécue par les membres du laboratoire comme une récompense collective des efforts engagés ces dernières années pour développer le rayonnement et l'attractivité académiques de l'équipe dans son ensemble. Les activités et positions qui en témoignent sont multiples.

Implication dans des projets de recherche collaboratifs nationaux et internationaux

L'implication du CEPEL dans les projets ANR constitue un indicateur majeur de la capacité de l'équipe à mener des projets de recherche attractifs et collaboratifs.

Le CEPEL a été coordonnateur, au cours du quinquennal, de deux projets ANR.

Le projet PAECE (Pour une Approche Ecologique des Comportements Electoraux (Des Présidentielles de 1974 aux Présidentielles de 2007)) a obtenu un financement de l'ANR de 290 000 € dont 144 060 € pour l'équipe du CEPEL (du 01/01/2007 au 31/08/2010), sous la responsabilité scientifique de J.Y. Dormagen. Ce projet a été conduit en collaboration avec l'Institut de Recherche Inter-disciplinaire en Socio-Economie - Centre de Recherche et d'Etudes Politiques (IRISES)- UMR 7170, le Centre Universitaire de Recherches Administratives et Politiques de Picardie (CURAPP) - UMR 6054 et le Centre de Recherches Politiques de la Sorbonne (CRPS) - UMR 8057 ainsi, à titre individuel, que Christine Fauvelle-Aymar (Université de Tours). L'un des prolongements les plus notables de PAECE a été la mise en place d'une collaboration transatlantique avec des chercheurs américains (Alan Gerber, Université de Yale, Vincent Pons, MIT) et des chercheurs britanniques

(Peter Johns, UCL - Londres) pour la réalisation de trois expérimentations comparées entre 2015 et 2017 relevant des « field experiments ».

Le projet OPERA (Operationalizing Programmatic Elite Research in America) financé par l'ANR à la hauteur de 250 000 € (du 01/01/2009 au 31/12/2012) sous la responsabilité scientifique de W. Genieys, a mobilisé, en dehors des membres du laboratoire, Patrick Hassenteufel (Université Versailles-St Quentin) et Xavier Coller (Universidad Pablo de Olavide, Séville, Espagne). Dans le cadre de l'ANR OPERA, deux séminaires internationaux ont été organisés à Montpellier, en juin 2011 avec John Higley (Texas University at Austin) et Joseph White (Case Western Reserve University, Cleveland), et en juin 2012 avec Larry Brown (Columbia University), Gordon Adams (American University), John Higley (Texas University at Austin) et André Mach (Université de Lausanne).

Parallèlement le CEPEL a été partenaire dans deux ANR en cours. D'une part, avec une part de financement de l'ANR de 32 032 € du 01/01/2012 au 31/12/2014, sous la responsabilité d'E. Fouilleux, PRIGOUE (Une privatisation de la gouvernance globale de l'environnement ? Rôles des standards durables multiacteurs dans la régulation des CEP) en collaboration avec l'UMR Moisa (CIRAD), SADAPT (INRA) et ERFI (AgroParistech Montpellier/UM1). D'autre part, avec une part de financement de l'ANR de 155 119 € du 01/04/2012 au 31/03/2015, sous la responsabilité de J.Y. Dormagen (avec la participation d'A. Dezé, L. Michel et A. Troupel), IMAGIWEB (Images sur le Web : analyse de la dynamique des images sur le Web 2.0.), en collaboration avec ERIC - Université Lumière Lyon 2, AMI Software (PME), EDF France, LIA - Université d'Avignon et des pays du Vaucluse et Xerox SAS.

A titre individuel, E. Fouilleux participe également au projet NORMES (programme ANR ADD - Agriculture et Développement Durable) coordonnée par le CIRAD-UMR Moisa (partenaires : IDDRI/ INRA Lameta/ CIRAD UPR34/ INRA Mona/ Sciences Po -Chaire développement durable/ INRA ESR Toulouse). Elle participe également au projet d'ATP (Activité Thématique Programmée) du CIRAD intitulé « EMERGENCES » sur les réponses aux maladies animales et végétales émergentes impliquant des laboratoires en Afrique du Sud et au Zimbabwe. L. Michel participe au projet ANR GEDI (Le Gouvernement Européen de l'Industrie) coordonné par le SPIRIT - Sciences Po Bordeaux ainsi qu'au PEPS CNRS (Projet exploratoire premier soutien) Espace socio-économique du risque environnemental (EVITI), piloté par le CEFE.

En dehors des projets ANR ou équivalents, le CEPEL est partie prenante du projet FESTUDY coordonné par E. Négrier ainsi que Lluís Bonet (Université de Barcelone) et Michel Guérin (Observatoire Culturel Bruxelles). FESTUDY est la première recherche intégrée portant sur la comparaison des festivals, des politiques culturelles les concernant, des stratégies artistiques, culturelles ou territoriales, etc. Fondée sur une méthodologie unique, coordonnée, elle repose aussi sur un partenariat international où figurent les associations nationales de festivals de 10 pays, l'Association Européenne des Festivals, le ministère québécois de la Culture et de la Condition Féminine, l'INRS, les universités de rattachement des pays participants : Belgique, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Norvège, Québec, Royaume-Uni, Suisse, Suède. La recherche est conçue sur un mode de financement décentralisé. La coordination de l'ensemble de l'opération est assurée administrativement par France Festivals. La dotation pour le CEPEL est de 22 000 € (14 000 € de France Festivals et 8 000 € de la Région Languedoc-Roussillon). Le laboratoire est également impliqué dans l'Initiative majeure de recherche collaborative (Major Collaborative Research Initiative) intitulée « Global Suburbanism ». Cette initiative propose d'examiner, de façon comparative, en convoquant plusieurs disciplines scientifiques (le droit, la science politique, l'histoire, la géographie et l'économie), les enjeux scientifiques et stratégiques associés à la maîtrise, à l'appropriation, aux usages et à la régulation des ressources foncières dans un contexte de développement urbain. Les membres associés proviennent du Canada, des Etats-Unis, de la Chine, d'Afrique du sud, d'Inde et de plusieurs pays européens parmi lesquels la France, l'Espagne, l'Allemagne, le Royaume-Uni. E. Négrier et M. Smyrl, ainsi que Françoise Jarrige, de Sup-Agro Montpellier, sont membres de cette initiative, qui a déjà donné lieu à un colloque international organisé à Montpellier.

En outre, C. Roux a participé à un projet de recherche hispano-franco-portugais financé par le ministère espagnol de la Recherche et cofinancé par le BQR 2011 de l'UM1 intitulé "Nuevos conflictos políticos en Europa y America Latina". Et le CEPEL a été contacté pour être le partenaire français d'un projet de recherche européen dans le domaine de l'analyse des élites régionales en Europe. Le projet sera coordonné par le Département des sciences sociales de l'Université Pablo de Olavide de Séville, sous la direction de Xavier Coller.

Participation à des réseaux scientifiques internationaux et nationaux et collaborations suivies

Le CEPEL est (par l'intermédiaire de l'UM1) un membre actif de l'ECPR (European Consortium for Political Research) dont C. Roux a été membre du Conseil (qui est amené à se prononcer sur les modifications des statuts et la désignation des organes constitutifs du consortium) et Official Representative pour l'Université Montpellier 1 (fonction consistant à faire l'interface entre les services centraux de l'ECPR et l'institution membre. Ce rôle sera repris par M. Smyrl après le départ de C. Roux à la suite de son succès à l'Agrégation de Science Politique en 2013. C. Roux représentait également le CEPEL dans les deux Standing Groups "Southern European Politics" et "Regionalism and Federalism".

Dans la foulée des activités du Laboratoire Européen Associé (LEA) *ETAPES* (2003-2010) réunissant le CEPEL et les chercheurs en sociologie et science politique de l'Université de Barcelone, les réseaux de recherche centrés sur l'Europe du sud dont le laboratoire est membre ont été consolidés. Les liens noués avec l'Université de Barcelone ont joué un rôle central dans la mise sur pied du projet FESTUDY. Francisco Javier Moreno (Instituto de Políticas y Bienes Públicos- Consejo Superior de Investigaciones Científicas) pour le CSIC, C. Roux et H. Peres, pour le CEPEL, ont participé à un programme d'échanges financé par le CNRS et le CSIC débouchant sur des invitations croisées régulières dans le cadre de séminaires de recherche et d'enseignements de master. Des échanges du même type ont été noués avec Yvan Llamazares et le département de science politique de l'Université de Salamanque.

Le CEPEL et le département de science politique de l'UM1 ont rejoint le réseau, "L'arc méditerranéen de science politique", coordonné par Miguel Jerez Mir (Université de Grenade) et lancé à l'été 2009. Outre Grenade et Montpellier, ce réseau associe les sites universitaires de Séville, Almeria et Barcelone (Espagne), Sienne et Milan (Italie), Athènes (Grèce) et Istanbul (Turquie). Les relations régulières d'H. Peres avec l'Université Es-Senia d'Oran et l'Ecole Nationale Supérieure de Management (ENSM) d'Alger (Algérie) se concrétisent sous la forme d'échanges de conférenciers et d'accueil au CEPEL de doctorants algériens. Le laboratoire est par ailleurs concrètement impliqué dans deux programmes Erasmus Mundus concernant l'aire méditerranéenne : Averroès 3 et EU Metalic. Erasmus-Mundus. Deux doctorants du CEPEL sont concernés par des mobilités sortante et entrante dans ce cadre.

L'Observatoire du Changement Politique en Europe du Sud (structure de travail associant le CEPEL et l'ICPS (Institut de Ciències Politiques i Socials) de Barcelone) a été pérennisé et l'approfondissement des partenariats en Europe méridionale a permis d'assurer le développement de la revue *Pôle Sud*. H. Peres et C. Roux ont réuni une équipe de chercheurs espagnols et français pour un ouvrage collectif intitulé *Politiques de l'Espagne* qui doit être publié chez Economica en 2014. C. Roux a été chercheur associé au Centre for the Study of Political Change (CIRCaP) de l'Université de Sienne (Italie) de 2008 à 2013.

Dans une autre direction géographique, les activités de l'ANR OPERA ont conduit à institutionnaliser des relations de collaboration avec les partenaires américains du projet. Elles ont abouti à la conclusion d'une convention d'échanges d'étudiants de master entre le CEPEL et l'American University de Washington (Etats-Unis).

Les chercheurs du CEPEL agissent fréquemment au sein de réseaux nationaux et/ou en collaboration étroite et récurrente avec de grandes institutions de recherches françaises. Le laboratoire est un partenaire institutionnel de l'AFSP et un représentant du CEPEL siège au Conseil d'Administration de l'Association.

A. Dezé est membre du réseau de recherche « Démocratique électronique locale » (DEL, CERTOP) et du « Groupe sur l'Étude des Organisations et Partis Politiques » (GEOPP, AFSP - 2008-2012). Avec Florence Haegel, il est, depuis 2009, co-responsable à Sciences Po Paris d'un séminaire de master de « Sociologie comparée des partis politiques ». L. Michel est membre du GIS Participation. F. Buton co-organise depuis 2006 un séminaire mensuel à l'ENS et l'EHESS. Il a été co-responsable du groupe "Science politique/Histoire" de l'Association française de science politique (2006-2011) E. Négrier a été co-animateur du groupe « Politiques Publiques » de l'AFSP (avec Yves Surel) jusqu'en 2011. Il coopère durablement avec l'UMR PACTE (Grenoble) en matière de recherche sur l'intercommunalité et ses enjeux dans le domaine de la culture, et l'IRSTEA (Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture) (anciennement Cemagref) sur le thème des politiques de l'eau et sur l'étude de l'électorat rural du Front

National. Plusieurs travaux d'E. Fouilleux émanent d'une collaboration approfondie avec les unités de l'INRA SenS et RiTMe.

Sur le site montpellierain, le CEPEL fait partie des laboratoires ayant œuvré à la création de la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier (MSH-M). Celle-ci réunit sous la forme d'un GIS (Groupement d'Intérêt Scientifique), rattaché administrativement au PRES Sud de France depuis le 1^{er} janvier 2013, quatre universités de la région (UM1, UM2, UM3, Université de Nîmes) et deux organismes de recherche (le CIRAD et l'IRD). Plusieurs séminaires organisés ces dernières années par la MSH-M ont été co-animés par des membres du laboratoire, et F. Buton a été co-responsable en 2011 et 2012 du programme "Les empires, et après... Dire et écrire les expériences coloniales et postcoloniales", impliquant financièrement, outre la MSH-M, le CEPEL et le laboratoire CRISES de l'UM3. Ce programme a permis d'organiser plusieurs séminaires et colloques en 2011 et 2012.

Au cours du quinquennal, les relations de travail avec les chercheurs en SHS du CIRAD (Centre de coopération International en Recherche Agronomique pour le Développement) de Montpellier ont été particulièrement développées. Au-delà de très forte implication d'E. Fouilleux, qui est restée chercheur associée au CIRAD et a contribué au resserrement des liens entre les deux institutions, ces relations ont pris des formes multiples : implication dans des projets ANR (cf. section précédente), participations croisées à des séminaires de recherche, intervention de membres d'unités du CIRAD dans les spécialités de master (recherche et professionnels) soutenues par le CEPEL, préparation conjointe du projet, coordonné par W. Genieys, de LABEX GoSUD (GOVerning SUSTainable Development) (qui s'inscrivait dans le cadre du projet d'IDEX-Sud de France (Idex-SF) en 2011, mais dont la candidature n'a pas été retenue), participation commune au « Projet étandard » Surfood (Système alimentaires urbains durables) dans le cadre de Montpellier SupAgro. La poursuite et le développement des liens avec le CIRAD font partie des priorités stratégiques du CEPEL pour les années à venir.

Par l'intermédiaire de L. Michel, le laboratoire a également établi des relations suivies avec le Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive (CEFE UMR CNRS 5175) (programmes et comités de thèse conjoints). L. Visier mène ses travaux en lien avec le Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche en Didactique, Education et Formation (Lirdef - UM2-UM3).

Organisation de colloques internationaux et nationaux

Julien Audemard (doctorant) et David Gouard (docteur en 2011), ont dirigé l'atelier « Désagrégation des collectifs et rapports ordinaires au politique », au Congrès annuel de la Société Québécoise de Science Politique, à Ottawa, en mai 2012.

F. Buton a été co-responsable du colloque international "Les traumatismes de l'Empire", organisé en décembre 2012 par la MSH-M à Montpellier.

A. Dezé a co-organisé avec Sylvain Crépon le colloque « 1972-2012. Retour sur quarante ans de Front national », à l'Université Paris-Ouest Nanterre, en juin 2013. Il a également co-organisé avec Nonna Mayer la section thématique n°27 « Le "nouveau" Front national en question », au 12^e congrès de l'AFSP, Paris, en juillet 2013.

E. Fouilleux a co-organisé une session du "XIII World Congress of Rural Sociology - Next Rural World - From Crisis to Opportunity" qui a eu lieu en 2012 à Lisbonne (Portugal).

E. Négrier a été l'organisateur du séminaire international « Mutations et enjeux des politiques culturelles territoriales » à l'Institut Français de Barcelone, en novembre 2008, du colloque international « 50 ans de Ministère de la Culture. Et ailleurs ? Et après ? » à Montpellier en octobre 2009, de « La ville inventée », colloque national de la Plateforme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines, à Montpellier en octobre 2010. Il a co-organisé (avec Christian Le Bart, Rémi Lefèvre et Hélène Reigner) la « Journée d'étude sur les élections municipales » du Groupe Local et Politique de l'AFSP, à Paris, en mars 2008, avec Richard Harris et Ute Lehrer le colloque "Suburban Land Question: A Global Issue" à Montpellier en octobre 2012 et, avec Lluís Bonet et Michel Guérin, « Festudy : Studying Festival policies and strategy in Europe », à Barcelone en novembre 2012.

- M. Smyrl, Anne-Laure Beauissier (docteur en 2012), Ulrike Lepont (doctorante), Catherine Hoeffler (post-doc.) ont organisé l'atelier « U.S. politics and policies in motion : un nouveau regard sur l'Etat américain » au congrès de l'AFSP, Paris, en juillet 2013.
- L. Visier a été l'organisateur principal du Congrès des sciences humaines et sociales en médecine « La santé une question de justice », à Montpellier en juin 2010.

Participation à des comités éditoriaux et d'évaluation de revues scientifiques, à des comités scientifiques de colloques ou de congrès, à la direction de collections

- F. Buton est membre du comité éditorial de la collection CURAPP aux PUF et expert pour les éditions de l'EHESS. Il a été évaluateur pour les revues Politix, Genèses, Sciences sociales et santé, Pôle sud, Journal of Human Development. Il a été membre élu du Conseil Scientifique de l'INSHS en 2010 et membre élu de la section 04 du CNU en 2012 et 2013. Il a été également membre du comité de pilotage du Programme ATP Emergences du CIRAD en 2011 et 2012 et participe au conseil scientifique du 4e Congrès national Santé environnement, «Cancer et Environnement" (Lyon, novembre 2013).
- A. Dezé a créé et codirige (avec Yohann Aucante) la collection « Ouvertures politiques » aux éditions De Boeck (Bruxelles).
- E. Fouilleux a été membre du comité scientifique des 5èmes Journées de recherches en sciences sociales de la SFER (Société Française d'Economie Rurale) à Dijon en 2011, et du comité scientifique du workshop international « Governing Sustainable Agriculture through Multi-Stakeholder Initiatives : Participation, knowledge and networks in action », organisé au CIRAD de Montpellier en décembre 2012.
- E. Négrier est membre du comité de rédaction de la revue « Métropoles ». Il a été évaluateur pour les revues : International Journal of Urban and Regional Research ; International Journal of Cultural Policy ; Revista Española de Ciencias Políticas, Revue Internationale de Politique Comparée, Revue Canadienne de Science Politique, Revue Internationale d'Urbanisme, Gouvernement et action Publique, Cultural trends. Il est aussi membre du Conseil Scientifique de la collection « Science Politique comparée » chez Karthala et a été conseiller scientifique de la recherche « El sistema de las políticas culturales autonómicas en España » (dir. Arturo Rodriguez Morato (Universités de Barcelone, Séville, Grenade, Bilbao, Zaragoza, Madrid, Santiago de Compostela) 2009-2012).
- H. Peres a été évaluateur des revues « Annales. Histoire, Sciences Sociales » et Pôle Sud. Il a été également expert auprès de l'Université de Grenade (Espagne) pour les publications en science politique.
- C. Roux est membre du comité de rédaction de la RIPC (Revue Internationale de Politique Comparée) et de Pôle Sud. Il est rédacteur en chef de Italian Politics & Society, The CONGRIPS Review at APSA (American Political Science Association). Il a été évaluateur pour les revues Journal of Contemporary European Studies (Royaume-Uni), Pôle Sud, Politique et Sociétés (Québec), RIPC, Rivista Italiana di Scienza Politica (Italie).
- L. Visier a été membre du conseil scientifique du Congrès des Sciences Humaines en Médecine et Santé "Discours, récits en santé", Amiens, juin 2013.

Expertises et participation à des instances d'expertise scientifique

- F. Buton, A. Dezé, J.Y. Dormagen, E. Fouilleux, W. Genieys, H. Peres, ont participé à plusieurs comités d'experts de l'AERES.
- F. Buton a été sollicité comme expert par le Conseil régional Ile-de-France (bourses doctorales), le CIERA (bourses postdoctorales), l'EHESS (recrutement MCF).
- A. Dezé a été expert pour le Conseil National du Livre (évaluation des projets éditoriaux et des demandes de subventions attenantes) ainsi que pour programme d'accueil « Research in Paris » de la mairie de Paris et pour le programme de bourses de recherche postdoctorale en sciences humaines et sociales « Fernand Braudel-IFER » (International Fellowships for Experienced Researchers) de la Fondation Maison des sciences

de l'homme (FMSH). Il a été également rapporteur externe pour l'EHESS dans le cadre de la procédure des candidatures à la maîtrise de conférences.

- E. Fouilleux a expertisé, pour l'ANR, des projets ponctuels en réponse à ses appels d'offre (programme ADD - Agriculture et Développement Durable, programme SYSTERRA, programme CEP, programme Métamorphoses de Sociétés/ Inégalités, inégalité...) et fait partie d'un comité d'évaluation de programme (Programme GLOGOV - Globalisation et Gouvernance, avril - juin 2012).
- E. Négrier est évaluateur pour le secteur SHS de l'Agence Italienne d'Évaluation de la Qualité de la Recherche, membre du Conseil Scientifique du GRALE (Groupe de Recherche sur l'Administration Locale en Europe) et du conseil scientifique des Archives du Sensible, Parc Naturel Régional de la Narbonnaise.
- H. Peres est expert auprès du Fonds de la Recherche Scientifique - FNRS (Belgique). Il a également réalisé des expertises pour le Conseil en recherche et sciences humaines du Canada (sélection de projets de recherches), pour le Conseil régional d'Aquitaine (sélection des financements de projets), pour Sciences Po Paris (avancement chercheur FNSP) et pour un Projet Exploratoire Premier Soutien (PEPS) (CNRS - UM1 - UM2). Il a été membre des jurys de l'Agrégation Africaine de Science Politique, à Cotonou (2009) et Abidjan (2011). Il a été nommé Délégué Scientifique de l'AERES pour les sections recherche (2012-2014) et formation (2013-2014).
- C. Roux fait partie des évaluateurs du ministère italien de la Recherche.

Chercheurs, doctorants et post-doctorants accueillis au sein de l'entité

Entre janvier 2008 et juin 2013, le CEPEL a accueilli, tous statuts et origines confondus, 31 chercheurs invités étrangers pour un total de 40 séjours de recherche de durée variable (d'une semaine à plusieurs mois) (cf. liste annexe 10). En dehors du temps consacré à leurs propres recherches, tous ces invités ont participé aux séminaires du laboratoire, animé des conférences ou pris en charge des enseignements du master recherche, voire des masters professionnels.

Concrétisant la stratégie de longue durée du CEPEL de constitution et d'ancrage d'un réseau de recherches en Europe du sud, un peu plus de la moitié de ces chercheurs invités (16) provenaient d'une institution académique d'Europe méridionale (Espagne, Italie, Portugal). 5 chercheurs provenaient d'universités nord-américaines, 3 d'universités sud-américaines, 1 d'une université nord-africaine et 6 d'universités européennes (hors Europe du sud).

Parmi ces invités, 2 ont accompli au CEPEL une partie de leur recherche doctorale (Algérie, Espagne) et 3 ont été accueillis en tant que post-doctorants (Brésil, Etats-Unis, Espagne).

Outre les 3 post-doctorants étrangers, le CEPEL a accueilli 4 post-doctorants ayant préalablement effectué leur thèse dans une institution académique française (Aurélien Djakouane, Jean-Baptiste Harguindeguy, Catherine Hoeffler et Aude Soubiron).

En sens inverse, trois doctorants du CEPEL ayant achevé leur thèse pendant le quinquennal ont effectué des séjours postdoctoraux dans des universités étrangères (Jimena Larroque à l'Université du Québec, Montréal - Canada ; Pedro Barros Geraldo à l'Université de Fluminense, Brésil ; Anne-Laure Beaussier, actuellement post-doctorante au King's College de Londres - Royaume-Uni).

Trois autres docteurs du CEPEL ont été recrutés en tant que post-doctorants dans des institutions françaises (Cécile Frank à l'Université de Strasbourg, David Gouard à l'Institut des Sciences Sociales du Politique de Nanterre, Mathieu Ansaloni au Centre Emile Durkheim à Bordeaux).

- *listes des contrats institutionnels sur financement public (ANR, PCRD...) en annexe 6.*

Interactions avec l'environnement social, économique et culturel

Les activités des chercheurs du CEPEL pendant le quinquennal s'inscrivent aussi dans une large palette de relations avec, essentiellement mais pas exclusivement, de nombreuses collectivités publiques (institutions internationales, Etat, collectivités territoriales, leurs organismes spécialisés) dans des domaines qui vont de l'expertise à la réalisation d'enquêtes, la production de rapports, l'animation de débats, l'intervention lors de congrès, colloques professionnels, ou la mise en relation des institutions et leurs représentants avec le réseau national et international des chercheurs qui s'inscrivent dans les partenariats de recherche du CEPEL. Parmi les thématiques qui font l'objet de telles interactions, on peut citer le domaine des politiques culturelles, les enjeux de réforme territoriale, les politiques urbaines et métropolitaines, les politiques de l'environnement, la participation citoyenne, la parité, etc. Ces thématiques sont toujours au croisement des objets de recherche du laboratoire et des demandes politiques et sociétales. Leur traitement donne le plus souvent lieu à l'établissement de relations durables (sanctionnées par des contrats et conventions et/ou la participation aux instances de conseil) avec les organismes commanditaires. Ce type de relations a également permis le financement de trois thèses par des conventions CIFRE.

Ainsi, J.Y. Dormagen dirige la thèse de Ludovic Mariotti qui a fait l'objet d'une convention Cifre avec l'URAPEDA-PACA (Union Régionale des Associations de Parents Déficients Auditifs de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur) sur le sujet « Les associations du secteur médico-social à l'épreuve de la Loi « Hôpital, Patients, Santé et Territoires » ». Il a d'autre part noué un partenariat avec la société AMI Software (spécialisée dans les logiciels de veille stratégique et d'intelligence économique) qui s'est concrétisé dans l'élaboration du projet ANR Imagiweb (cf. plus haut).

E. Fouilleux a été membre du comité scientifique des rencontres annuelles de sciences sociales INRA-Société Française d'Economie Rurale (SFER) - CIRAD, de 2009 à 2012 et a écrit un rapport pour la FAO (Food and Agriculture Organization - United Nations) sur le thème des standards volontaires en matière d'alimentation.

L. Michel est un membre actif de « l'Institut de la Concertation » qui réunit des professionnels et des acteurs de la concertation exerçant au sein de cabinets de conseil, d'organismes de recherche ou de formation, de collectivités territoriales et d'autres organismes publics ou privés. Elle a organisé dans ce cadre des séminaires praticiens-chercheurs à Montpellier ainsi qu'un colloque national sur les Chartes de la Concertation à Montpellier en mars 2013. Ont participé à ce colloque toutes les grandes collectivités territoriales pionnières dans la mise en place de chartes de la concertation (Grand Lyon, Nantes, Lille, Grenoble...). Elle collabore régulièrement sur ce thème avec la ville de Montpellier, le Conseil Général du Gard et la Région Languedoc-Roussillon et a été nommée garante de la concertation sur le projet de Gare nouvelle (TGV) de Montpellier par le président de Réseau ferré de France (France). Elle a également produit des rapports d'expertise sur la participation citoyenne pour la ville de Montpellier. Elle assure par ailleurs la responsabilité scientifique de la participation du CEPEL au projet Gouv-Innov (INRA, CEMAGREF, CIRAD, CNRS), financé par la région Languedoc-Roussillon, qui se propose d'étudier les conditions de mise en œuvre de la gestion intégrée des territoires.

E. Négrier a noué un partenariat très intense avec France Festivals, la fédération française de festivals de musique et spectacle, concrétisée par le projet de recherche Festudy qui a donné lieu à un contrat de mission entre France Festivals et le CEPEL. Il a codirigé plusieurs rapports sur le thème des politiques et événements culturels pour le compte du Ministère de la Culture et de la Communication, de l'Observatoire des Politiques Culturelles, de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau, du Conseil Général du Territoire de Belfort. Il doit être également auditionné pendant l'automne 2013 par la commission des affaires culturelles de l'Assemblée Nationale pour une session de rentrée sur les festivals. Il dirige d'autre part la thèse de Lisa Passavant (« Financer les politiques régionales : La recherche de nouvelles sources en situation de contraintes budgétaires. Le cas de la région Limousin. ») qui est financée par le Conseil Régional du Limousin dans le cadre d'une convention CIFRE. Dans le même registre, il a dirigé la thèse de Sylvain Barone sur la régionalisation ferroviaire, soutenue en décembre 2008, financée par le biais d'une convention CIFRE avec Réseau Ferré de France.

H. Peres a réalisé, en collaboration avec plusieurs IPAG (Institut de Préparation à l'Administration Générale) et CPAG (Centre de Préparation à l'Administration Générale) une enquête sur le profil des étudiants candidats aux concours des fonctions publiques. Une demande de partenariat sur le thème de la diversité du recrutement dans les fonctions publiques est en cours auprès du Défenseur des Droits.

- A. Troupel a été auditionnée en 2012 par l'Observatoire de la Parité entre les Femmes et les Hommes dans le cadre de la préparation du rapport sur les élections législatives de 2012. Elle a dirigé deux enquêtes sur le droit à la formation des élus locaux (« IFET, bilan et perspectives » et « Le rapport des élus locaux à la formation », 2012) pour l'Institut de Formation des Elus Territoriaux (IFET). Elle a développé en 2011 et 2012 un partenariat avec l'ADF (Assemblée des départements de France) sur le thème des conseillers généraux qui a donné lieu à une présentation des résultats lors du congrès de l'ADF en septembre 2012 à Metz. Elle a enfin produit en 2011 (avec Guillaume Marrel et Christèle Marchand) une enquête nationale sur les élus régionaux pour le compte de l'Association des Régions de France (ARF).
- L. Visier est membre expert du Haut Conseil de Santé Publique (Ministère de la santé) (Commission risques liés à l'environnement et groupe transversal "inégalités sociales de santé"). Il a réalisé, pour le compte du Haut Conseil de la santé publique le rapport « Indicateurs de mortalité "prématurée" et "évitable" » publié par La Documentation française en avril 2013.

Parallèlement, les chercheurs du CEPEL participent activement à la diffusion des connaissances, à la vulgarisation des recherches, et à l'analyse de l'actualité politique auprès de la presse écrite, généraliste ou spécialisée, nationale et internationale, ainsi que les médias radiophoniques, télévisuels et électroniques. Parmi les domaines qui font le plus souvent l'objet d'intervention des chercheurs du CEPEL, on peut citer :

- les élections, les transformations du comportement électoral (C. Braconnier, J.Y. Dormagen, E. Négrier) ;
- les grands enjeux politiques et de société (A. Dezé, P. Allières, W. Genieys, E. Négrier) ;
- la politique espagnole et la politique italienne (H. Peres, (chargé de la rubrique Espagne de L'Encyclopédie de l'Etat du Monde -La Découverte), C. Roux).

Des articles signés par les chercheurs du CEPEL ou réalisés à la suite d'entretiens ont été publiés dans un grand nombre de publications de la presse nationale écrite et électronique :

Libération, Le Monde, Les Echos, Le nouvel économiste, Le Figaro, La Croix, VSD, Paris-Match, Télérama, Alternatives Internationales, Le parisien aujourd'hui en France, Le Journal du Dimanche, Le Progrès-économie, Le Pèlerin, Témoignage Chrétien, Mediapart, Atlantico, Arts Magazine, l'Art'Vues, La Scène, Musique Classique, et dans les grands quotidiens régionaux : Midi Libre, Sud-Ouest, Le Progrès, La voix du Nord, La Marseillaise - l'Hérault du jour, La Provence, La Nouvelle République, l'Est Républicain.

Cette demande d'intervention, particulièrement forte en période électorale et lors des événements politiques majeurs en Europe méridionale, est aussi le fait de médias audiovisuels. Parmi ceux les plus souvent demandeurs d'expertise des chercheurs du CEPEL, on peut citer :

Europe 1, France 3, France Bleue, France Culture, France Inter, Radio Classique, NRJ, RCF, Radio France Internationale, Radio Nostalgie, Radio Vatican.

- *listes des brevets, des contrats industriels, des contrats sur financement privé... en annexe 6.*

3. Implication de l'unité dans la formation par la recherche

Le CEPEL est un laboratoire particulièrement impliqué dans la formation à la recherche, non seulement au niveau doctoral, mais également à celui du master et, au-delà, de la formation universitaire en science politique délivrée par l'UFR Droit et Science Politique.

- Au niveau doctoral :

L'unité, seul laboratoire d'accueil des thèses en science politique sur le site de Montpellier, est rattachée à l'Ecole Doctorale Droit et Science Politique (ED 461), co-accréditée par l'Université Montpellier 1 et l'Université du Sud Toulon Var, et qui, depuis le 1er janvier 2013, appartient au Collège doctoral Université Sud de France Montpellier-Perpignan. Le directeur du CEPEL est membre du conseil de l'ED qui statue sur toutes les décisions importantes, et notamment sur l'organisation de la formation doctorale et l'attribution des contrats doctoraux. Dans ce cadre, 20 thèses de science politique ont été soutenues entre janvier 2008 et décembre 2012 et 25 thèses étaient en cours au 30 juin 2013.

La capacité d'encadrement doctoral du laboratoire s'est fortement accrue au cours du dernier quinquennal en raison : (a) des efforts réalisés par ses membres pour diversifier les possibilités de financement des thèses, (b) de l'augmentation du nombre d'encadrants potentiels et (c) du développement des thèses en cotutelle :

- (a) Sur les 25 thèses en cours, 10 sont financées grâce à l'obtention de contrats doctoraux attribués par l'UM1 (4), de contrats CIFRE (2) ou régionaux (1) et autres financements nationaux ou internationaux (3) (cf. annexe 7).
- (b) Tandis que les évaluations précédentes avaient pointé la faible proportion d'HDR parmi les membres du laboratoire, qui pouvait expliquer à l'époque la forte concentration des directions de thèse, la situation a nettement changé dans le bon sens au cours du présent quinquennal. Trois habilitations à diriger les recherches ont été soutenues par des membres du CEPEL. La première par Céline Braconnier, le 12 mai 2009, la deuxième par Eve Fouilleux le 19 avril 2011, et la troisième par Marc Smyrl le 12 décembre 2011. Globalement, sur les 16 chercheurs et enseignants-chercheurs présents au 30 juin 2013, 10 (soit 62,5%) étaient titulaires d'une HDR. La capacité d'encadrement doctoral sera encore renforcée par le recrutement de Marc Smyrl en tant que MCF de science politique devant rentrer en fonction en septembre 2013.
- (c) Trois thèses en cours, dirigées par trois personnes différentes, sont réalisées en cotutelle (avec l'Université Laval au Québec, l'Université Autonome de Barcelone en Espagne et l'Université de Berne en Suisse). Le CEPEL est également partie prenante de plusieurs programmes Erasmus Mundus auxquels participe l'Université Montpellier 1. Une des thèses en cours l'est dans le cadre du programme Erasmus Mundus Averoës 3. Le laboratoire accueillera par ailleurs, à partir d'août 2013, une doctorante algérienne sélectionnée et financée par le programme Erasmus Mundus « EU-METALIC ».

Au sein du conseil de l'ED comme du conseil scientifique de l'UM1 (dont le directeur du CEPEL est un des membres élus depuis 2008), le CEPEL a fortement contribué à la mise en place d'une politique de raccourcissement de la durée moyenne des thèses. Le principe acté par le CS de l'UM1 d'une durée des thèses comprise entre 3 et 5 ans (limite maximum au-delà de laquelle les dérogations ne peuvent être accordées que pour des considérations exceptionnelles) est pleinement adopté par le laboratoire. Les doctorants financés étant particulièrement incités à terminer leur thèse en trois ou quatre ans. Avant même que les effets de cette politique délibérée puissent être ressentis, la durée moyenne des thèses soutenues depuis le début du présent quinquennal s'établissait à 5 ans et 2 mois.

Compte tenu de la forte spécificité disciplinaire de la science politique au sein de l'ED 461 (dont l'orientation très majoritaire est bien sûr juridique), le CEPEL a intégré, en accord avec le conseil de l'ED, la participation des doctorants en science politique aux séminaires du laboratoire en tant que composante de la formation délivrée par l'Ecole Doctorale. L'encadrement des doctorants passe également par la création de comité de thèses ad hoc pour les thèses financées, et d'un suivi des doctorants non financés par la présentation régulière de l'avancement de leurs travaux en séminaire et par un bilan de leur activité préalable à leur ré-inscription. L'unité a institué par ailleurs la participation de ses doctorants aux grands colloques et congrès

internationaux comme une priorité à la fois scientifique et budgétaire (cf. annexe 7). Les doctorants du CEPEL ont ainsi réalisé, au cours du quinquennal, 15 communications dans les grands congrès des organisations internationales ou des associations nationales étrangères (AESP, ABSP, APSA, ECPR, EPSA, ISA, IPSA, Luxpol, SISP, SQSP).

Afin de placer ses doctorants dans les meilleures conditions de travail possibles, le CEPEL est parvenu jusque-là à attribuer à tous les étudiants financés un poste de travail individuel. Les contraintes de locaux non extensibles ne permettant évidemment pas d'envisager la généralisation de cette disposition, les doctorants non financés disposent de plusieurs postes de travail non nominatifs (principalement situés dans la bibliothèque de recherche du laboratoire), d'un accès aux ressources d'impression et aux ressources documentaires qui, outre les ouvrages et revues acquis sur les fonds du laboratoire, facilitent les prêts interbibliothèques. Les doctorants, très souvent impliqués dans les opérations de recherche collectives, sont partie prenante de la gouvernance de l'unité par l'intermédiaire d'un représentant des doctorants siégeant au sein du conseil de laboratoire. A l'issue de leur période de thèse, les docteurs font l'objet d'un suivi professionnel individuel assuré par l'administrateur du laboratoire, Ludovic Sposito (cf. annexe 7).

- Au niveau master :

Le CEPEL est le laboratoire d'accueil de la spécialité recherche du master de science politique délivré par l'UM1. Cette spécialité, intitulée « Politique et Action Publique Comparées - Comparative Politics and Public Policy » présente l'originalité de proposer un programme approfondi en science politique dans un contexte bilingue anglais-français. L'intégration entre les activités du master et celle du CEPEL est très forte à différents niveaux. Au 30 juin 2013, la spécialité recherche était dirigée par William Genieys, directeur adjoint et futur directeur du CEPEL. Les enseignements et séminaires du master, accueillis dans les locaux mêmes de l'UMR, sont assurés par les chercheurs et enseignants-chercheurs du laboratoire dans ainsi que par des personnalités scientifiques invitées par le laboratoire ou par le département de science politique qui combinent généralement leurs enseignements avec des séances de séminaire de l'unité. Plus généralement, les étudiants du master sont invités aux séminaires et conférences de l'unité. En 2013, 9 doctorants sur 25 sont issus du master recherche (36%).

L'UMR 5112 est également laboratoire de soutien de trois spécialités du master à finalité professionnelle : « Métiers du journalisme », « Métiers des études et du conseil », « Opérateur en coopération internationale et développement ». Ces trois spécialités sont dirigées par des membres du laboratoire et la plus grande partie de leur activité (hors périodes de stage) se déroulent dans ses locaux. La plupart des chercheurs et enseignants-chercheurs du CEPEL participent, aux côtés des professionnels concernés, aux enseignements de l'une ou l'autre, et parfois l'une et l'autre, de ces spécialités. Par ailleurs, la création et le fonctionnement de ces spécialités sont étroitement associées à certaines des activités et réseaux scientifiques du laboratoire : par exemple, les liens anciens tissés avec des organes de presse (« Le Monde », « Midi libre », etc..) par Paul Allières et Emmanuel Négrier pour « Métiers du journalisme »; les recherches en sociologie électorale et de la communication politique menées par Jean-Yves Dormagen et Alexandre Dezé pour « Métiers des études et du conseil » ; les collaborations menées avec les antennes montpelliéraines du CIRAD et l'IRD pour « Opérateur en coopération internationale et développement ».

L'arrivée dans l'équipe, fin 2012, de Laurent Visier, professeur de sociologie à l'UFR de médecine de l'UM1, ajoute à ce tableau la perspective d'implication d'autres membres du CEPEL dans le master « Maladies chroniques et société » dirigé par Laurent Visier.

Les étudiants de master sont régulièrement associés aux travaux du laboratoire, notamment sous la forme de stages : depuis 2008, 19 étudiants de master ont accompli un stage au CEPEL, en particulier dans le cadre des projets ANR.

- Au niveau licence :

Au-delà de leurs activités en formation doctorale et en master, la plupart des chercheurs et enseignants-chercheurs du CEPEL (14 sur 16) sont membres du département de science politique de l'UFR Droit et Science Politique dirigé, au 30 juin 2013, par Jean-Yves Dormagen et qui propose, depuis la rentrée universitaire 2012-2013, une formation complète L-M-D en science politique grâce à la mise en place d'une L1 puis d'une L2 complétant la troisième année de licence qui existait depuis 1999. Outre leur participation au master, les enseignants-chercheurs membres du CEPEL assurent le socle des enseignements des trois années de licence auxquels participent également plusieurs chercheurs CNRS de l'unité.



A cet investissement très important des membres du CEPEL dans la formation délivrée à l'Université Montpellier 1 s'ajoutent les nombreuses interventions pédagogiques accomplies dans d'autres institutions françaises et étrangères. A titre d'exemples, on peut citer, dans les universités espagnoles de Grenade et de Salamanque (H. Peres, C. Roux), à St Domingue (H. Peres), à l'EHESS (F. Buton) ; à Sciences Po Paris (A. Dezé, J.Y. Dormagen) ; à l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées Paristech (E. Négrier), etc.

- *listes des thèses soutenues dans la période et des thèses en cours en annexe 7 (complétée éventuellement dans la liste d'autres réalisations résultant de l'implication dans la formation par la recherche).*

4. Stratégie et perspectives scientifiques pour le futur contrat

Les thématiques du projet de recherche du CEPEL s'inscrivent naturellement en partie dans la continuité de recherches déjà engagées ou en cours de valorisation. Animés par une volonté de clarification dans l'ordonnement de son contenu, mais également dans le but de faire ressortir l'effort en termes de collaborations transversales internes au laboratoire de recherche, nous avons défini deux lignes de recherches consolidées : les Transformation(s) de la Gouvernance Démocratique (1) et les Nouveaux Comportements Citoyens (2). La première se décline en trois Pôles Thématiques (P.T.) : Acteurs sociaux et politiques ; Sociologie de l'Etat et de ses élites ; Production des normes d'action publiques. La seconde se structure en deux Pôles Thématiques (P.T.) : Nouveaux comportements politiques ; Politisation autrement. Par ailleurs, notre projet a pour ambition la consolidation de l'ouverture sur la comparaison internationale ainsi que le développement de deux Pôles Thématiques Innovants (P.T.I.) : Développement durable et Santé publique.

1. LIGNE DE RECHERCHE 1 : Transformation(s) de la Gouvernance Démocratique

Cette première ligne de recherche s'appuie sur une partie des thématiques de recherche qui sont développées depuis plusieurs années au sein du CEPEL. Si elle regroupe au sein de pôles thématiques les travaux comparatifs sur la transformation de l'Etat, la sociologie des élites et l'analyse de l'action publique, elle s'est enrichie dans plusieurs domaines de recherche telle que l'analyse du phénomène partisan, la sociologie des personnels ou des règles du jeu politiques, ou encore les politiques environnementales et la régulation internationale de la gouvernance démocratique.

Pôle thématique 1.1. : Acteurs sociaux et politiques

La sociologie des élites du politique reste un chantier de recherche privilégié. Outre, le prolongement d'un travail sur la rénovation des outils de l'analyse empirique (i.e. approche programmatique), la question de la formation de nouveau type d'élites en relation avec la transformation de la gouvernance des sociétés démocratiques reste centrale. Dans cette perspective, la place des armées et de leurs élites dans la société contemporaine constitue un terrain de recherche toujours en cours d'exploration. De même, la question du genre sera revisitée à travers le prisme de la parité au sein de différents niveaux de la représentation politique. La thématique de l'importation de savoir professionnel dans le champ politique, celui des professionnels de santé sous la Ve République, face à l'accroissement de pouvoir de la branche exécutive sur les politiques publiques sectorielles sera investie. La consolidation de l'approche du phénomène partisan constitue une thématique en devenir. Dans le prolongement de collaborations extérieures déjà instituées, il s'agit de continuer à rénover l'analyse des partis politiques en faisant un effort particulier dans la mobilisation de nouvelles données empiriques telles que les sources iconographiques et filmiques. Toujours sur cette thématique, les chercheurs du CEPEL mobilisés privilégieront l'étude des partis d'extrême droite et plus particulièrement du Front National. Enfin, l'analyse de l'impact de la transformation des règles électorales complètera notre dispositif collectif consacré à l'étude du rôle des acteurs sociaux et politiques dans la transformation de la gouvernance démocratique.

Pôle thématique 1.2. : Sociologie(s) de l'Etat et de ses élites

Deux chantiers de recherche seront mis en avant pour appréhender les modalités de transformation des Etats démocratiques. Inscrit dans le cadre des valorisations de l'ANR « Opera », le premier porte sur une remise en question de l'approche du courant de l'APD (American Political Development) qui valorise l'exception américaine en la matière. Le second permet d'établir une montée en généralité autour du concept d'élite(s) d'Etat. Les USA sont traditionnellement considérés comme dotés d'un Etat faible par opposition à l'Etat fort à l'européenne. Dans le but de remettre en question cette « exception américaine » trois aspects du développement de l'Etat seront observés en comparaison aux Etats européens : (i) la construction de la souveraineté face aux puissances extérieures et contre les résistances intérieures ; (ii) l'émergence d'une

communauté politique avec l'évolution de la citoyenneté et la diffusion de l'idée d'un destin commun ; (iii) La construction d'une bureaucratie à l'autonomisation contingente dans le temps et selon le domaine d'intervention. L'autre chantier consiste à valider le concept de nouveau gardien de l'Etat. Ce nouveau type d'élite(s) d'Etat dont l'émergence au tournant des années 1980 en France et aux Etats-Unis a déjà en partie été démontrée fera l'objet d'une autre vérification autour de rôle de la contrainte financière qui pèse sur les politiques en raison des déficits budgétaires à partir d'une comparaison, britannique, étasunienne et française, portant sur les secteurs du Welfare et du Warfare.

Pôle thématique 1.3. : Production des normes d'action publique

Plus large que l'analyse classique des politiques publiques, ce pôle thématique a pour objet l'analyse des processus de production et de mise en œuvre de normes diverses, qu'elles soient publiques ou privées, infra-étatiques, supra ou transnationales. Au delà de la loi et du règlement, ces normes d'action politique, qui sont issues de négociations autant que de hiérarchies, par leur autorité morale, juridique, économique ou simplement symbolique, orientent le comportement des acteurs sociaux et institutionnels, publics comme privés, et encadrent leurs interactions. L'étude de ces normes et des formes de régulation auxquelles elles se rapportent nous permet de mettre en contexte les éléments divers de la gouvernance à toutes ses échelles, du local au global. Les secteurs de réforme de l'assurance maladie, les politiques anti-discriminations, les politiques d'environnement, ou encore la régulation internationale des normes agro-alimentaires constituent des terrains de recherche empirique privilégiés dans le cadre de ce pôle thématique.

2. LIGNE DE RECHERCHE 2 : Nouveaux Comportements Citoyens

La deuxième ligne de recherche regroupe les travaux portant sur les nouveaux comportements citoyens. Dans ce cadre deux pôles thématiques seront privilégiés : l'analyse des nouveaux comportements politiques et celle de la politisation autrement. Le premier prolonge la « tradition » de sociologie électorale autour de nouveaux terrains et de nouvelles méthodes de recherche. Le second porte plus précisément sur l'analyse des formes de politisation alternative.

Pôle thématique 2.1. : Nouveaux comportements politiques

Ce pôle thématique est organisé autour de trois principaux chantiers de recherche.

Le premier s'inscrit dans le prolongement de l'ANR « PAECE ». Via l'étude de trois bureaux de votes, il s'agit de mieux établir l'influence du contexte sur la production des mobilisations et des choix électoraux. L'objectif principal du prochain quadriennal sera de bien exploiter les grandes bases de données produites entre 2006 et 2012, mais aussi de faire évoluer ces bases en les actualisant à l'occasion des scrutins qui se tiendront entre 2014 et 2017.

Le deuxième chantier consiste en la réalisation de field experiments. Une première grande expérimentation en milieu réel a été réalisée à l'occasion de la présidentielle et des législatives de 2012. Elle a consisté à inscrire sur les listes électorales des individus qui, pour certains d'entre eux, n'avaient jamais voté. Une expérimentation sur les effets des campagnes municipales sera mise en œuvre en 2014. Nous sommes également en train de mettre en place un projet d'expérimentation comparée France, Grande-Bretagne, Etats-Unis dans le cadre des élections qui se tiendront entre 2015 et 2017. Ces expérimentations porteront toutes sur l'inscription et la participation.

Le troisième grand chantier porte sur les dynamiques de production et de circulation des opinions. Les recherches en cours s'inscrivent dans le cadre de l'ANR « Imagiweb ». Elles reposent sur l'observation directe des mouvements d'opinions à partir du Web 2.0. Au cours de la dernière campagne électorale, des millions de « commentaires », « tweets », « posts » ont ainsi été stockés pour être analysés. L'objectif de notre programme de recherche est d'établir la sociologie des internautes, de mieux comprendre les modes de production et de circulation de ces messages et de mieux identifier ce que l'étude des opinions numériques peut apporter à la compréhension des dynamiques d'opinion en général. Ce programme de recherche sur les opinions on line doit se prolonger jusqu'à la prochaine élection présidentielle prévue en 2017.

Pôle thématique 2.2. : La politisation autrement

Le pôle thématique réunit des recherches interdisciplinaires sur des comportements ou des pratiques, qui, alors qu'ils ne relèvent pas de la définition légitime de la politique (vote, militantisme, etc.), participent pourtant de la politisation des problèmes sociaux (prise en charge par les professionnels de la politique, construction comme problème public, inscription dans des rapports de pouvoir, etc.). En collaboration avec des historiens, des anthropologues ou des spécialistes de l'iconographie ou de l'éducation, il s'agit donc ici d'interroger les formes de politisation du monde social (des luttes, des situations, des inégalités, etc.) auxquelles procèdent différents acteurs. Trois projets, parmi d'autres, peuvent illustrer cette problématique.

Dans le prolongement d'enquêtes sur les formes de la désobéissance en situation de guerre, des travaux sur l'Algérie en guerre (1914-1918 et 1954-1962) sont à venir (en partenariat avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier et le Musée de l'Histoire de France et d'Algérie). Ils porteront sur les logiques du témoignage combattant et feront dialoguer l'historiographie du fait guerrier et celle du fait colonial.

Un autre projet, déposé auprès de l'ANR, concerne l'émergence et l'institutionnalisation du patient « apprenant » comme nouveau paradigme sanitaire, au croisement des politiques d'éducation et de santé. Une originalité de l'approche réside dans son déploiement depuis les orientations politiques des organismes internationaux et nationaux jusqu'au corps des individus « malades », en passant par l'action publique locale et les professions concernées.

Un troisième projet contribue au renouvellement de l'étude des mobilisations protestataires par une approche de l'iconographie politique. Indissociables des phénomènes de remise en question de l'ordre établi (cf. mai 68 par exemple), les images demeurent étonnamment peu étudiées par la sociologie de l'action collective. Ce sont les fondements épistémologiques et méthodologiques d'une approche iconographique des phénomènes protestataires qu'il s'agit ainsi de poser et d'illustrer empiriquement.

3. CONSOLIDATION DE L'OUVERTURE SUR LA COMPARAISON INTERNATIONALE ET DE POLES INNOVANTS

Le projet scientifique du CEPEL pour le quinquennal à venir à un objectif précis et clair : consolider le CEPEL comme une UMR d'excellence en sciences sociales du politique sur l'aire territoriale du sud de la France mais également un laboratoire de recherche dont le rayonnement stratégique établi sur l'Europe du Sud devra être étendu à l'ensemble des « grands » sud. Cet élargissement du champ de notre internationalisation sera rendu possible avec la mise en place de collaborations scientifiques notamment avec les unités de recherche du CIRAD présentes sur le site montpelliérain (i.e. individus, équipes etc. en cours de définition). La co-organisation par notre Université de tutelle et le CIRAD du Congrès de l'Association Française de Science Politique en 2017 à Montpellier constituera un symbole fort de cette politique de rapprochement. La volonté d'élargissement du périmètre de recherche du CEPEL mais également du nombre de ses personnels passe également par l'exploration d'un rapprochement avec les autres équipes de notre site universitaire en voie de fusion (Université Montpellier 1 et 2 horizon 2015). C'est le cas avec SANTESIH (EA) qui travaille sur les questions de santé et de Handicap. Les premières prises de contact sont déjà engagées. C'est dans le cadre de la confirmation de notre orientation vers la comparaison internationale, dont l'aire d'étude sera élargie, que deux pôles de recherches innovants et transversaux seront plus particulièrement ciblés : le développement durable et la santé publique.

3.1 Des aires d'études structurantes à notre comparaison internationale : de l'Europe du Sud au « grand Sud »

L'Europe du Sud : son héritage dans la structuration du laboratoire de recherche, le développement de la revue Pôle Sud et un programme déposé dans le cadre de l'ANR Norface : PADMA (dir. Marc Smyrl). En effet, si l'Europe du Sud constituera toujours un marqueur important dans le cadre de la pratique de la comparaison internationale avec possibilité d'ouverture au « Grand Sud », via le développement de collaboration avec le CIRAD, il n'est pas considéré comme exclusif (i.e. comparaisons nord européenne,

transatlantique, etc...). Toutefois, le maintien de cette aire d'étude « historique », notamment en raison du départ de Christophe Roux, dépendra des moyens humains que le CNRS est susceptible de mettre en œuvre lors du prochain quinquennal. Une possible extension au terrain du Grand Sud est envisagée dans le cadre de notre projet de rapprochement avec des équipes du CIRAD sur le site montpelliérain. Deux aires d'études qui n'excluent pas des opérations de recherche comparative sur l'Union Européenne et l'Amérique du Nord dont certaines sont en cours de valorisation comme l'ANR OPERA et d'autres à venir telle que l'ORA Plus Gosuds.

3.2 Deux Pôles innovants et transversaux aux pôles thématiques existants :

La thématique du développement durable, et les politiques publiques qu'elles recourent (ie. Environnement, Santé/climat etc...), déjà au cœur des préoccupations de certains chercheurs du CEPEL (cf. bilan), constituent pour nous un pôle de recherche innovant sur la base duquel nous souhaitons, lors de ce quinquennal, nous rapprocher des équipes de sciences sociales du CIRAD du site montpelliérain.

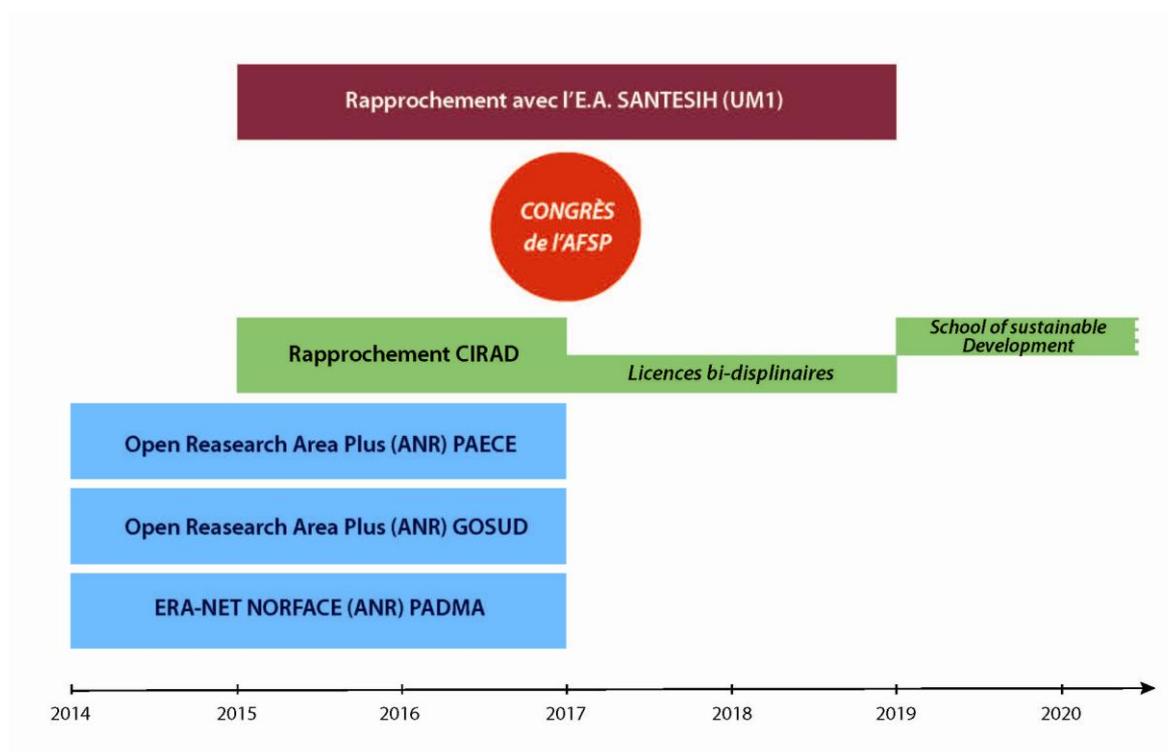
La thématique de la santé publique, avec le renfort des enseignants chercheurs du Département de Sciences Humaines et Sociales de la Faculté de Médecine de l'Université Montpellier 1 et un nombre important de projets de recherche soumis à la recherche de financement (i.e. ANR-Norface ; ORA Plus Gosuds), aura pour objectif d'aborder avec différents outils théoriques et angles d'approches les changements qui affectent actuellement ce secteur d'action publique.

Pour finir, l'autre ligne de force du CEPEL réside dans un rapprochement de plus en plus prononcé avec la formation et la filière enseignement du Département de Science politique de la Faculté de Droit via l'orientation thématique de ses quatre spécialités de Masters et la Licence. Il est également envisageable de projeter sur la base de thématiques innovantes et de la fusion de nos universités la création en cours de quinquennal de nouvelles Licences Bi-disciplinaires voire thématiques. A terme, la création d'une School of Sustainable Government constitue un horizon envisageable.

Projet :



Proposition d'échéancier :



Annexes :

Annexe 1 : Présentation synthétique (*Executive Summary*).

On utilisera la « *Présentation synthétique de l'entité - Unité de recherche* », fournie avec les différents fichiers du dossier d'évaluation.

Annexe 2 : Lettre de mission contractuelle.

Annexe 3 : Équipements lourds.

Annexe 4 : Organigramme fonctionnel.

Annexe 5 : Règlement intérieur.

Annexe 6 : Réalisations

- productions scientifiques (par équipe ou par thème) ;
- contrats institutionnels sur financement public (par équipe ou par thème) ;
- brevets, contrats industriels, contrats sur financement privé... (par équipe ou par thème).

Annexe 7 : Liste des thèses

- thèses soutenues (en précisant la date de soutenance) ;
- thèses en cours (en précisant la date de première inscription).

Annexe 8 : Document unique d'évaluation des risques - DUER (lorsqu'il existe).

Annexe 9 : Liste des personnels.

Liste des personnels (chercheurs, enseignants-chercheurs et assimilés) de l'unité présents au 30 juin 2013 et qui le seront toujours au 1^{er} janvier 2015. Cette liste doit comprendre les noms, prénoms et signatures des personnels concernés.

Présentation synthétique de l'entité
(dans le cas d'unités subdivisées en équipes internes,
on donnera une présentation synthétique par équipe)

Unité de recherche
Vague E : campagne d'évaluation 2013-2014

(la présentation ne devra pas dépasser un recto-verso)

Titre de l'entité

Intitulé de l'unité : Centre d'Etudes Politiques de l'Europe Latine

Nom du directeur de l'unité : Hubert Peres

Nom du responsable de l'équipe (le cas échéant) :

Effectifs de l'entité (au début du contrat en cours ; préciser si l'entité a été créée au cours de la période d'évaluation).

12 enseignants-chercheurs ; 5 chercheurs ; 3 techniciens, ingénieurs et autres personnels ; 26 post-docs et doctorants.

Personnels ayant quitté l'entité pendant le contrat en cours (et nombre de mois cumulés passés dans l'entité au cours de cette période).

3 statutaires (x 63 mois) ; ... doctorants (x mois) ; 3 post-docs (x 52 mois).

Nombre de recrutements réalisés au cours de la période considérée et origine des personnels

1 Chargé de recherche CNRS anciennement mise à disposition du CIRAD promue depuis Directeur de recherche

1 Chargé de recherche CNRS du CURAPP/UMR 7319

1 Maitre de conférences de l'Université d'Avignon

1 Maitre de conférences de l'Université de Perpignan

1 Maitre de conférences de l'Université de Nancy

1 Professeur des universités de l'IEP de Toulouse ;

1 Professeur des universités de l'Université Montpellier 1, faculté de médecine ;

1 Maitre de conférences, anciennement « lecturer » de l'Université de Denver.

Production scientifique au cours de la période écoulée (1^{er} janvier 2008 - 30 juin 2013) :

Indiquer les **résultats majeurs** obtenus par l'entité (une à trois lignes par résultat, au maximum 5 résultats majeurs). Ces résultats peuvent correspondre à tout type de production scientifique ou technique (publications, brevets, licences, logiciels...).

- 1) Dézé Alexandre, *Le Front National : à la conquête du pouvoir ?*, Armand Colin, 2012 ;
- 2) Genieys William, *Sociologie politique des élites*, Armand Colin, 2011 ;
- 3) Joana Jean, *L'armée : une sociologie politique*, Paris, Presses de Science-Po, 2012 ;
- 4) Négrier Emmanuel, *La fine delle culture nazionali*, Roma : Armando Editore (avec L.Bonet), 2010
- 5) Fouilleux Eve, "Common Agricultural Policy", In: Michelle Cini and Nieves Perez Solorzano, *European Union Politics* (3rd Edition), Oxford University Press, London, 2009, pp.340-357.

Bilan quantitatif des publications de l'entité.

413 publications et communications scientifiques (hors rapports et expertises) : 236 publications et 177 communications.

Indiquer les **5 publications majeures** de l'entité (avec leur titre et en soulignant, dans le cas de publications communes, le nom du ou des membre(s) de l'entité).

- 1) Beaussier Anne-Laure, « The Patient Protection and Affordable Care Act: the victory of « unorthodox Lawmaking », *Journal of Health Politics, Policy and Law*, vol.37, n°5, october 2012;
- 2) Genieys William, *The New Custodians of the State. The Programmatic Elites in French society*, Rutgers NJ, Transactions books, 2010. (213 p.);
- 3) Roux Christophe, (avec L. Verzichelli), « Italy : Still a Pro-European, but not a Fully Europeanised Elite ? », *South European Society & Politics*, 15 (1), March, 2010, pp. 11-33;
- 4) Troupel Aurélia, Verge Tania, 'Unequals among equals: Party Strategic discrimination and quota laws', *French politics*, 2011, vol.9, n°3, pp.260-281;
- 5) Buton François, « The Household Effect on Electoral Participation. A Contextual Analysis of Voter Signatures from a French Polling Station (1982-2007) », *Electoral Studies*, 31 p. 434-447, 2012 (avec Nicolas Mariot et Claire Lemercier).

Indiquer **au maximum 5 documents majeurs** (autres que publications) produits par l'entité (par exemple : rapport d'expertise, logiciel, corpus, protocole, brevet en licence d'exploitation...).

- 1) Michel Laura, avec Rey-Valette H., al., Guide pour la mise en œuvre de la gouvernance en appui du développement durable des territoires, © Cemagref, CNRS, Geysier, Inra, Supagro, UM1, Diffusion Inra Montpellier, 2011, 155p.
- 2) Eve Fouilleux, Final report : "Food Quality Voluntary Standards, Policies and Implementation Frameworks. National Review on Voluntary Standards. Country: France", FAO, May, 2012
- 3) Aurélien Djakouane, Emmanuel Négrier : "La Culture pour Chacun en Languedoc-Roussillon", Rapport d'expertise pour le Ministère de la Culture et de la Communication, novembre 2010, 56 pages.
- 4) Laura Michel, Rapports d'expertise pour la ville de Montpellier sur la participation citoyenne, 2012.
- 5) L. Visier a réalisé, pour le compte du Haut Conseil de la santé publique le rapport « Indicateurs de mortalité "prématurée" et "évitable" » publié par La Documentation française en avril 2013.

Indiquer **au maximum 5 faits illustrant le rayonnement ou l'attractivité académiques** de l'entité (par exemple : invitations à donner des conférences, organisation de colloques nationaux ou internationaux, réseaux collaboratifs, cofinancements, prix et distinctions...).

- 1) Prix d'excellence scientifique Mattei Dogan 2013 attribué à William Genieys par l'AFSP.
- 2) Collaboration avec 3 partenaires privés dans le cadre de l'ANR IMAGIWEB (EDF, XEROX et AMI Software).
- 3) ANR blanche OPERA : séminaires internationaux dans le cadre de l'ANR en juin 2011 avec John Higley (Texas University at Austin) et Joseph White (Case Western Reserve University, Cleveland) et en juin 2012 avec Larry Brown (Columbia University), Gordon Adams (American University), John Higley (Texas University at Austin) et André Mach (Université de Lausanne), embauche d'un post-doc CNRS provenant de l'American University ;
- 4) Séminaire international "Suburban Land Question: A Global Issue" CEPEL/Université Montpellier 1-York University Toronto - McMaster University, (with Richard Harris and Ute Lehrer), Montpellier October 21 to 23, 2012
- 5) Séminaire international « Festudy : Studying Festival policies and strategy in Europe » (with Lluís Bonet - University of Barcelona ; Michel Guérin, French Community of Belgium), Barcelona, November 18 to 21, 2012

Indiquer **au maximum 5 faits illustrant les interactions de l'entité avec son environnement socio-économique ou culturel** (par exemple : contrat industriel, collaboration à une exposition majeure, émission audiovisuelle, partenariats avec des institutions culturelles...).

- 1) Les chercheurs du CEPEL participent activement à la diffusion des connaissances, à la vulgarisation des recherches, et à l'analyse de l'actualité politique auprès de la presse écrite, généraliste ou spécialisée, nationale et internationale, ainsi que les médias radiophoniques, télévisuels et électroniques.
- 2) Aurélia Troupel, Audition par l'Observatoire de la Parité entre les Femmes et les Hommes dans le cadre de la préparation du rapport sur les élections législatives de 2012.
- 3) Influence sur les politiques publiques des collectivités territoriales des publications rédigées dans le cadre de l'étude sur le public des festivals d'Emmanuel Négrier
- 4) L. Michel est un membre actif de « l'Institut de la Concertation » qui réunit des professionnels et des acteurs de la concertation exerçant au sein de cabinets de conseil, d'organismes de recherche ou de formation, de collectivités territoriales et d'autres organismes publics ou privés.
- 5) H. Peres est collaborateur de L'Encyclopédie de l'Etat du Monde (La Découverte), chargé de la rédaction de la rubrique Espagne.

Indiquer **les principales contributions de l'entité à des actions de formation** (par exemple : conception et coordination de modules de formation en master et en doctorat, accueil et suivi des doctorants, conception d'outils à vocation pédagogique, action de formation continue...).

- 1) Création de 3 Masters 2: « Comparative Politics and Public Policy - Bilingual M.A. Program », « Métiers des études et du conseil » et « Opérateur en coopération internationale » ;
- 2) Création d'un cursus LMD complet de science politique avec enseignement des chercheurs et enseignants-chercheurs ;
- 3) Suivi de la politique de post-doc de l'UM1 : 2 post-docs pour 2 ans ;
- 4) Participations aux programmes européens de coopération internationale de mobilité académique (étudiants, enseignants et staff) Erasmus Mundus action 2 « EU-METALIC » et Averroès 3.
- 5) Enregistrement audiovisuel de 4 entretiens filmés à la suite d'un DVD édité en 2006 sur Juan Linz. En cours d'étude pour production à l'UM1 : Charles Tilly, Guy Hermet, Pierre Birnbaum, Jean LECA.

Le **directeur d'unité/le responsable de l'équipe** peut indiquer ici brièvement **3 points précis** sur lesquels il souhaite obtenir l'expertise du comité.

- 1) L'intérêt pour l'Europe méridionale représente, depuis ses débuts, l'une des spécificités majeures du CEPEL. Pour autant, le renouvellement démographique du laboratoire et l'évolution intellectuelle des chercheurs a conduit ces dernières années à un enrichissement des terrains d'enquête du laboratoire, en France mais également bien au-delà. On peut notamment mettre en relief l'effort très important accompli en direction de contextes américains en matière de sociologie des élites de l'action publique ainsi que de confrontation des modèles d'analyse en sociologie électorale.
- 2) Ces choix sont allés de pair avec une stratégie de renforcement des compétences linguistiques des membres titulaires, des doctorants et des étudiants en master recherche bilingue du CEPEL ainsi qu'avec une politique d'incitation à la participation aux grands colloques et congrès internationaux (APSA, AECPA, ECPR, IPSA, SISP, SQSP, etc..) et à la publication en langues étrangères (anglais, espagnol, italien).
- 3) La capacité d'encadrement doctoral du laboratoire s'est fortement accrue au cours du dernier quinquennal en raison : des efforts réalisés par ses membres pour diversifier les possibilités de financement des thèses, de l'augmentation du nombre d'encadrants potentiels et du développement des thèses en cotutelle.

Directeur : **Hubert Peres**

Directeur adjoint : **William Genieys**

Administrateur : **Ludovic Sposito** (AI-CNRS)

ADMINISTRATION

Secrétariat et gestion
M. Sié (TCS-CNRS)

Ressources documentaires
Resp. : J. Fontaine (IGE-UM1)

Département de science politique

Direction : J.-Y. Dormagen
Administration : S. Gonçalves (ASI-UM1)

Revue
PÔLE SUD

RECHERCHE

Ligne de recherche 1
TRANSFORMATIONS DE LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE

Pôle thématique 1.1. *Acteurs sociaux et politiques*

Pôle thématique 1.2. *Sociologie de l'État et de ses élites*

Pôle thématique 1.3. *Production des normes d'action publique*

Ligne de recherche 2
NOUVEAUX COMPORTEMENTS CITOYENS

Pôle thématique 2.1. *Nouveaux comportements politiques*

Pôle thématique 2.2. *La politisation autrement*

DEUX PÔLES INNOVANTS ET TRANSVERSAUX

Pôle innovant 1. *Le développement durable*

Pôle innovant 2. *La santé publique*

SOUTIEN À LA RECHERCHE

Ingénieur Statisticien
X

ENSEIGNEMENT

Master 2 Bilingue
Politiques et action publique comparées
M. Smyrl

Master 2
Métiers du journalisme
S. Darviche

Master 2
Métiers du conseil
J.-Y. Dormagen

Master 2
Opérateur en coopération internationale et développement
H. Peres

ANNEXE 5

Règlement intérieur de l'Unité CEPEL/UMR5112

1 – Conseil d'Unité – Assemblée générale

Le conseil de laboratoire ou de l'Unité : il est présidé par le directeur de l'Unité. Il a un rôle consultatif et émet un avis sur toutes les questions relatives à la politique scientifique, la gestion des ressources, l'organisation et le fonctionnement de l'Unité.

Sa composition et ses modalités de fonctionnement sont prévues en application de la décision CNRS du 28/10/1992 annexée au présent règlement intérieur.

Le conseil de laboratoire ou de l'Unité comprend tous les personnels statutaires de l'Unité + 1 représentant des doctorants élu parmi les allocataires de recherche. Il se réunit au moins trois fois par an.

2 - Horaires, congés, absences

La durée annuelle de travail **effectif** est de 1600 h. Les modalités de mise en œuvre dans l'Unité prennent en compte les dispositions figurant dans le décret du 25/08/00 ainsi que celles énoncées d'une part dans l'arrêté du 31/08/01 et d'autre part dans le cadrage national du CNRS.

2.1 - Horaires de travail

2.1.1. Durée hebdomadaire :

La durée hebdomadaire du travail effectif pour chaque agent CNRS de l'Unité travaillant à plein temps, est de 38H30 heures sur cinq jours

Les personnels autorisés à accomplir un service à temps partiel d'une durée inférieure ou égale à 80 % peuvent travailler selon un cycle hebdomadaire inférieur à 5 jours.

Le temps de travail correspond à un temps de travail « effectif ». Il ne prend pas en compte la pause méridienne obligatoire qui ne peut être ni inférieure à 45 minutes ni supérieure à 2 heures.

Les personnels de l'Université sont soumis à la réglementation en vigueur au sein de l'organisme.

2.2 Horaires journaliers, ouverture du laboratoire, accès aux locaux, travail isolé

La plage horaire de travail de référence commence à **8** heures et se termine à 20 heures.

Après accord du directeur d'Unité et sous condition des nécessités de service, certains personnels peuvent pratiquer un horaire décalé par rapport à la plage horaire de référence qui doit se situer entre **8** heures et **20** heures. En tout état de cause tous les personnels doivent accomplir 7 heures 42 minutes journalières et/ou 38h30 heures hebdomadaires.

Les personnels de l'Université sont soumis à la réglementation en vigueur au sein de l'organisme.

L'accès aux locaux en dehors de ces plages peut être expressément et nommément autorisé par le directeur de laboratoire.

Les personnels dont les travaux jugés dangereux nécessitent d'être exécutés en dehors des horaires normaux de travail et/ou sur des lieux ou locaux éloignés, doivent impérativement être accompagnés. Cette obligation est levée s'il existe un service de garde à qui les personnels doivent impérativement signaler leur présence. Dans tous les cas, ces personnels doivent respecter les consignes d'hygiène et de sécurité affichés dans les locaux mis à leur disposition.

2.3. Congés annuels

Le nombre de jours de congés est de 45 jours ouvrés (c'est à dire du lundi au vendredi) par année civile. Il prend en compte le nombre de jours de congés annuels (32 pour les personnels CNRS, ...) et les jours de congés accordés au titre de l'Aménagement de la Réduction du Temps de Travail (jours RTT) compte tenu de la durée hebdomadaire du travail adoptée dans l'Unité.

Les jours RTT sont utilisés dans les mêmes conditions que les jours de congés annuels.

Les personnels peuvent bénéficier de deux jours de fractionnement des congés annuels : 1 jour si l'agent prend 5,6 ou 7 jours en dehors de la période du 1^{er} mai au 31 octobre et de 2 jours si ce nombre est au moins égal à 8 jours.

Les jours de congés sont accordés, après avis du responsable hiérarchique, sous réserve des nécessités de service.

Le report des jours de congés annuels ainsi que les jours RTT non utilisés, est autorisé jusqu'au 28 février de l'année suivante. Les jours qui n'auront pas été utilisés à cette date seront définitivement perdus, sauf si ces jours ont été déclarés dans un Compte épargne temps.

Les personnels de l'Université sont soumis à la réglementation en vigueur au sein de l'organisme.

. Fermeture de l'Unité

Les périodes de fermeture sont fonctions des périodes de fermeture des locaux par la faculté de Droit.

. Compte-épargne temps

Ouverture du Compte Epargne-temps

La **demande d'ouverture** doit être transmise au Service du Personnel de la Délégation Régionale sous couvert du responsable d'unité.

Le CET est ouvert au titre de l'année correspondant à la date de dépôt de la demande de l'agent et prend effet à cette même date.

Alimentation du CET

L'agent peut demander une fois par an (entre le 1^{er} novembre et le 31 décembre de l'année civile de référence) que soient versés sur son compte les congés non utilisés avant cette date et non reportés. Au-delà du 31 décembre les jours de congés non pris au titre de l'année ne pourront être portés au crédit du compte. La **demande d'alimentation** doit être transmise au Service du Personnel de la Délégation Régionale, sous couvert du Directeur d'Unité, et

accompagnée d'un **décompte annuel des congés** de l'agent au titre de l'année civile en cours visé par le responsable d'unité

L'abondement est soumis à une double limitation :

- le nombre de jours de congé pris dans l'année ne peut être inférieur à 20,
- le nombre maximum de jours pouvant être placé sur le CET ne peut être supérieur à 22.

Utilisation des droits acquis

Pour utiliser les droits acquis sur le CET il faut :

- Avoir épargné au moins 40 jours sur son compte pour la 1^{ère} fois depuis son ouverture.
- Avoir présenté sa **demande d'utilisation** par écrit au directeur d'unité en ayant respecté un délai de prévenance au moins égale au double de la durée du congé sollicité, sans que ce délai puisse être inférieur à un mois ni supérieur à 6 mois.
- Prendre au minimum 5 jours ouvrés consécutifs.
- La prise de congés doit être compatible avec les nécessités de service.
- Les droits à congés acquis au titre du CET doivent être exercés avant l'expiration d'un délai de 10 ans.

L'ensemble des informations, formulaires et réglementation se trouve sur le site de la Délégation Régionale ,CVNR/Service du Personnel : <http://www.dr13.cnrs.fr/sprh/index.htm>

. Durée des absences de service pour congés

L'absence de service ne peut excéder 31 jours consécutifs*¹ (la durée des congés est calculée du premier au dernier jour sans déduction des samedis, dimanches et jours fériés).

. Suivi des congés

Afin de pouvoir adapter l'organisation du travail, chacun doit effectuer ses demandes de congé auprès de l'administrateur du laboratoire, avec un délai de prévenance de 15 jours.

Le suivi des congés (annuels et RTT) est réalisé dans l'Unité sous la responsabilité du directeur, et transmis à la délégation (notamment pour la mise en œuvre du CET : les modalités de suivi des congés par la délégation seront précisées ultérieurement).

2.4 Absence :

. Absence pour raison médicale :

Toute indisponibilité consécutive à la maladie doit, sauf cas de force majeure dûment être justifiée et signalée au responsable de l'Unité dans les 24 heures. Sous les 48 heures qui suivent l'arrêt de travail le salarié doit produire un certificat médical indiquant la durée prévisible de l'indisponibilité.

Tout accident corporel survenant dans le cadre de l'activité professionnelle sera immédiatement déclaré auprès de l'Unité.

. Missions

Tout agent se déplaçant pour l'exercice de ses fonctions, doit être en possession d'un ordre de mission établi préalablement au déroulement de la mission. Ce document est obligatoire du point de vue administratif et juridique ; il assure la couverture de l'agent au regard de la réglementation sur les accidents de service.

¹ Sauf en cas de disposition spécifique liée à la fermeture de certains sites partagés avec les partenaires.

L'agent amené à se rendre directement de son domicile sur un lieu de travail occasionnel sans passer par sa résidence administrative habituelle, est couvert en cas d'accident du travail sous réserve de remplir l'une des deux conditions suivantes :

- être en possession d'un ordre de mission sans frais
- avoir une attestation de son directeur de laboratoire

3 - Diffusion des résultats scientifiques :

3.1 Confidentialité :

Chacun est tenu de respecter la confidentialité des travaux qui lui sont confiés ainsi que ceux de ses collègues. En particulier, en cas de présentation à l'extérieur, l'autorisation du directeur d'Unité ou du responsable scientifique est obligatoire.

3.2 Publications :

Les publications des membres de l'Unité doivent faire apparaître l'appartenance à l'Unité et le rattachement aux tutelles sous la forme :

Nom
Intitulé tutelle
CNRS
Intitulé Unité

Un exemplaire de toutes les publications (articles, revues, thèses...) dont tout ou partie du travail a été effectuée à l'Unité doit être remis dès parution à l'administrateur du laboratoire en sa qualité de webmaster du site internet de l'unité.

4 - Hygiène et sécurité :

S'il incombe au directeur de veiller à la sécurité et à la protection des personnels et d'assurer la sauvegarde des biens de l'Unité, chacun doit se préoccuper de sa propre sécurité et de celle des autres.

L'ACMO (agent chargé de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité) assiste et conseille le directeur, il informe et sensibilise les personnels travaillant dans l'Unité pour la mise en œuvre des consignes d'hygiène et sécurité.

L'identité de l'ACMO est affichée sur les panneaux d'informations au 2^{ème} étage du bâtiment.

Les dispositions à prendre en cas d'accident et d'incendie font l'objet d'un document spécifique et sont affichées sur les panneaux d'informations au 2^{ème} étage du bâtiment.

Le registre d'hygiène et de sécurité dans lequel les personnels peuvent consigner leurs observations et suggestions relatives à la prévention des risques et à l'amélioration des conditions de travail est affiché **sur les panneaux d'affichage au 2^{ème} étage du bâtiment.**

L'ACMO doit fournir aux personnels, dès leur arrivée, la formation et les informations nécessaires à l'accomplissement de leur travail et au respect des consignes générales de sécurité.

Il est interdit aux personnels de fumer sur les lieux de travail. Sont à la disposition des personnels fumeurs les emplacements suivants : **pas de lieux désignés.**

Tous les locaux présentant un risque particulier (chimique, biologique, rayonnement...) font l'objet d'une signalétique particulière.

5 - Formation

Le plan de formation de l'Unité est soumis pour avis au conseil d'Unité.

Le correspondant formation de l'Unité informe et conseille les personnels pour leurs besoins et demandes de formation. Il participe, auprès du directeur d'Unité, à l'élaboration du plan de formation de l'Unité.

6 - Utilisation des moyens informatiques

L'utilisation des moyens informatiques est soumise à des règles explicitées dans la charte informatique (Université Montpellier 1). Cette charte est avant tout un code de bonne conduite. Elle a pour objet de préciser la responsabilité des utilisateurs, en accord avec la législation, et doit être signée par tout nouvel arrivant.

Cette charte informatique est annexée au présent règlement intérieur.

7 – Utilisation des ressources techniques collectives

Conditions et règles d'utilisation des équipements et moyens collectifs ou mutualisés

Horaires de la bibliothèque :

- Lundi de 13h30 à 17h15
- Mardi et Jeudi de 10h à 12h et de 13h30 à 17h15
- Mercredi de 10h à 12h00
- Vendredi de 9h à 13h et de 13h15 à 16h15

Pour l'emprunt de fournitures de bureau, ramettes de papier, et doubles des clés de bureau, toute demande doit être faite au secrétariat de l'unité.

Pour l'emprunt de matériel commun (vidéoprojecteur, pc portable...) toute demande doit être faite à l'Administrateur du laboratoire.

ANNEXE 6

Réalizations

Productions scientifiques

Publications CEPEL 2008-JUIN 2013

Ouvrages scientifiques (ou chapitres) (OS)

1. Allies Paul, « Presse et raison d'Etat : les mutations du journalisme en France (1914-18) » in : Cristina Sizifredo (Ed.). *Actes du Colloque « From the Trenches to Versailles »*. Lisbonne, 2012.
2. Allies Paul, « Union Européenne : Gouverner sans Territoire » In *Frontières et images de l'Europe*. Florence, CET-Studi Europei, 2012.
3. Allies Paul, « Il Gollismo e la V Repubblica francese : un bonapartismo in Europa ». in G. Laschi : *Memoria d'Europa*. Milano, Franco Angeli, 2012.
4. Allies Paul, « Le système de l'Europe politique ». in G. Laschi : *Oltre i confini : l'UE fra integrazione interna e relazioni esterne*. Bologna, Il Mulino, 2011 ; pp. 25-50.
5. Allies Paul, « La notion d'Eurorégion et sa mise en œuvre dans l'Union européenne ». in : Carlos E. Pacheco Amaral (Ed.) : *Autonomie régionale et relations internationales. Nouvelles dimensions de la gouvernance multilatérale*. Paris, L'Harmattan. 2011 ; pp. 245-256.
6. Allies Paul, *Préface*. in George Contogeorgis. *De l'Europe politique* . Paris, L'Harmattan, 2011.
7. Braconnier Céline, « Voter ensemble. Dispositifs informels de mobilisation électorale et compensation des inégalités sociales de politisation », in F. Le Gall, M., Offerlé, F. Ploux, *La politique sans en avoir l'air*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, pp 355-384.
8. Braconnier Céline, *Une autre sociologue du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, Paris, Lextenso-Editions, préface de Patrick Lehingue, 2010.

9. Braconnier Céline, Dormagen Jean-Yves, « Les logiques de la démobilisation électorale contemporaine », in Holeindre Jean-Vincent, Richard Benoît, *La démocratie. Histoire, concepts et pratiques*, Paris, Editions des Sciences Humaines, 2010, pp 129-138.
10. Buton François, « Ce que nous apprend l'observation historique du travail administratif », Jean-Michel Eymeri-Douzens, Geer Bouckaert (Dir.), *La France et ses Administrations : un état des savoirs. France and its Administrations : a state of arts*, Bruxelles, Bruylant 2013, pp.151-166.
11. Buton François, Pierru Frédéric, « Médecins français et épidémiologie américaine. Trois générations d'échanges transatlantiques au XXe siècle », in Kaluszynski Martine et Payre Renaud (dir.), *Savoirs de gouvernement, circulation(s), traduction(s), réception(s)*, Paris, Economica, 2013, pp.38-53.
12. Buton François, « Surmonter la distance : ce que la socio-histoire doit aux sciences sociales », in Buton François et Mariot Nicolas (dir.), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire du politique*, Paris, PUF-CURAPP, 2009, pp. 9-21.
13. Buton François, « Portrait du politiste en socio-historien : la « socio-histoire » dans les sciences politiques », in François Buton et Nicolas Mariot (dir.), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire du politique*, Paris, PUF-CURAPP, 2009, pp. 23-44.
14. Buton François, *L'administration des faveurs. L'État, les sourds et les aveugles (1789-1885)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009.
15. Darviche M.-Saïd., Genieys William, « La Dynamique des régimes politiques : l'apport de Juan J. Linz », M.-S. Darviche, W. Genieys (dir.), *Penser les régimes politiques avec Juan J. Linz*, Paris, L'Harmattan, 2008.
16. Dézé Alexandre, *Le Front National : à la conquête du pouvoir ?*, Paris, Armand Colin, 2012.
17. Dézé Alexandre, « Un parti virtuel ? Le Front national au prisme de son site Internet », in Fabienne Greffet (dir.), *Continuer la lutte.com. Les partis politiques à l'ère du Web*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011, pp. 139-152.
18. Dézé Alexandre, « Les partis politiques », in Pierre-Yves Baudot, Thomas Ribémont (dir.), *Science politique*, Paris, Foucher, 2010, pp. 47-50.
19. Dézé Alexandre, « Les médias », in Pierre-Yves Baudot, Thomas Ribémont (dir.), *Science politique*, Paris, Foucher, 2010, pp. 64-68.

20. Dézé Alexandre, « Les modèles explicatifs du vote », in Pierre-Yves Baudot, Thomas Ribémont (dir.), *Science politique*, Paris, Foucher, 2010, pp. 69-72.
21. Dézé Alexandre, Aucante Yohann, Sauger Nicolas, « Introduction », in Yohann Aucante, Alexandre Dézé (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, pp. 17-31.
22. Dézé Alexandre, « Le Front national : un parti "anticartel" ? », in Yohann Aucante, Alexandre Dézé (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, pp. 369-384.
23. Dézé Alexandre, Aucante Yohann, « Conclusion », in Yohann Aucante, Alexandre Dézé (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, pp. 413-424.
24. Djakouane Aurélien, Christophe Apprill, Maud Nicolas-Daniel, *L'enseignement des danses du monde et des danses traditionnelles*, Paris, l'Harmattan, 2013.
25. Dormagen Jean-Yves, *Logiques du fascisme*, Paris, Fayard, 2008.
26. Dormagen Jean-Yves, "Penser un totalitarisme "sans terreur". Les apports de Juan Linz à la conceptualisation du fascisme italien", in Mohamed Saïd Darviche, William Genieys (dir.), *Penser les régimes politiques avec Juan J. Linz*, Paris, L'Harmattan, 2008.
27. Fouilleux Eve, "Common Agricultural Policy", In: Michelle Cini and Nieves Perez Solorzano, *European Union Politics (4th Edition)*, Oxford University Press, London, 2012.
28. Fouilleux Eve, Loconto Allison, « L'Alliance ISEAL, ambassadeur des standards volontaires. Emergence et affirmation d'un acteur politique transnational privé », In : Alphantéry P., Djama M., Fortier A., Fouilleux E.(dir.), 2011, *Normaliser au nom du développement durable*. Versailles, Quae Editions, 2012, pp.41-61.
29. Fouilleux Eve, "Sustainable voluntary standards: towards privatized regulation in the food and farm sector?" In: Jacquet P., Pachauri R., Tubiana L. (Eds), *Development, the Environment and Food : Towards Agricultural Change?, A Planet for Life Series*, New Dehli, TERI Press, 2012, pp. 215-225.

30. Fouilleux Eve, « Vers une agriculture durable? Normes volontaires et privatisation de la régulation », In : Jacquet P., Pachauri R., Tubiana L. (dir.), *Regards sur la Terre 2012 : Développement, alimentation, environnement : changer l'agriculture ? Coll. Regards sur la Terre*, Paris, Armand Collin, 2012, pp.301-310.
31. Fouilleux Eve, Marcel Djama, Isabelle Vagneron, « Standard Setting, Certifying and Benchmarking: A Governmentality Approach to Sustainability Standards in the Agro-Food Sector » In : Ponte, S., Vestergaard, J.& Gibbon, P. (eds.), *Governing through Standards: Origins, Drivers and Limits*. London, Palgrave, 2011, pp.187-209.
32. Fouilleux Eve, Sandrine Dury, « De la construction des politiques de sécurité alimentaire au Mali. Acteurs, représentations, statistiques. » In : C. Ardit, P. Janin, A. Marie, *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali. Réalités et faux semblants*, Paris, Karthala, 2011, pp. 69-90.
33. Fouilleux Eve, Benoit Daviron, « Néolibéralisme » in : *Dictionnaire de la globalisation - Droit - Science politique*, André-Jean Arnaud (éd.), Paris, LGDJ-Lextenso, 2010.
34. Fouilleux Eve, « Les standards volontaires, instruments montants des politiques agricoles et alimentaires. Entre internationalisation et privatisation », in : Bertrand Hervieu et al., *Les mondes agricoles en politique*, Presses de Sciences Po, Paris, 2010, pp.372-396.
35. Fouilleux Eve, "Common Agricultural Policy", In: Michelle Cini and Nieves Perez Solorzano, *European Union Politics*, Londres, Oxford University Press, 2009, pp.340-357.
36. Fouilleux Eve, « Acteurs et concurrences dans la fabrication des référentiels internationaux. La FAO et les normes de politique agricole » In : Yves Schemel et Wolf-Dieter Eberwein, *Normer le monde*, Paris, L'Harmattan, 2009, pp.153-175.
37. Fouilleux Eve, « Les politiques agricoles et alimentaires », In : Olivier Borraz & Virginie Guiraudon, *Politiques publiques. La France dans la gouvernance européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, pp.113-146.
38. Fontainha Fernando, "Acesso à Justiça" da contribuição de Mauro Cappelletti à realidade brasileira. *I.*, ed. Rio de Janeiro, Lumen Juris, 2009.
39. Fontainha Fernando, "Work division, domination and solidarity in French law field: scholars, judges, and the National Judicial School's public contest oral exam." In: Serafimova, Maria; Hunt, Stephen; Marinov, Mario. (Org.). *Sociology and Law: The*

150th Anniversary of Emile Durkheim (1858-1917). 1 ed. Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2009, v. 1, pp. 55-67.

40. Frank Cécile, « L'usage du catalan comme facteur d'intégration « nationale » des immigrés étrangers ? », in Cherqui A., Ph. Hamman (dirs.), *Production et revendications d'identités. Pistes d'analyses sociologiques*, Paris, L'Harmattan, 2009, pp.23-76.

41. Genieys William, « Mills : the Power Elite », in Steven Balla, Martin Lodge, Edward Page (eds.), *Handbook of the Classics of Public Policy and Administration*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

42. Genieys William, *Sociologie politique des élites*, Paris, Armand Colin, 2011.

43. Genieys William, *The New Custodians of the State. The Programmatic Elites in French society*, New Brunswick, N-J, Transactions Publishers, 2010.

44. Genieys William, *L'élite des politiques de l'Etat*. Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

45. Genieys William, Marc Smyrl, avec une préface de Peter Hall, *Elites, Ideas and the Evolution of Public Policy*, London/New York, Palgrave, 2008.

46. Genieys William, « Derrière la gouvernance. L'émergence d'élites programmatiques », in M-S Darviche, W. Genieys (dir), *Penser les régimes politiques avec Juan Linz*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 73-92.

47. Geraldo Pedro. H. B., "The creation of the "proximity judges: a public policy analysis of the French judiciary reform (2001-2005)" in Serafimova, Maria; Hunt, Stephen; Marinov, Mario. (Org.). *Sociology and Law: The 150th Anniversary of Emile Durkheim (1858-1917)*; Newcastle upon Tyne: Cambridge Scholars Publishing, 2009, v. 1, pp. 68-67.

48. Gouard David, « Les recompositions contemporaines de l'affiliation au communisme en banlieue parisienne », in Emmanuel Bellanger et Julian Mischi (dir.), *Les Territoires du communisme. Élus locaux, politique publique et sociabilité militante (des années 1920 à nos jours)*, Paris, Armand Colin, 2013.

49. Jadot Anne, « Les électeurs ruraux et le lien représentatif. Analyse compréhensive de la (dé)valorisation et de la (dé)politisation des élections locales », in Barone (S.) et Troupel (A.) (dir.), *Battre la campagne. Elections et pouvoir municipal en milieu rural*, Paris, L'Harmattan, 2010, pp. 75-111.

50. Joana Jean, *L'armée : une sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.
51. Joana Jean, « L'Espagne » in B. Irondele dir., *Evolution du contrôle parlementaire des forces armées en Europe*, Paris, Les documents du C2SD, 2011, pp. 230-270
52. Michel Laura, *Les industriels et le développement durable*, Paris, L'Harmattan, 2012.
53. Michel Laura, Blondiaux Loïc, «La mise en débat des dispositifs d'expertise » in Boy D. et Brugidou M. (coord.), *Le débat public, un risque démocratique ?*, Paris, Lavoisier, 2009.
54. Négrier Emmanuel, Djakouane A. & Collin et J.D., *Un territoire de rock. Le(s) public(s) des Eurockéennes de Belfort*, Paris, L'Harmattan, 2012.
55. Négrier Emmanuel, « La festivalización de la Cultura. Una dialéctica de los cambios de paradigma », in Bonet Lluís et Schargorodsky Hector (dir.), *La gestion de festivales por sus protagonistas*, Barcelona, Gescénic, 2012, pp.17-32.
56. Négrier Emmanuel, Nicolas Fabien, *El Departament : una institució de la República Francesa*, Barcelona, Diba, 2011.
57. Négrier Emmanuel, Bonet Luis, « Un modèle espagnol de politique culturelle ? », in Philippe Poirrier (dir.), *Regards sur une histoire des politiques culturelles dans le monde. Etudes de cas. 1945-2011*, Paris, La Documentation française, 2011.
58. Négrier Emmanuel, « La politique culturelle vue d'Espagne. De l'exception autoritaire au laboratoire de la diversité », in C. Audet et D. Saint-Pierre (dir.), *Tendances et défis des politiques culturelles*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2011, pp.157-177.
59. Négrier Emmanuel, Teillet Philippe, « La question régionale en Culture », in S. Barone (dir.), *Les politiques régionales*, Paris, La Découverte, 2011, pp.133-157.
60. Négrier Emmanuel, « Introduction. Approches transversales », in S.Barone (dir.), *Les politiques régionales*, Paris, La Découverte, 2011, pp.181-184.
61. Négrier Emmanuel, Nicolas Fabien, “Cumbersome inheritance or Democratic Lever. The department at the center of French territorial concerns”, in Hubert Heinelt & Xavier Bertrana (dir.), *The Second Tier of Local Government in Europe : Provinces, Counties, Départements and Landkreise in comparison*, London, Routledge 2011, pp.73-89.
62. Négrier Emmanuel, Bonet Luis, *La fine delle culture nazionali*, Roma, Armando Editore, 2010.

63. Négrier Emmanuel, *Les publics des festivals*, Paris, Michel de Maule, 2010.
64. Négrier Emmanuel, Volle Jean-Paul, Viala Laurent & Bernié-Boissard Catherine, *Montpellier, la ville inventée*, Marseille, Parenthèses, 2010.
65. Négrier Emmanuel, *50 ans de ministère de la Culture. Et après ? Et ailleurs ?*, Montpellier, Réseau en Scène, 2010.
66. Négrier Emmanuel, Djakouane Aurélien, « Les publics des festivals », in Ph. Poirrier (dir.), *Politiques et pratiques de la culture*, Paris, Documentation Française, 2010, pp.202-207.
67. Négrier Emmanuel, « L'enjeu des intercommunalités », in Ph. Poirrier (dir.), *Politiques et pratiques de la culture*, Paris, Documentation Française, 2010, pp.74-79.
68. Négrier Emmanuel, « La différenciation positive », in J.C.Nemery (dir.), *Quelle nouvelle réforme pour les collectivités territoriales françaises ?*, Paris, L'Harmattan, 2010, pp.315-324.
69. Négrier Emmanuel, « Politique et territoire : fin de règne et regain critique », in Martin Vanier (dir.), *Territoire, territorialité, territorialisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, pp.123-129.
70. Négrier Emmanuel, «Gouvernance. Montpellier », in Alain Bourdin et Robert Prost (dir.), *Projets et stratégies urbaines. Regards comparatifs*, Marseille, Editions Parenthèses, 2009, pp.178-188.
71. Négrier Emmanuel, Jouve Bernard, « Des régimes urbains partiels ? Une comparaison des dynamiques sécessionnistes en Amérique du Nord et en France», in Michel Camau & Gilles Massardier (dir.), *Démocraties et autoritarismes. Fragmentation et hybridation des régimes*, Paris, Khartala, 2009, pp.45-61.
72. Négrier Emmanuel, « Culture et Diversité : une comparaison franco-espagnole», in Négrier Emmanuel & Bonet, Lluis (dir.) *La fin des cultures nationales ? Les politiques culturelles à l'épreuve de la diversité*, Paris, La Découverte, 2008, pp.173-186.
73. Négrier Emmanuel, «La culture sans le dire: l'agglomération de Montbéliard et la compétence culturelle», in Négrier Emmanuel, Préau Julien & Teillet Philippe (dir.), *Intercommunalités : le temps de la culture*, Grenoble, Éditions de l'OPC, 2008, pp.167-186.

74. Négrier Emmanuel, « Le paysage, territoire de l'art ? » in Collectif, *Regards croisés sur les paysages, projets d'artistes dans trois Parcs Naturels Régionaux en Rhône-Alpes*, 2008, pp.139-159.
75. Négrier Emmanuel, Préau Julien, Teillet Philippe, “L’intercommunalité culturelle en marche”, in Négrier, Emmanuel, Préau, Julien & Teillet, Philippe (dir.), *Intercommunalités : le temps de la culture*, Grenoble, Éditions de l’OPC, 2008, pp.25-38.
76. Négrier Emmanuel, Préau Julien Teillet Philippe, “Le mouvement culturel intercommunal en chiffres”, in Négrier Emmanuel, Préau Julien & Teillet Philippe (dir.), *Intercommunalités : le temps de la culture*, Grenoble, Éditions de l’OPC, 2008, pp.39-68.
77. Négrier Emmanuel, Préau Julien, Teillet Philippe, “Les ordres culturels communautaires”, in Négrier Emmanuel, Préau Julien & Teillet Philippe (dir.), *Intercommunalités : le temps de la culture*, Grenoble, Éditions de l’OPC, 2008, pp.241-262.
78. Négrier Emmanuel, Bonet Lluis, « Introduction générale », in Négrier, Emmanuel & Bonet, Lluis (dir.) *La fin des cultures nationales ? Les politiques culturelles à l'épreuve de la diversité*, Paris, La Découverte, 2008, pp.9-16.
79. Négrier Emmanuel, Bonet Lluis, « La fin des cultures nationales ? », in Négrier Emmanuel & Bonet Lluis (dir.) *La fin des cultures nationales ? Les politiques culturelles à l'épreuve de la diversité*, Paris, La Découverte, 2008, pp.187-210.
80. Neihouser Marie, *La défense des intérêts régionaux en Europe : le cas de l'Assemblée des régions d'Europe*, Paris, L’Harmattan, 2011.
81. Neihouser Marie, Construire l’Europe, la démocratie et la société civile de la Russie aux Balkans, in Rolland Denis (coord .) *Les Ecoles d’Etudes politiques du Conseil de l’Europe*, Paris, L’Harmattan, 2011.
82. Peres Hubert, Christophe Roux, « Diversité des politiques de la "diversité" : convergences européennes et idiosyncrasies nationales », in Motard A.-M. (dir.), *Identité et diversité : créations, discours, représentations*, Montpellier, Presses Universitaires de La Méditerranée, 2013, pp. 149-174.
83. Peres Hubert, « Un étrange objet du débat : la laïcité à l’hôpital dans les discours publics (2003-2011) », in Fortier Vincente & Viala François, *La religion dans les établissements de santé*, Bordeaux, Les Etudes hospitalières, 2013, pp.33-94.

84. Peres Hubert, Anne-Marie Motard, "George Orwell and the Spanish Civil War: The Discovery of Totalitarianism." in Reynier Christine (coord.), *Cross-Cultural Encounters between the Mediterranean and the English-Speaking Worlds*, Bern, Peter Lang, 2011, pp.163-180.
85. Peres Hubert, « Towards the End of National Models for the Integration of Immigrants In Europe ? Britain, France and Spain in Comparative Perspective » in Luedtke Adam (coord.) *Migrants and Minorities : The European Response*, Newcastle, Cambridge Scholars Publishing, 2010, pp. 272-310.
86. Peres Hubert, « France. Paradoxes de la question nationale » in João Medeiros (dir.), *Le mondial des nations. 30 chercheurs enquêtent sur l'identité nationale*, Paris, Choiseul / RFI, 2010, pp. 411-430.
87. Peres Hubert, "Les politiques de la "diversité" entre " modèles" nationaux et convergences européennes. Réflexions comparatives sur les cas français, britannique et espagnol", in Camau Michel et Massardier Gilles (dir) *Démocraties et autoritarismes : fragmentation et hybridation des régimes*, Paris, Karthala, 2009, pp.261-279.
88. Peres Hubert , Darviche Mohammad-Saïd, "Comparing the Dynamics of Identity. The Case of Spain and France", in Darviche Saïd, Genieys William. (eds), *Multinational State-Building. Considering and Continuing the Work of Juan Linz*, Montpellier, Pôle Sud, 2008, pp.61-89.
89. Peres Hubert, « Francia : la larga duración del presidencialismo flexible », in De Cueto Carlos y Durán Marien (coord.), *Regímenes políticos contemporáneos. Entre inmovilismo y cambio*, Granada, Editorial Comares, 2008.
90. Préau Julien, « Amiens Métropole : vers la territorialisation...», in Négrier Emmanuel, Préau Julien & Teillet Philippe (dir.), *Intercommunalités : le temps de la culture*, Grenoble, Éditions de l'OPC, 2008, pp.69-104.
91. Préau Julien, « Rennes Métropole. Au-delà de l'équipement, le rayonnement ? », in Négrier Emmanuel, Préau Julien & Teillet Philippe (dir.), *Intercommunalités : le temps de la culture*, Grenoble, Éditions de l'OPC, 2008, pp.209-240.
92. Préau Julien, « Plaine Commune : quel dénominateur commun pour la culture ? », in Négrier Emmanuel, Préau Julien & Teillet Philippe (dir.), *Intercommunalités : le temps de la culture*, Grenoble, Éditions de l'OPC, 2008, pp.187-208.

93. Roux Christophe, Brunazzo M., « The Lega Nord : From Alpine Peripheral Protest to Italian Central Government », in Pallaver G. et Wagemann C. (coord.), *Challenges for Alpines Parties. Strategies of Political Parties for Identity and Territory in the Alpine Regions*, Innsbruck, Studienverlag, 2012, pp. 55-80.
94. Roux Christophe, « From the Great War to Democracy: Former Combatants and the Sardinian Autonomy Movement », in Duclos N. (ed.), *War Veterans in Postwar Situations*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2012, pp. 201-218.
95. Roux Christophe, Bellucci P., « Italie : la droitisation ouvrière au prisme des partis », in De Waele J.-M. et Vieira M. (dir.), *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Paris, Economica, 2012, pp. 173-197.
96. Roux Christophe, « Quando la politica conta. Federalismo all'italiana », in Mammone A., Tranfaglia N. et Veltri G.A. (a cura di), *Un paese normale ? Saggi sull'Italia contemporanea*, Bologne, Baldini Castoldi Dalai, 2012, pp. 141-161.
97. Roux, Christophe, Verzichelli L., « Italy : Still a Pro-European, but not a Fully Europeanised Elite ? », in Conti N., Cotta M. et Tavares de Almeida P. (eds), *Perspectives of National Elites on European Citizenship. A South European View*, Londres, Routledge, 2012, pp. 11-34.
98. Roux Christophe, « Radical Nationalism in Corsica », in Elias A. et Tronconi F. (eds), *From Protest to Power. Autonomist Parties and the Challenges of Political Representation*, Vienne, Braumüller, 2011, pp. 301-321.
99. Roux, Christophe, « Fédéralisme », in Cole A., Guigner S. et Pasquier R. (dir.), *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Références », 2011, pp. 241-247
100. Roux Christophe, « De la Grande Guerre à la démocratie. Les anciens combattants dans le mouvement autonomiste sarde », in Duclos N. (dir.), *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants*, Paris, Karthala, 2010, pp. 299-323.
101. Roux Christophe, « When Politics Matters. Federalism, Italian Style », in Mammone A. & Veltri G. (eds), *Italy Today. The Sick Man of Europe*, London, Routledge, 2010, pp. 60-72.
102. Roux Christophe, « Les régions: de la consécration constitutionnelle au lent tournant fédéral », in Lazar M. (dir.), *L'Italie contemporaine de 1945 à nos jours*, Paris, Fayard, 2009, pp. 169-179.

103. Roux Christophe, « La dévolution en Italie : l'échec d'une réforme symbolique dans le processus de fédéralisation », in Motard A.-M. (dir.), *Dévolution, identités et nationalismes. Une mise en perspective européenne du cas britannique*, Montpellier, Presses Universitaires de la Méditerranée, 2009, pp. 101-119.
104. Roux Christophe, « Terrain plutôt qu'objet. Un bilan synthétique de la place de l'Italie dans la science politique française », in Lettieri C. (dir.), *Comprendre l'Italie des années 2000. Du social au politique*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2009, pp. 23-33.
105. Savarese Eric, *Lire les sciences sociales*, Paris, Ellipses, 2008.
106. Savarese Eric, «A propos de la guerre des mémoires: les vertus de la médiation scientifique? », in Savarese (E.), dir., *L'Algérie dépassionnée*, Paris, Syllepses, 2008, pp. 7-21.
107. Savarese Eric, « Des récits à l'histoire. Penser la relation coloniale », in Savarese (E.), dir., *L'Algérie dépassionnée*, Paris, Syllepses, 2008, pp. 55-66.
108. Savarese Eric, « En finir avec les guerres de mémoires algériennes en France », in Savarese (E.), dir., *L'Algérie dépassionnée*, Paris, Syllepses, 2008, pp. 175-199.
109. Smyrl Marc, "Citizens and Good Citizens: Reflections on an Element in the American Tradition," in Anne-Marie Motard, (dir.), *Identités et diversités: créations, discours, représentations*, Montpellier, Presses Universitaires de Montpellier, 2012, pp.87-96.
110. Smyrl Marc, "Angleterre : Démobiliser pour Gouverner le National Health Service (1997-2007)," in Gwenola Naour and Gilles Massardier, (dirs.), *L'action publique sélective*, Paris, LGDJ, 2012.
111. Troupel Aurélia, « Elections », in Pasquier Romain, Guigner Sébastien, *Dictionnaire des politiques territoriales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011, pp. 207-212.
112. Troupel Aurélia, « Elus locaux », in Pasquier Romain, Guigner Sébastien, *Dictionnaire des politiques territoriales*, Presses de Science Po, 2011, pp. 212-217.
113. Troupel Aurélia, « Les stratégies de cumul des mandats aujourd'hui » in Bidégaray C., Cadiou S., Pina Ch., *L'élu local. Changements ou continuité ?*, Presses Universitaires de Grenoble, 2009, pp. 187-201.

114. Valarié Pierre, Rey Hélène; « Des indicateurs d'apprentissage institutionnel pour une gestion durable et participative des territoires littoraux » in *Le Golfe du Lion : Un observatoire de l'environnement en Méditerranée*, Picon. B. et al (coord.), Versailles, Editions Quae, 2009, pp. 195-213.

115. Visier, Laurent, « Perspectives comparées des inégalités et de la justice en santé et en éducation », in Duru-Bellat M., Meuret D., *Les sentiments de justice à et sur l'école*, Bruxelles, De Boeck Université, 2009.

Ouvrages de vulgarisation (ou chapitres) (OV)

116. Michel Laura, Rey-Valette H. & al., *Guide pour la mise en œuvre de la gouvernance en appui du développement durable des territoires*, Montpellier, Cemagref, CNRS, Geyser, Inra, Supagro, UM1, Diffusion Inra Montpellier, 2011.

117. Peres Hubert, « Espagne », *L'encyclopédie de l'état du monde*, Paris, La Découverte, 2008, 2009, 2010, 2011, 2013.

Directions d'ouvrages (DO)

118. Buton François, Gayer Laurent (dir.), *Pôle Sud* : « Sociologie des combattants », n° 36, 2012.

119. Buton François, Mariot Nicolas (dir.), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris, PUF, 2009.

120. Darviche Saïd, Genieys William. (eds), *Multinational State-Building. Considering and Continuing the Work of Juan Linz*, Montpellier, Pôle Sud, 2008.

121. Darviche Saïd, Genieys William. (dir.), *Penser les régimes politiques avec Juan Linz*, Paris, L'Harmattan, 2008.

122. Dézé Alexandre, Aucante Yohann, (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

123. Négrier Emmanuel, Lefèvre Christian (coord.), numéro commun des revues *Métropoles et Pôle Sud* n°32, « La nouvelle critique urbaine », 2010.

124. Négrier Emmanuel, Bonet Lluís (dir.), *La fin des cultures nationales*, Paris : La Découverte 2008
125. Négrier Emmanuel (dir.), *Pôle Sud* : « L'Europe du Sud aux Urnes », n°29, 2008.
126. Négrier Emmanuel, Préau Julien, Teillet Philippe (dir.), *Intercommunalités : le temps de la culture*, Grenoble : Éditions de l'OPC, 2008.
127. Roux Christophe, Conti N. & Tronconi F. (eds), *Parties and Voters in Italy : The Challenges of Multi-Level Competition*, London, Routledge (special issue of *Modern Italy*, 14 (2), May), 2009.
128. Savarese Eric, *L'Algérie dépassionnée*, Paris, Syllepses, 2008.
129. Smyrl, Marc, Del Pino Eloisa, *Pôle Sud* : «L'Etat Providence en Europe du Sud : Perspectives Comparées », n°28, 2008.
130. Smyrl Marc, Jean Joana, *Revue Internationale de Politique Comparée* : « La démocratie face aux relations civile-militaires », vol. 28, n 1, 2008.
131. Troupel Aurélia (avec Barone Sylvain) (dir.), *Battre la campagne : Elections et pouvoir municipal en milieu rural*, Paris, l'Harmattan, 2010.
132. Visier Laurent (avec Bonah C., Haxaire C., Mouillie J.M., Penchaud A.L.) *Médecine, santé et sciences humaines, Manuel*. Paris, Les Belles Lettres, 2011.

Articles dans des revues internationales ou nationales avec comité de lecture répertoriées par l'AERES ou dans les bases de données internationales (ACL)

133. Audemard Julien, « Sur la participation politique et la représentation des minorités ethniques en démocratie », *Revue française de science politique*, vol. 62, n°2, avril 2012, pp. 282-285.
134. Barone Sylvain, « Régionalisation des transports collectifs : la fabrication d'une réforme "consensuelle" », *Sociologie du travail*, vol. 50, n°4, octobre-décembre 2008, pp. 471-488.

135. Beaussier Anne-Laure, « The Patient Protection and Affordable Care Act: the victory of « unorthodox Lawmaking », *Journal of Health Politics, Policy and Law*, vol.37, n°5, october 2012, pp.741-778.
136. Beaussier Anne-Laure, “Le retour de l’Etat américain et la montée du conservatisme”, *Lecture Critique, Revue française de science politique*, 2009, pp. 130-134.
137. Beaussier Anne-Laure, « Le Parlement français, acteurs renouvelé des politiques d’assurance maladie ? », *Pôle Sud* n°28/1 2008, pp. 35-54.
138. Braconnier Céline, Dormagen Jean-Yves, “Logiques de mobilisation et inégalités sociales de participation électorale en France, 2002-2012, *French Politics. Culture and Society*, vol 30, n°3, winter 2012, pp 20-44.
139. Braconnier Céline, « A plusieurs voix. Ce que les entretiens collectifs *in situ* peuvent apporter à la sociologie des votes », *Revue française de sociologie*, janvier-mars 2012, 53-1, pp 61-93.
140. Braconnier Céline, Dormagen Jean-Yves, « Le vote des cités est-il structuré par un clivage ethnique ? », *Revue française de science politique*, vol. 60, n°4, 2010, pp. 663-689.
141. Braconnier Céline, « Les sages interpellés. Quelques usages profanes du Conseil constitutionnel », *Revue française de science politique*, vol. 58, n°2, avril 2008, pp 197-230.
142. Buton François, Mariot Nicolas, Lemercier Claire, « The Household Effect on Electoral Participation. A Contextual Analysis of Voter Signatures from a French Polling Station (1982-2007) », *Electoral Studies*, 31 2012, pp. 434–447.
143. Buton François, « Une "génération du feu". Perspectives de recherche sur les appelés de la guerre d’Algérie », *Pôle Sud*, n°36, 2012, pp. 31-48.
144. Buton François, « Peut-on dévoiler les imaginaires ? Questions sur l’interprétation d’un massacre », *Le Mouvement Social*, n° 156, 2012, pp. 86-94.
145. Buton François, Pierru Frédéric, « Instituer la police des risques sanitaires. Mise en circulation de l’épidémiologie appliquée et agencification de l’État sanitaire », *Gouvernement et action publique*, n°4, 2012, pp.67-90.

146. Buton François, « Histoires d'institutions. Réflexions sur l'historicité des faits institutionnels », *Raisons politiques*, n° 40, 2010, pp.21-42.
147. Buton François, « Comment les mouvements sociaux s'imposent face aux experts. Fluidité des positions et mobilisation des émotions dans la lutte contre le sida en France », *Politiques et sociétés*, vol 28 n°1, 2009, pp. 63-89.
148. Darviche Mohamad-Said, William Genieys, Jean Joana, Catherine Hoeffler, « Des « long timers » au sommet de l'État Américain Les secteurs de la défense et de la santé (1988-2010) », *Gouvernement et action publique*, n°1, 2013, pp.7-38.
149. Debil Fanny, « L'émergence de la question climatique à l'OMS - De l'ajustement marginal au changement discret », *Gouvernement et Action Publique*, n°1, 2013, pp.119-138.
150. Dézé Alexandre, « Lectures croisées : actualités du FN » (recension de l'ouvrage de Sylvain Crépon, *Enquête au cœur du nouveau Front national*), *Revue française de science politique*, vol. 62, n°4, août 2012, pp. 693-695.
151. Dézé Alexandre, Ait-Aoudia Myriam, « Contribution à une approche sociologique de la genèse partisane. Une analyse du Front national, du Movimento sociale italiano et Front islamique de salut », *Revue française de science politique*, vol. 61, n°4, 2011, pp. 631-657.
152. Dormagen Jean-Yves, "Le Duce et l'état-major du fascisme. Contribution à une sociologie de la domination charismatique", in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 55-3, juillet-septembre 2008, pp.35-60.
153. Fouilleux Eve, « Normes transnationales de développement durable. Formes et contours d'une privatisation de la délibération », *Gouvernement et action publique*, n°1 janvier-mars, 2013, pp.93-119.
154. Fouilleux Eve, Frédéric Goulet, « Firmes et développement durable : le nouvel esprit du productivisme. », *Etudes Rurales*, n°190, 2012, pp.131-146.
155. Fouilleux Eve, « A propos de crises mondiales... Quel rôle de la FAO dans les débats internationaux sur les politiques agricoles et alimentaires ? », *Revue française de science politique*, vol 59, n°4, 2009, pp.757-782.

156. Fouilleux Eve, Balié Jean, « Le double paradoxe de la mise en place de politiques agricoles communes en Afrique. Un cas improbable de transfert de politique publique », *Pôle Sud*, n°31, 2009, pp. 129-149.
157. Fouilleux Eve, Ansaloni Matthieu, « Terroir et protection de l'environnement : un mariage indésirable ? A propos d'intégration de critères transversaux dans les politiques sectorielles », *Politiques et management public*, 26(4), 2009, pp.3-24.
158. Genieys William, Patrick Hassenteufel, « Qui gouverne les politiques ? Par de là la sociologie des élites », *Gouvernement et action publique*, n°2 juin 2012, pp. 89-115.
159. Genieys William, « Christine Delfour, L'Espagne, les autonomies et l'Europe, Bruxelles, Ed. Bruylant, 2009 », « Informations bibliographiques », *Revue française de science politique*, vol 61, n°4, 2011, pp. 805-812.
160. Genieys William, Andy Smith, « Qui gouverne les industries ? De l'élite métropolitaine aux élites sectorielles », *Pôle Sud*, n°32, 2010, pp. 109-118.
161. Genieys William, « Programmatic actors and the transformation of European Health Care States », en collaboration avec Marc Smyrl, Javier Moreno et Patrick Hassenteufel, *Journal of Health Politics, Policy and Law*, Vol. 35, No. 4, August 2010, pp. 509-530.
162. Genieys William, Smyrl Marc, Hassenteufel Patrick, Moreno-Fuentes Francisco Javier, "Programmatic Actors and the Transformation of European Health Care States." *Journal of Health Politics, Policy and Law*, v.35, n°4, August 2010, pp. 517-538.
163. Genieys William, Patrick Hassenteufel, Marc Smyrl, « Reforming european health care state: Programmatic actors and policy change », *Pôle Sud*, n°28/1 2008, pp. 87-108.
164. Harguindéguy Jean-Baptiste et Canton J., "Is French Policy Analysis in crisis? A First Critical Appraisal", *European Political Science*, n°8, 2009, pp. 90-103.
165. Harguindéguy Jean-Baptiste, Gouin R., "¿Qué pueden aportar las ciencias cognitivas al análisis de políticas públicas? Un análisis comparado", *Revista de Estudios Políticos*, n°142, 2008, pp. 43-68.
166. Lepont Ulrike, « Bringing the Interest Groups Back In : le néo-institutionnalisme américain à la croisée des chemins ? », *Gouvernement et action publique*, 4, 2012, pp. 151-159.

167. Marrel Guillaume, Beauvallet Willy, Godmer Laurent, Michon Sébastien, « La production de la légitimité institutionnelle au Parlement européen : le cas de la commission des affaires constitutionnelles » *Politique européenne*, n° 28, 2009, pp.73-102.
168. Négrier Emmanuel, « Le Pen et le peuple. Géopolitiques du FN en Languedoc-Roussillon », *Pôle Sud* n°37, 2012, pp.153-166.
169. Négrier Emmanuel, « Métropolisation et réforme territoriale », *Revue française d'administration publique*, n°141, 2012, pp.73-86.
170. Négrier Emmanuel, Djakouane Aurélien, Jourda Marie, Vidal Marion, « Les séniors au festival. Le critère de l'âge dans l'analyse des pratiques et goûts culturels », *Gérontologie et Société*, septembre 2011, n°138, pp.195-216.
171. Négrier Emmanuel, Jourda Marie, Ratinaud Stéphane, « Guerre des roses en Languedoc. Les élections régionales de mars 2010 en Languedoc-Roussillon », *Pôle Sud* n°34, 2011, pp.61-89.
172. Négrier Emmanuel, Jourda Marie-Thérèse, « Trajectoires politiques en Languedoc électoral », *Pôle Sud* n°29, 2008, pp.57-74.
173. Négrier Emmanuel, « Les élections en Europe du Sud : des convergences à géométrie variable », *Pôle Sud* n°29, 2008, pp.5-7.
174. Roux Christophe, Verzichelli L., « Italy : Still a Pro-European, but not a Fully Europeanised Elite ? », *South European Society & Politics*, 15 (1), March, 2010, pp. 11-33.
175. Roux Christophe, Tronconi F., « The Political Systems of Italian Regions Between State-Wide Logics and Increasing Differentiation », *Modern Italy*, 14 (2), May, 2009, pp. 151-166.
176. Roux Christophe, Conti N. & Tronconi F., « Introduction : Parties and Voters in a Multi-level Electoral Setting », *Modern Italy*, 14 (2), May, 2009, pp. 127-133.
177. Roux Christophe, « Italy's Path to Federalism : Origins and Paradoxes », *Journal of Modern Italian Studies*, 13 (3), September, 2008, pp. 325-339.
178. Roux Christophe, « La troisième victoire de Berlusconi. Les élections législatives italiennes de 2008 », *Pôle Sud*, 29, septembre, 2008, pp. 43-56.

179. Savarese Eric, « Mobilisations politiques et posture victimaire chez les militants associatifs pieds-noirs », *Raisons politiques*, 30, 2008, pp. 41-58.
180. Troupel Aurélia, « Entre consolidation et remise en cause : les tribulations de la loi sur la parité (2000-2010) », *Modern and Contemporary France*, vol. 20, nov. 2012, pp.17-36.
181. Troupel Aurélia, Verge Tania, 'Unequals among equals: Party Strategic discrimination and quota laws', *French politics*, 2011, vol.9, n°3, pp.260-281.
182. Troupel Aurélia, « Les usages d'un mode de scrutin particulier. Les élections municipales dans les très petites communes », *Pôle Sud*, n°29, 2008, pp. 95-109.
183. Visier, Laurent, « Des inégalités dans la ville aux inégalités de santé », *Revue de la société française de santé publique*, Collection Santé & Société, n° 16, 2011.
184. Visier Laurent, Zoïa Geneviève, « Le collège, la ville et la mixité sociale », *Les annales de la recherche urbaine*, n° 105, 2010, pp. 39-47.

Articles dans des revues avec comité de lecture non répertoriées dans les bases de données internationales (ACLN)

185. Beaussier Anne-Laure, « Incivilité et bipolarisation du Congrès américain : une analyse des débats de santé entre 1965 et 2010 », *Parlement[s]*, *Revue d'histoire politique* 2010/2 (n° 14), pp.67-89.
186. Fouilleux Eve, « Analisar a mudança: políticas públicas e debates num sistema em diferentes níveis de governança », *Estudos Sociedade e Agricultura*, ano 19 volume 1, 2011, pp.88-125.
187. Genieys William, Marc Smyrl, « Inside the Autonomous State. Programmatic Elites, in the Reform of French Health Policy», *Governance. An International Journal of Policy, Administration and Institutions*, vol.21, n°1 january, 2008, pp. 75-93.
188. Jourda Marie-Thérèse, Lazega Emmanuel, Mounier Lise, "Catching up with Big Fish in the Big Pond? Multi-level network analysis through linked design", *Social Network*, Mai 2008, pp.159-176.

189. Michel Laura, Mathevet Raphaël, Vimal Ruppert, « Entre expertises et jeux d'acteurs : la trame verte et bleue du Grenelle de l'environnement », *Natures, Sciences, Sociétés*, 4/2012, pp.415-424.
190. Négrier Emmanuel, Lluís Bonet, « La tensión estandarización-diferenciación en las políticas culturales. El caso de España y Francia », *Revista Gestión y Análisis de Políticas Públicas* n°6, 2011, pp.53-73.
191. Négrier Emmanuel, Lluís Bonet, « The End(s) of National Cultures ? Cultural Policy in the Face of Diversity », *International Journal of Cultural Policy*, vol.17, n°1, 2011, pp.1-16.
192. Négrier Emmanuel, Lluís Bonet, « Cultural Policies in Spain. Processes and Dialectics » *Cultural Trends*, Vol.19, N°1-2, 2010, pp.41-52.
193. Négrier Emmanuel, Vidal Marion « L'impact du patrimoine culturel. Le cas du Languedoc-Roussillon », *Economia della Cultura* n°4, 2009, pp.551-556.
194. Négrier Emmanuel, « Des zoulous aux bons élèves. 35 ans de partenariat entre le ministère de la Culture et le conseil général dans l'Hérault », *Culture and Local Governance*, vol.2, n°2, 2009, pp.8-28.
195. Négrier Emmanuel, « La diversité, nouveau paradigme pour les politiques culturelles ? Une comparaison européenne », *Revista de Investigaciones Políticas y Sociológicas*, 2008, Vol.7, n°1, pp.95-110.
196. Peres Hubert, « La France vue d'Espagne avant la présidence de l'Union Européenne. Paradoxes et limites d'une entente "plus cordiale que jamais" », *Revue Internationale et Stratégique*, n°69, Printemps 2008, pp. 104-115.
197. Peres Hubert, « Espagne 2008 : des élections législatives entre stabilité et recompositions », *Revue Politique et Parlementaire*, n° 1047, avril-juin 2008, pp. 106-112.
198. Roux Christophe, Harguindéguy J.-B., « La lingua basca in Spagna e in Francia : verso l'inclusione degli attivisti etnolinguistici ? », *Partecipazione e Conflitto*, 2 (2), 2010, pp. 15-38.
199. Troupel Aurélie, « Existe-t-il une élite intermédiaire régionale ? Premiers résultats d'enquête sur les conseillers régionaux », *Civitas Europa*, n°27, décembre 2011, pp. 103-119.

200. Valarié Pierre, Duarte Laura Maria; « Expansao do setor sucroalcooleiroe conflitos sociopoliticos no municipios em Goias », *Revista Meio Ambiente*, N°21/2008, pp. 36-48.
201. Valarié Pierre, «Water Policies Multi level governance and hybrid policy making” in *International Journal of Sustainable Development*, Dir. Rey H., N° spécial mars 2008.
202. Visier Laurent, Neveu D., Doron J., Boiche J., Trouillet R., Dujols P., Ninot G., « Students perceived stress in academic programs: Consequences for its management », *Epidemiology and Public Health*, RESP, n° 60, 2012, pp.255-264.
203. Visier Laurent, Lang T., Jusot F., Menvielle L., Lombrail G., « Réduire la consommation de tabac : comment prendre en compte les inégalités sociales de santé? », *Actualité et Dossier en Santé Publique (ADSP)*, 2012, pp. 44-46.
204. Visier Laurent, « Vingt ans d’enseignement des sciences humaines et sociales dans les études médicales en France », *Bioethica Forum*, n°. 4, vol. 4, 2011, pp.143-148.
205. Visier Laurent, Sanon A. & al., « Communiquer avec son entourage sur son traitement aide-t-il à son observance chez les femmes impliquées dans le commerce du sexe ? », *Cahiers d’études et de recherches francophones santé*, 19, n°2, avr-juin 2009, pp.95-99.

Articles dans des revues sans comité de lecture (ASCL)

206. Alliès Paul, « Les spécificités de l’organisation territoriale française », *Pour-GREP*. N°209-210. Juin 2011, pp.129-33.
207. Alliès Paul, « La République : une histoire politique », *Estudos Do Seculo XX*. Coïmbra, IPC. N°10.2010, pp.345-357.
208. Braconnier Céline., « Peut-on remobiliser électoralement les milieux populaires ? », *Savoir / Agir*, numéro spécial dirigé par Louis Pinto, février 2012.
209. Braconnier Céline., « Une crise de la participation électorale », *Revue Transform !*, Hors série mai 2011, éditions Espaces Marx., pp. 161-164.
210. Braconnier Céline, « Le vote et l’abstention en temps de crise », *Savoir/Agir*, N°13, septembre 2010, pp 57-64.

211. Braconnier Céline., « Les racines de la disqualification du politique », *Les Temps Nouveaux*, automne 2010, pp 78-85.
212. Buton François, Pierru Frédéric, « Les dépolitisations de la santé », *Les Tribunes de la santé*, 2012, n° 34, pp. 51-70.
213. Buton François, Loez André, Mariot Nicolas, Olivera Philippe « 1914-1918 : Understanding the Controversy », *La vie des idées*, 11 juin 2009, sans pagination.
214. Dézé Alexandre, Bertrand Denis, Missika Jean-Louis, « Le "carré sémiotique" des discours politiques », *Sciences humaines*, n°209, novembre 2009, pp. 36-39.
215. Fouilleux Eve, Dury Sandrine Dury, Bricas Nicolas, « La production de statistiques pour les politiques de sécurité alimentaire entre visions du monde et enjeux de pouvoir. Le cas du Mali. », *Stateco*, n°105, 2010, pp. 7-18.
216. Genieys William, « L'affirmation d'une élite des politiques de l'Etat. Le secteur de la protection sociale », *Informations Sociales*, n°157 Janvier 2010, pp. 80-88.
217. Jadot Anne, « Un outil d'analyse électorale en cours de création. CARTELEC, un SIG au niveau des bureaux de vote français », avec Michel Bussi, Céline Colange et Sylvano Freire-Diaz, *Le monde des cartes. Revue du comité français de cartographie*, n°205, Septembre 2010, pp. 81-98.
218. Lepont Ulrike, Morvan Yoann, Okmekler Emel, « Istanbul 2010 : laboratoire culturel et politique », *Urbanisme*, n°374, sept-oct. 2010.
219. Marrel Guillaume, « Le cumul des mandats électifs mis à nu par la décentralisation », *Pouvoirs Locaux*, n°88, mars 2011, pp.57-61.
220. Marrel Guillaume, Marchand Christèle, Troupel Aurélia, « Les derniers conseillers régionaux », *Pouvoirs Locaux*, n°88, mars 2011, pp.128-134.
221. Marrel Guillaume, Payre Renaud, « Des temporalités politiques imbriquées : Un élu synchrone ? » *Pouvoirs Locaux*, n°80, mars 2009, pp.45-48.
222. Michel Laura, Rey Hélène et al., « Gouvernance des territoires et développement rural : une grille d'analyse pour appréhender les innovations organisationnelles », *Association de Science Régionale de Langue Française*, 2009, sans pagination.

223. Michel Laura, « Controverses environnementales et institutionnalisation du développement durable dans l'industrie cimentière », *Les Cahiers du centre de recherche sur la gouvernance des ressources naturelles et du territoire*, Université du Québec en Outanais, 2012, pp1-27.
224. Négrier Emmanuel, Djakouane Aurélien, « Observer les publics des festivals ; Approche stratégique et renouvellement sociologique », *Territoires contemporains* n°4, 2012, sans pagination.
225. Négrier Emmanuel, « Éloge du serpent à la crème. Le bon niveau de gouvernement », *Pouvoirs Locaux* n°92, 2012, pp.81-85.
226. Négrier Emmanuel, « L'intercommunalité : nouvelle frontière des politiques culturelles municipales », *Agence Régionale du Spectacle Vivant en Poitou-Charentes*, mars 2011, sans pagination.
227. Négrier Emmanuel, « Une culture de la coopération politique ? », in Salzgeber D. (dir.), *EPCC : Création et Fonctionnement. Vademecum pour mieux comprendre les EPCC*, 2011, pp.15-18
228. Négrier Emmanuel, « La cible et la flèche. La réforme territoriale et la Culture », *Observatoire des Politiques Culturelles*, Grenoble 2011.
229. Négrier Emmanuel, « Territorialiser les politiques culturelles ? », *Pouvoirs Locaux* n°84, 2010, pp.52-55.
230. Négrier Emmanuel, Tomas Mariona, « Qui a peur de la différenciation territoriale ? L'Espagne des autonomies », *Pouvoirs Locaux* n°83, IV, 2009, pp.68-74.
231. Négrier Emmanuel, « Les nouveaux défis des festivals », *Espaces*, n°251, 2008, pp.46-55.
232. Troupel Aurélia, « Des candidats aux élus : portrait des derniers conseillers généraux (2008-2014) », *Pouvoirs Locaux*, n°93, juin 2012, pp.15-19.
233. Troupel Aurélia, Gwladys David, « Réforme des collectivités territoriales : l'avenir de la parité hypothéqué ? », *Pouvoirs Locaux*, n°92, mars 2012, pp.7-11.

234. Troupel Aurélia, « 2008-2010 : Une parité suffisamment consolidée dans les assemblées locales ? », *Pouvoirs Locaux*, n°88, mars 2011, pp.74-78.
235. Troupel Aurélia, Marchand Christèle, Marrel Guillaume, « Les derniers conseillers régionaux ? », *Pouvoirs Locaux*, n°88, mars 2011, pp. 128-134.
236. Valarié Pierre, « La gestion intégrée à l'épreuve du leadership politique ». *Actes du Colloque « Prospectives du littoral »*. MEDD. La documentation Française. Paris. 2009. pp.12-19.

Communications dans un congrès international (ACTI)

237. Audemard Julien, Gouard David, Direction de l'atelier « Désagrégation des collectifs et rapports ordinaires au politique », *Congrès annuel de la Société Québécoise de Science Politique*, Ottawa, 23-25 mai 2012.
238. Audemard Julien, « La perception des opinions politiques entre citoyens ordinaires », *4ème Congrès des Associations Francophones de Science Politique*, Tribune Jeunes Chercheurs, Bruxelles, 20-22 avril 2011.
239. Audemard Julien, Mariotti Ludovic, « Presentation of a Snowball Methodology: Qualitative Using of a Quantitative Tool », *3ème Graduate Conference de l'ECPR*, Section 18: Political Methodology, Panel 119 : Exploring Techniques in Political Research, Dublin, 30 août-1 septembre 2010.
240. Audemard Julien, « Social Interactions and Social Context : A New Vision of Democratic Space and Political Sophistication Through Individual Networks », *38èmes Joint Sessions of Workshops de l'ECPR, Workshop 13 : « The Dilema of Political Sophistication an Political Equality »*, Munster (Allemagne), 22-27 mars 2010.
241. Beaussier Anne-Laure, "The Patient protection and affordable care act: the victory of unorthodox lawmaking ?", *APSA meeting*, September 2011.
242. Braconnier Céline, Dormagen J.Y., "Voter Registration Costs and Disenfranchisement : Experimental Evidence from France », *ESA Political Sociology Research Network Conference*, University of Milan, 30th November & 1st December 2012.
243. Braconnier Céline, Dormagen J.Y., Pons Vincent, "Willing to Vote but Disenfranchised by a Costly Registration Process : Evidence from a Randomized Experiment in France", *APSA Annual Meeting*, New Orleans, August 2012.

244. Braconnier Céline, « Does Family Configurations Matter ? The Role of Family Configuration in Explaining Electoral Participation in France », *APSA Annual Meeting*, Washington, 2 September 2010.
245. Braconnier Céline, "Voter Registration and Electoral Turnout : The French Case", *APSA Annual Meeting*, Toronto, 5 septembre 2009, panel 36-32, Understanding Record Voter Participation in the French Elections of 2007 and the US Elections of 2008.
246. Braconnier Céline, « Quand les profanes s'invitent dans l'espace public. Analyse de prises de parole d'initiative populaire », Congrès de la Société Québécoise de Science Politique, Les enjeux de la parole profane pour l'analyse des politiques publiques, Montréal, 7 mai 2008.
247. Debil Fanny, "Greening the black box. A programmatic coalition for (climate) change within the World Health Organization", *1st International Conference on Public Policy*, Grenoble, 26-27 juin 2013.
248. Ferran Nicolas, « Offre participative municipale et leadership politique : les maires de Barcelone et Montpellier (1980-2010) », *Congrès IPSA*, Madrid, 2012.
249. Gouard David, Coorganisateur du panel : « Identification processes » Intervention: « Resetting of Partisan Identification in a Communist Territory », *3ème Graduate Conference de l'ECPR*, Dublin, 30 août-1 septembre 2010.
250. Gouard David, « Les recompositions contemporaines de l'affiliation au communisme municipal », *Congrès annuel de la Société Québécoise de Science Politique*, Ottawa, 23-25 mai 2012.
251. Gouard David, « L'affiliation au PCF à l'épreuve du renouvellement générationnel : une sociologie politique des cités Maurice Thorez et Youri Gagarine à Ivry-sur-Seine », *Tribune Jeunes chercheurs, 4ème Congrès des Associations Francophones de Science Politique*, Tribune Jeunes Chercheurs, Bruxelles, 20-22 avril 2011.
252. Hoeffler Catherine, « The Semantic Battlefield of Cybersecurity : the Role of Ambiguous Ideas in Bureaucratic Rivalries », panel « Concepts at War: Ideas, Innovation, and Strategy », *International Studies Association (ISA) Annual Convention*, San Francisco, 3-6 mai 2013.
253. Jadot Anne, « To be or not to be a European voter. A multilevel analysis of determinants of turnout in the 2009 EP elections », avec Eliyahu Sapir, Section « Party

politics and electoral competition », *1ère Conférence Générale de l'European Political Science Association*, Dublin, 16-18 Juin 2011.

254. Jadot Anne, « Do optimism drive voters to the polls and pessimism deter them from voting ? Exploring the impact of psychology on turnout in the 2007 French presidential election », Workshop « Personality and voter turnout » organisé par André Blais et Aina Gallego, *ECPR Joint Sessions*, Münster, 22-27 Mars 2010.

255. Lepont Ulrike, « The Role of Experts in the Evolution of the Health Care Reforms since the Eighties », *APSA Congressional Fellowship Program Conference*, Washington, DC, 3 Nov.–2 Dec. 2011.

256. Lepont Ulrike, « The Role of 'Advocacy' Think Tanks in the Reinforcement of Partisan Cleavages in the United State », *3rd ECPR Graduate Conference*, Dublin, 30 August - 1e September 2010.

257. Mahbouli Sami, « The Role of the Administrators of the French Parliamentary Assemblies within Inter-parliamentary Cooperation: Teaching Practices to the Members of Parliaments? », *European Consortium of Political Research (ECPR), 38th Joint sessions, Workshop n° 22, "Inter-parliamentary Relations in Europe"*, Münster, Allemagne, 22-27 mars 2010.

258. Michel Laura, « Controverses environnementales et institutionnalisation du DD dans l'industrie du ciment », *Congrès de la Société Québécoise de Science Politique*, Ottawa 23-25 mai 2012.

259. Michel Laura, « Industry and the EU sustainable development policy », *6th ECPR General Conference*, Reykjavik, 25-27 August 2011.

260. Neihouser Marie, "Du « offline » au « online ». Les ressorts de l'expression politique sur les blogs.", *5ème Congrès du réseau des associations francophones de science politique* - 24-26 avril 2013, Luxembourg.

261. Neihouser Marie, « La défense des intérêts régionaux en Europe : le cas de l'Assemblée des régions d'Europe ». Section « Jeunes chercheurs », *4e Congrès international des associations francophones de science politique*, 20-22 avril 2011, Bruxelles.

262. Peres Hubert, « France, Spain, and the Models for the Integration of Immigrants in Europe », *Sixteenth International Conference of the Council for European Studies*, Chicago, March 6-8, 2008.

263. Peres Hubert, « Towards the end of national models for the integration of immigrants in Europe? Britain, France and Spain in comparative perspective », Paper prepared for delivery at the 2008 *APSA Annual Meeting*, Boston, August 28-31, 2008.
264. Peres Hubert, Christophe Roux (avec Anne-Marie Motard), « The Recognition of Diversity and the Enduring Relevance of National Integration Models: A Comparison Between New and Old Immigration Countries (Italy, Spain, France and Britain) », *International Political Science Association (IPSA) Congress*, Santiago de Chile, 12-16 July 2009.
265. Peres Hubert, Christophe Roux, « El reconocimiento de la diversidad y la relevancia persistente de los modelos nacionales de integración. Una comparación entre nuevos y antiguos países de inmigración (Italia, España, Francia y Gran Bretaña) », *IXº Congreso Español de Ciencia Política y de la Administración*, Málaga, 23-25 de Septiembre de 2009.
266. Roux Christophe, « Was Italian Nation-Building a Failure? An Inquiry into the Nationalization of a Peripheral Territory: The Case of Sardinia under the Liberal Period », Communication au panel « The Italian Political System 150 Years On: The Risorgimento's Relevance Today », *107th APSA Annual Meeting*, Seattle (USA), 1-4 September 2010.
267. Smyrl Marc, "The Myth of the Strong European State: Governing Social Policy in France and the United States.", *APSA Annual Meeting*, Seattle, WA, September 2011.
268. Smyrl Marc, "When Experts Rule: Elite-led Reform in French and British Health Policy." *6th ECPR General Conference*, Reykjavik, Iceland, August 2011.
269. Smyrl Marc, "The Crisis of the Divided Welfare State: Surprising Lessons from France." *APSA Annual Meeting*, Toronto, Ontario. 3-6 September 2009.
270. Troupel Aurélia, "Facilitating Rights or Just Pretending? The example of the parity law", *APSA Annual Meeting*, Seattle, Washington, September 1-4 2011.
271. Troupel Aurélia (avec Barone Sylvain), « Natifs/néo-ruraux : le "grand fossé" ? Perceptions et pratiques politiques des habitants d'un village de l'Hérault en France », *Société Québécoise de Science politique*, Montréal, mai 2008.

Autres communications internationales

272. Braconnier Céline, « L'apport des approches localisées dans l'analyse des comportements électoraux », Démocratie et territoires : les enseignements de l'élection à l'Assemblée Nationale Constituante tunisienne, 16 et 17 mars 2012, Tunis, co-organisé par *l'Observatoire tunisien de la transition démocratique et le Laboratoire LADYSS, en partenariat avec la Fondation Hanns Siedel et l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC)*.

273. Braconnier Céline., « Le retour du sens électoral ? Ségrégation électorale en France », in « Des frontières indépassables ? », *Colloque international organisé par L'institut français de géopolitique et l'Ecole doctorale de sciences sociales de l'Université Paris 8*, 1^{er} décembre 2011.

274. Braconnier Céline, « Inégalités sociales de politisation et pratiques politiques », *Colloque organisé par l'Institut d'Etudes Politiques et Internationales, Université de Lausanne sur « Les catégories populaires et le politique »*, 9 décembre 2010.

275. Braconnier Céline, « Analyser la mobilisation électorale en France par les approches contextuelles », *Musée National de Rio de Janeiro*, 7 octobre 2010.

276. Braconnier Céline, « La participation électorale en contexte. Inscription, malinscription et participation électorale en France (1981-2010) », Universidade de Brasilia, *Eleicoes e partidos sob os prismas qualitativo e quantitativo*, Brasilia, 5 octobre 2010.

277. Braconnier Céline, « Para un acercamiento realista a los comportamientos electorales : tomar en cuenta el contexto de produccion de los votos », *Jornadas Internacionales de estudio sobre las elecciones en Europa y America Latina*, 17 de noviembre de 2009, Institut Franco-argentin, Buenos Aires.

278. Braconnier Céline, « No inscritos, mal inscritos y abstencionistas – Diagnostico y pistas para una reforma de la inscripcion en los registros electorales », *Jornadas Internacionales de estudio sobre elecciones y partidos*, Santiago de Chile, 11 y 12 de noviembre de 2009, Casa Centrale de la Universidad de Chile.

279. Buton François, « Crises that didn't come: Responses to pandemic influenza threats: USA 1976, France 2009 », *Colloque After 1918 : History and Politics of Influenza in the 20th and 21st centuries*, EHESP-CHSTM, Rennes, 24-26 août 2011 (avec F. Pierru).

280. Buton François, « La mise en circulation d'un savoir expert : le cours IDEA et l'implantation de l'épidémiologie de terrain (France, fin XXe siècle) », Colloque « *Les savoirs de gouvernement à la frontière entre administration et politique France-Allemagne 19e-20e siècles* », TRIANGLE et CMB, Berlin, 23 et 24 juin 2010 (avec F. Pierru).
281. Dézé Alexandre, « La stratégie de "dédiabolisation" de Marine Le Pen en question ». Cours de « Sociologie des organisations partisanes » de Cécile Péchu et Oscar Mazzoleni, Université de Lausanne, 15 mai 2012.
282. Dézé Alexandre, « Les usages partisans d'Internet. Le cas du Front national ». Colloque international « Images, médias et politique », INA et MSCI, Paris, 18-20 novembre 2010.
283. Dézé Alexandre, « L'analyse des partis politiques en France ». *Los Talleres del Centro Franco-Argentino de Altos Studios*, Universidad de Buenos Aires, 17 novembre 2009 (communication en français, traduite simultanément en espagnol).
284. Dézé Alexandre, « Partis d'extrême droite et système politique démocratique. Une analyse des stratégies du FN, du MSI et du VB ». *Jornadas internacionales de estudio sobre elecciones y partidos. Izquierda y Derechas en Europa y América Latina*, Universidad de Chile, Santiago de Chile, 12 novembre 2009 (communication en français, traduite simultanément en espagnol).
285. Dézé Alexandre, « Pour une approche sociologique des partis politiques ». *Jornadas internacionales de estudio sobre elecciones y partidos. Izquierda y Derechas en Europa y América Latina*, Universidad de Chile, Santiago de Chile, 11 novembre 2009 (communication en français, traduite simultanément en espagnol).
286. Fouilleux Eve, "Reshaping globalisation. The rise of sustainable voluntary standards in agriculture: policy and political dimensions", *Transformation of the role of the State and new instruments of public action, International Conference*, University of Pretoria, Pretoria, South Africa, 5-6 May 2011.
287. Fouilleux Eve, Allison Loconto, Eve Fouilleux, "Governing Agrifood Sustainability Via Voluntary Standards. The case of the ISEAL Alliance", communication au *XXIVth European Congress for Rural Sociology*, 22-25 August 2011, Chania, Crete, Greece.

288. Fouilleux Eve, « Régulation transnationale des grandes filières agricoles et développement durable. Contours et limites d'une privatisation de la délibération », *Conférence franco-allemande Les démocraties entre volonté majoritaire et autonomie des institutions / Demokratien zwischen Autonomie der Institutionen und Mehrheitsprinzip*, 24-25 Septembre 2010, Berlin.
289. Fouilleux Eve, "Privatising Deliberation. Multi-stakeholder Sustainability Initiatives for Soy and Palm Oil: From Discourse to Practice", *Workshop on Civil Society Led Corporate Governance in Latin America*, Sao Paulo, Brazil, 30-31 August 2010.
290. Fouilleux Eve, (avec I. Vagneron), 2010, "Actors, beliefs, discourses and interactions within the transnational sustainable voluntary standards community. Bringing politics back in", *Governing through Standards - An International Symposium*, 24-26 February 2010, Copenhagen.
291. Fouilleux Eve, « *Voluntary standards as increasingly used regulation tools in the field of food and agriculture: challenges and opportunities* », Journée d'Etude à l'Université de Droit et Science Politique de Barcelone, 2 décembre 2009.
292. Hoeffler Catherine, « Europeans at arm's length: The European integration of domestic defense public contracts regulation », au sein du panel « Arming Europe. An analysis of European defence procurement policies », du Congrès biennuel de la European Union Studies Association (EUSA), à Baltimore (USA), mai 2013.
293. Hoeffler Catherine, Présidente du panel « L'UE et les grandes puissances » du Colloque L'Union européenne et le nouvel équilibre des puissances organisé par le Centre d'excellence sur l'Union européenne (CEUE, Université de Montréal), le Centre d'études sur la paix et la sécurité internationale (CEPSI, Université de Montréal) et la revue Politique européenne, le 21 septembre 2012 à l'Université de Montréal.
294. Hoeffler Catherine, Darviche M.Said, « A Sociographical Overview of Long-Time Political Appointees and Congressional Staffers: The Cases of Defense and Health Policy Domains » (avec S. Darviche), séminaire de recherche OPERA, « Transforming the American State? The role of programmatic Elites in the Social Welfare and Defense sectors », 28 juin 2012 à Montpellier.

295. Hoeffler Catherine, « La libéralisation des politiques d'armement et l'Europe », Colloque organisé par Frédéric Mérand et Jean Joana à l'Université de Montréal, janvier 2012.
296. Jadot Anne, « Les discours citoyens de (dé)légitimation du vote blanc et nul. Une participation paradoxale différemment investie en France et en Angleterre », ST « La légitimation de l'acte de votation en Europe. Regards croisés sur les rapports représentants / représentés », *4ème Congrès International des Associations Francophones de Science Politique*, Bruxelles, 20-22 avril 2011.
297. Jadot Anne, « To what extent are voters aware of, care about and react to issues put forth by candidates via the media? », Panel « Political communication and the media », *Conférence annuelle du groupe EPOP, Political Studies Association*, Université d'Essex, Colchester, 10-12 Septembre 2010.
298. Mahbouli Sami, « Why do the French Senate's Committee Staff Members Turnover ? Patterns of Politicization in the *administrateurs du Sénat* », *ANR-LEGIPAR Final Conference (Parliamentary legitimization and democratic government in France and in the European Union), French Legislative Studies Doctoral Workshop*, Sciences Po Bordeaux, 1^{er} décembre 2011.
299. Michel Laura, Chia Eduardo et al., « Comment étudier la gouvernance territoriale ? Mise à l'épreuve d'une grille de lecture », *Joint Colloque ASRDLF – AISR*, Aoste 20-22 septembre 2010.
300. Michel Laura, Rey Hélène et al., « Innovations and Territorial Governance : An Analysis of Territorial Devices », *Congrès Innovation and Sustainable Development in Agriculture and food (ISDA)* – Montpellier, June 28 / July 1, 2010.
301. Michel Laura, Cazals Clarisse, Julien B., « EU Environmental Policy revisited: SD's Doctrines within European Political Work », *Biannual Conference of the Society for Advanced Economics (SASE)*, Paris, 16-18 July, 2009.
302. Négrier Emmanuel, « Festudy : Studying Festival policies and strategy in Europe » (with Lluís Bonet – *University of Barcelona* ; Michel Guérin, *French Community of Belgium*), Barcelona, November 18 to 21, 2012.

303. Négrier Emmanuel, « The audience point of view – Cultural policies at the festivals time », Paper Session, *International Conference on Cultural Policy Research*, Barcelone, 11-7-2012 (with Aurélien Djakouane).
304. Négrier Emmanuel, « The management of Institutional Decision. A comparative analysis of institutional reforms in the field of cultural Policy », Paper Session, *International Conference on Cultural Policy Research*, Barcelone, 9-7-2012 (with Lluís Bonet).
305. Négrier Emmanuel, « Cambios en las prácticas culturales, y cambios en el poder de las artes », *Seminario Internacional “Arte y Poder”*, Universidad de Alicante, Alicante 20-21 octobre 2011.
306. Négrier Emmanuel, « Territory and Scale in France », paper for the *workshop Centre and Periphery in a Federated Structure : Canada and the EU*, York University, September 23-25th 2011 (with Marc Smyrl).
307. Négrier Emmanuel, « Définition, origine et évolution des festivals », *Colloque « Festivals, culture et territoires en Lorraine et en Grande Région »*, Luxembourg, 8 juin 2011.
308. Négrier Emmanuel, « La gestión de festivales por sus protagonistas », Introduction, animation de table-ronde, dans le cadre du séminaire international : « *La gestión de festivales por sus protagonistas* », Université de Barcelone –Temporada Alta / Girona, 19-20 / 11 / 2010.
309. Négrier Emmanuel, « Un cas de coopération culturelle internationale : l’expérience entre Belgrade et le Territoire de Belfort en matière de danse et d’échange universitaire », *Les Rencontres*, Venise 25 octobre 2010.
310. Négrier Emmanuel, « La coopération culturelle internationale dans / par les programmes de l’Union européenne », *Les Rencontres*, Venise 25 octobre 2010.
311. Négrier Emmanuel, « L’action publique et les institutions », *symposium Ville-Régions-Monde*, INRS, Montréal 6 juin 2010.

312. Négrier Emmanuel, Jourda Marie, Vidal Marion, « Are economic impacts of festivals in line with the aim of cultural policy? », *16th Conference on Cultural Economics*, Copenhague, 10 juin 2010, publication sur la forme d'article in *Economia Della Cultura*, Il Mulino, fin 2009.
313. Négrier Emmanuel, "Les élections européennes en Languedoc-Roussillon. Trajectoires et Bastions", *Séminaire international "Les élections européennes. Comparaison franco-espagnole et inter-régionale"* ICPS, 26 & 27 novembre 2009.
314. Négrier Emmanuel, Bonet Lluís, « Cultural Policies in Spain. Processes and Dialectics », *Cultural Trends Conference*, London, 15&16 octobre 2009.
315. Négrier Emmanuel, « *Cultura, Territorios, Políticas Públicas* », Conférence invitée, Université de Barcelone Facultad de Economía, 12 mai 2009.
316. Peres Hubert, « La Gobernanza de los flujos migratorios en el Magreb desde el punto de vista europeo », *Seminario Internacional Gobernanza de Las Instituciones Públicas y Proceso de Democratización en el Magreb*, Granada, 17 y 18 de Enero, 2008 Fundación Euroárabe De Altos Estudios.
317. Peres Hubert, « Reflexiones sobre las relaciones entre Migraciones y Desarrollo », *XIII° Cátedra Europa*, Universidad del Norte, Baranquilla, Colombia, 15-19 de Marzo, 2010.
318. Peres Hubert, « Le cas de la transition démocratique espagnole », Colloque international « *La transition démocratique tunisienne à la lumière des expériences comparées* », Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis et Association Tunisienne d'Etudes Politiques, Tunis, 5-7 mai, 2011.
319. Peres Hubert, « Repenser, réformer, former: les incertitudes et les défis de la coopération pour le développement », *Symposium Algerie : penser le changement quels apports des sciences sociales et humaines ?* Oran, les 02, 03 et 04 décembre 2012.
320. Salcedo Lisa, "The Notion of Partnership in the New Generation of French Bilateral Agreements on Migration", presentation at the *NCCR PhD colloquium*, WTI, Bern, 30 January 2013.

321. Salcedo Lisa, "The Genesis of the Partnership Approach to Migration and the New Generation of Bilateral Migration Agreements from the perspective of France", presentation at the Foraus Podium on Migration Partnerships, (Migrationspartnerschaften – Wundermittel oder Placebo?), University of Zurich, 4 October 2012.
322. Salcedo Lisa, "Liberalising Labour Markets Through Migration Partnerships? France's New Generation of Bilateral Migration Agreements", paper presented at the CIDOB-GRITIM/UPF Seminar on Human Mobility and Governance in a Global Context, Barcelona, 22 September 2011.
323. Salcedo Lisa, "Seminar of Young Researchers on Global Migration Governance and Territories", organisatrice du *séminaire du Swiss National Centre of Competence in Research*, Université Paul Valéry, Montpellier, 2-3 décembre 2011.
324. Salcedo Lisa, "Global circulation of skills: Where are we heading to?", organisatrice du *séminaire du Swiss National Centre of Competence in Research*, Berne, 12 mai 2011.
325. Salcedo Lisa, "Towards a Partnership Approach to Labour Migration? Temporary Labour Mobility in the New Generation of Bilateral Migration Agreements. The Case of France", presentation for the WTI Doctoral Workshop 2011, Bern, 25-26 February 2011.
326. Savané Lamine, " Le pouvoir décisionnel de la jeunesse malienne: une représentation élitaire en question ? ", *Colloque international " La jeunesse malienne entre autonomie, mobilisation et exclusion "* UNESCO, Paris, les 12-13 juin 2013.
327. Smyrl Marc, "Outsiders, Insiders, and Policy Change: Reforming Healthcare Systems in the UK and France." *Seventeenth International Conference of the Council for European Studies*, Montreal, QE, 15 April 2010.
328. Smyrl Marc, "Paying for health: What incentives for business?" *European Health Policy Group*, London, UK, 2 September 2009.
329. Smyrl Marc, "De-mobilizing for Reform: The Blair Government's NHS Reforms.", *Sixteenth International Conference of the Council for European Studies*, Chicago, IL. 6-8 March, 2008.

330. Troupel Aurélia, "What have the 2004 female Regional Councilors become"? 2^d *European Conference on Politics and gender*, Budapest, January 13-15 2011.

331. Troupel Aurélia (avec Verge Tania), "Unequals among Equals: Party Strategic Discrimination and Quota Laws", *PSA Women and Politics*, Manchester, 19th February 2010.

Communications dans un congrès national

332. Audemard Julien, « L'emploi d'un questionnaire administré en boule-de-neige. Les usages qualitatifs d'un outils quantitatif », *11ème Congrès de l'Association Française de Science Politique*, Section 35 : rapports ordinaires au politique et comportements électoraux, Strasbourg, 31 août-2 septembre 2011.

333. Audemard Julien, « Saisir l'importance de la communication politique entre citoyens ordinaires : une perspective théorique et méthodologique », 11ème Congrès de l'Association Française de Science Politique, Section 33 : Communication politique et mobilisation électorale. Bilan et perspectives des dispositifs d'enquête, Strasbourg, 31 août-2 septembre 2011.

334. Beaussier Anne-Laure, Bendjaballah Selma , "Comparing the EU Parliament and the US House of Representatives: theoretical and methodological challenges", *XIe Congrès de l'Association Française de science politique*, September 2011.

335. Braconnier Céline, « Une décennie de mobilisation/démobilisation électorale dans les quartiers populaires (2002-2012) », séminaire de l'unité Migrations internationales et minorités, *La ségrégation socio-ethnique : dynamiques et conséquences*, Institut National des Etudes Démographiques, 13 juin 2012.

336. Braconnier Céline, « Ce que le terrain peut faire à l'analyse des votes », journées anniversaire de *Politix*, Sorbonne, 1^{er} juin 2012.

337. Braconnier Céline, « Les logiques de la démobilisation électorale contemporaine », conférence au Collège de France, cycle dirigé par Pierre Rosanvallon, « L'élection et le vote. Etat des recherches en science politique et en histoire », 7 mars 2012.

338. Braconnier Céline, « Comment mobiliser électoralement les milieux populaires ? », Quand le peuple décide, le vote en question, Villa Gillet, Lyon, 9 février 2012.
339. Braconnier Céline, de Castro Rocha Daniella, Dormagen Jean-Yves, « Sociologie d'un mode de production du choix électoral. Le vote pour un poste de gouverneur dans un quartier populaire de Brasilia », *Congrès de l'Association française de science politique*, Table ronde consacrée aux rapports ordinaires au politique, Strasbourg, septembre 2011.
340. Braconnier Céline, « Le paradigme conversationnel dans l'analyse des rapports ordinaires au politique », *Congrès de l'Association française de science politique*, Table ronde consacrée aux rapports ordinaires au politique, Strasbourg, septembre 2011.
341. Braconnier Céline, « Refus, esquive et chuchotement. La socialisation politique au travail », *Congrès de l'Association française de sociologie*, Grenoble, 6 juillet 2011, RT 34 (sociologie politique).
342. Braconnier Céline, « Un nouveau cens électoral ? Les inégalités sociales de participation dans la France des années 2000 », séminaire organisé par le Conseil National des Villes, Démocratie locale et participation des habitants, 12 mai 2011.
343. Braconnier Céline, « Une crise de la participation électoral », Colloque organisé dans l'Espace Niemeyer par la revue *Transform*, Espaces Marx et la Fondation Gabriel Péri, « *Une crise de civilisation ?* », 28 et 29 janvier 2011.
344. Braconnier Céline, « Apports et limites de l'étude localisée dans la durée des comportements électoraux. L'exemple des itinéraires de participation et de choix des électeurs (2002-2008) », Section 5, Etudier les comportements électoraux : bilan de la recherche francophone, *Congrès de l'Association Française de Science Politique*, Grenoble, septembre 2009.
345. Braconnier Céline, « Voter ensemble. Les dispositifs informels de mobilisation électoral », La politique informelle en France et en Europe, XIX-XXème siècle, *Colloque pluridisciplinaire*, Université de Bretagne-Sud, Lorient, 16 et 17 décembre 2009.
346. Braconnier Céline, « Existe-t-il un vote populaire ? », *Centre de Sociologie Urbaine, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales*, Paris, 13 janvier 2009.

347. Buton François, Latté S., « Ce que la guerre d'Algérie a fait au traumatisme de guerre », *Colloque « Les traumatismes de l'Empire. Expressions, effets et usages des violences (post)coloniales »*, Montpellier, MSH-M, 6 - 7 décembre 2012.
348. Buton François, « Métamorphose de la santé publique et marginalité persistante de la problématique des inégalités sociales de santé », *Congrès de la Société française de santé publique*, Lille, 3 novembre 2011 (avec F. Pierru).
349. Buton François, Pierru F., « La crise qui ne vient pas. Essai de comparaison historique de deux réponses sanitaires à la menace de pandémie grippale (Etats-Unis 1976, France 2009) », *XIe Congrès de l'Association Française de Science Politique*, Strasbourg, 1er septembre 2011.
350. Buton François, Mariot N., F. Lebaron , « Un essai de cartographie des docteurs en science politique des années 2000 (L'enquête Itinéraire des docteurs en science politique 1998-2008) », *XIe Congrès de l'Association Française de Science Politique*, Strasbourg, 1er septembre 2011.
351. Buton François, Lehingue P., Mariot N., Rozier S., Organisateur et discutant de la Section Thématique 35 « Rapports ordinaires au politique et comportements électoraux » (« Ordinary relations to politics and political behavior »), *Congrès de l'Association Française de Science Politique*, Strasbourg, 1 et 2 septembre 2011.
352. Buton François, Pierru F. , « La santé publique au risque de l'épidémiologie de veille sanitaire », *Colloque « Le risque en question : fenêtre d'opportunité ou renouvellement de l'action publique ? »*, Toulouse, 3-4 février 2011.
353. Buton François, « Médecins français et épidémiologie américaine : trois générations d'échanges au 20e siècle », *Colloque Sciences de gouvernement : circulation(s), traduction(s), réception(s)*, TRIANGLE et PACTE, Lyon et Grenoble, 16 et 17 décembre 2010 (avec F. Pierru).
354. Buton François, « Ce que nous apprend l'observation historique du travail administratif », Atelier « L'étude des administrations publiques en France : un état des savoirs », *32e Conférence annuelle du GEAP (Groupe européen sur l'administration publique)*, IEP Toulouse, 7 septembre 2010.

355. Dézé Alexandre, « Le Front national : à la conquête du pouvoir ? ». Présentation de l'ouvrage paru chez Armand Colin. *Journée d'études du GEOPP*, Sciences Po Paris, 5 octobre 2012.
356. Dézé Alexandre, Discutant de l'ouvrage de Florence Haegel, *Les droites en fusion*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012. *Journée d'études du GEOPP*, Sciences Po Paris, 5 octobre 2012.
357. Dézé Alexandre, « Les stratégies de normalisation des partis d'extrême droite en Europe, leurs modalités et leurs limites. Analyse comparée de trois partis : le FN, le MSI et le VB ». *Journée d'études sur « Les tentatives de banalisation de l'extrême droite en Europe »*, GRIC, Université du Havre, 5 avril 2012.
358. Dézé Alexandre, « Pour une approche co-constructionniste des effets communicationnels. Retour sur un protocole d'enquête sur les affiches du Front national ». Section thématique n°33, « Communication politique et mobilisation électorale. Bilan et perspectives des dispositifs d'enquête », *11e Congrès de l' Association Française de Science Politique*, Strasbourg, 31 août-2 septembre 2011.
359. Dézé Alexandre, « Un parti "virtuel" ? Le Front national au prisme de son site Internet ». *Rencontres du réseau de recherche DEL/CNRS*, Université Paris Est Créteil, 16 décembre 2010.
360. Dézé Alexandre, « Les usages partisans d'Internet. Le cas du Front national ». *Colloque international « Images, médias et politique »*, INA et MSCSI, Paris, 18-20 novembre 2010.
361. Dézé Alexandre, (avec Myriam Aït-Aoudia) « Contribution à une approche théorique et empirique de la genèse partisane : une analyse comparée du FN, du MSI et du FIS ». Section thématique n°7, « Naissance et mort des partis politiques », *10e Congrès de l' Association Française de Science Politique*, IEP de Grenoble, 7-9 septembre 2009.
362. Ferran Nicolas, « Les élus municipaux à l'épreuve des conseils de quartiers : une ethnographie du rapport ordinaire au politique », *Journées doctorales sur la participation*, Groupement d'Intérêt Scientifique « Participation du public, décision, démocratie participative », E.H.E.S.S. Paris, octobre 2011, disponible en ligne.

363. Ferran Nicolas, « Participation citoyenne et action publique locale : le double mouvement théorique et pratique », *Actes des premières journées doctorales sur la participation et la démocratie participative, Groupement d'intérêt scientifique « Participation du public, décision, démocratie participative »*, ENS Lyon, février 2010, p 244-254, disponible en ligne.
364. Fouilleux Eve, « Quelle légitimité et quelle efficacité des standards volontaires ? », *Conférence Qui peut changer l'agriculture ?*, AgroParisTech, Paris, 28 mars 2012.
365. Fouilleux Eve, « Standards volontaires durables. Vers un nouveau régime transnational de politique agricole ? », Contribution à la Session Thématique De la protection de la nature au développement durable : les mutations de l'enjeu environnemental, *Congrès de l' Association Française de Science Politique*, Grenoble 7-9 septembre 2009.
366. Fouilleux Eve, « Les limites d'un nouveau modèle de gouvernance Nord/Sud », intervention à la *15eme université d'été de l'innovation rurale, sur le thème « L'Europe et le monde, de crises en déprises... L'alimentation à couteaux tirés »*, *Les controverses de Marciac*, Marciac, les 5, 6 et 7 août 2009.
367. Fouilleux Eve, Dury Sandrine, « Les politiques de sécurité alimentaire au Mali. Pour une approche « politique » des politiques publiques en Afrique », *Journée d'étude Crises alimentaires et sous-alimentation ordinaire en Afrique subsaharienne. Quand la faim devient-elle un problème ?*, Centre d'Etudes d'Afrique Noire, lundi 8 juin 2009 –2009, Bordeaux.
368. Gouard David, « Renouvellement générationnel et renversement des légitimités politiques en territoires communistes », Section thématique « *Entre-soi et espace politique local : approches ethnographiques* », *11ème Congrès de l'Association Française de Science Politique*, Strasbourg, 31 août-2 septembre 2011.
369. Gouard David, « L'autorité communiste à l'épreuve du renouvellement des générations à la cité Youri Gagarine d'Ivry-sur-Seine », Section thématique « *Rapports ordinaires au politique et comportements électoraux* », *11ème Congrès de l'Association Française de Science Politique*, Strasbourg, 31 août-2 septembre 2011.

370. Gouard David, « Suivi d'un militant communiste en campagne électorale à la cité Youri Gagarine d'Ivry-sur-Seine : un état des lieux des affiliations et des désaffiliations politiques en cité populaire », Journées d'études *Les territoires du communisme. Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Paris I Sorbonne, 1-2 décembre 2009.
371. Lepont Ulrike, « Améliorer la qualité pour réduire les coûts' : le rôle des experts dans la diffusion d'un nouveau credo en matière de réduction des dépenses de santé aux Etats-Unis », *4e Congrès annuel de l'Association française de sociologie*, Grenoble, 5-8 juillet 2011.
372. Mahbouli Sami, « L'expertise des administrateurs du Sénat. Une question de statut ? », GEVIPAR (Groupe d'études sur la vie et les institutions parlementaires), *Journée d'études IEP de Paris/Université Paris 2 Panthéon ASSAS*, 1^{er} juin 2012.
373. Mahbouli Sami, « L'institution judiciaire dans la dynamique des régimes politiques au XXème siècle », *13^{ème} Rendez-vous de l'Histoire*, Blois, samedi 16 octobre 2010.
374. Michel Laura, « Les acteurs économiques face à la norme participative », *Journée d'étude Association Française de Science Politique /MSH Toulouse Nouvelles professions et nouvelles professionnalités de l'action publique*, Université Toulouse 2 Le Mirail, 10 février 2011.
375. Michel Laura, « Le développement durable saisi par le ciment », *Séminaire Activités productives, impact sanitaire, populations et pouvoirs en Europe du Nord-Ouest, XIXe-XXe siècles*, Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société Lille Nord-de-France, 13 janvier 2011.
376. Michel Laura, Chia Eduardo. et al., « Le diagnostic territorial : outil pour décider ensemble », *Colloque Outils Pour Décider Ensemble*, Montpellier, 25/26 octobre 2010.
377. Michel Laura, « Les industriels du ciment acteurs du développement durable », *Xème Congrès de l'Association française de science politique*, Grenoble, 7-9 septembre 2009.
378. Michel Laura, Rey-Valette Hélène et al., « Gouvernance des territoires et développement rural : une grille d'analyse pour appréhender les innovations

organisationnelles », *XLVI Colloque de l'Association de science régionale de langue française*, Clermont-Ferrand, 6-8 Juillet 2009.

379. Négrier Emmanuel, « Festivals et politiques culturelles territoriales », *Rencontres Nationales de la Fédération Nationale des Élus Socialistes et Républicains*, Avignon, 12 juillet 2012.

380. Négrier Emmanuel, « L'importance des lieux pour les publics de la culture », *Colloque international « "De la friche industrielle au lieu culturel" »*, Université de Rouen, le 131, Sotteville-les Rouen, 14 juin 2012.

381. Négrier Emmanuel, « Les pôles métropolitains et la Culture », *Conférence lors du séminaire du réseau des Pôles Métropolitains*, Paris, 24 mai 2012.

382. Négrier Emmanuel, « Les publics du spectacle vivant : enjeux et stratégies d'enquête », *Forum, Biennales Internationales du Spectacle*, Nantes, 18 janvier 2012.

383. Négrier Emmanuel, Teillet Philippe, « L'État culturel local. La reconcentration à l'épreuve », *Congrès de l' Association Française de Science Politique*, Strasbourg, 1er septembre 2011, Section Thématique n°14, dir. Renaud Epstein & Hélène Reigner, « Retour sur l'État local », dactylo. 29 p., article de revue en cours, in *Sciences de la Société*.

384. Négrier Emmanuel, « Des hommes et des lieux. Politique locale et croyance politique », *Congrès de l' Association Française de Science Politique*, Strasbourg, 1er septembre 2011, Section Thématique n°49 dir. Gildas Renou et Antoine Vion.

385. Négrier Emmanuel, Organisation et animation du débat sur le film « Le Président », de et en présence de Yves Jeuland, cinéma l'Odyssée, Strasbourg, 31 août 2011 dans le cadre du *Congrès de l' Association Française de Science Politique* (avec Alain Faure).

386. Négrier Emmanuel, Conférence : « La réforme territoriale, la culture, les politiques », Colloque organisé par l'Association des Départements de France, Avignon, 15 juillet 2011 ; Conférence : « La coopération culturelle et politique », *Séminaire ARCADI : coopération culturelle*, Avignon, 15 juillet 2011.

387. Négrier Emmanuel, Conférence : « Les organismes départementaux de développement des arts vivants dans le contexte de réforme territoriale », *Congrès annuel de la Fédération Arts Vivants et Départements*, Avignon, 24 mai 2011.
388. Négrier Emmanuel, « Les publics des festivals », *Colloque Festivals et sociétés, XIXe-XXIe siècles*, Université de Bourgogne, Dijon 4-2 2011 – Actes publiés in *Territoires Contemporains*, n°4 2012.
389. Négrier Emmanuel, « La réforme territoriale. Démocratie, Gouvernance, Convergences européennes », *Journée d'étude de la fédération nationale des CAUE*, Paris, 3 février 2011.
390. Négrier Emmanuel, « Le service des publics », *Conférence régionale du Spectacle Vivant*, Limoges, 2 février 2011.
391. Négrier Emmanuel, « Méthode d'enquête sur les publics. Confirmations et découvertes sociologiques », *Séminaire de l'Association Française des Orchestres*, Paris, 31 janvier 2011.
392. Négrier Emmanuel, « La gouvernance territoriale », *conférence Journées Professionnelles de l'Association Nationale des Conseillers en Formation Continue*, Le Grau du Roi, 27 mai 2010.
393. Négrier Emmanuel, « La réforme politico-institutionnelle : quelle nouvelle gouvernance territoriale pour la culture ? », introduction et animation de la table-ronde du 6 mai 2010, *2ème Assises des Directeurs des Affaires Culturelles*, Toulouse.
394. Négrier Emmanuel, « L' élu à la culture et l'intercommunalité », *Journée d'étude FNCC*, Paris 5 mai 2010.
395. Négrier Emmanuel, « Guerre des roses en Languedoc », intervention lors de la *Journée d'étude du Groupe d'Analyse Électorale de l' Association Française de Science Politique*, Paris 5 mars 2010.

396. Négrier Emmanuel, « Intercommunalité, culture et réforme territoriale », *Séminaire FNCC de formation des élus à la culture*, Tournefeuille, 3 mars 2010.
397. Négrier Emmanuel, « Nouvelles perspectives sur les politiques régionales » intervention lors de la *Journée des groupes Politiques Publiques et Local et Politique de l' Association Française de Science Politique*, Montpellier 29 janvier 2010 – publié en chapitres d'ouvrages.
398. Négrier Emmanuel, « De la question métropolitaine aux politiques culturelles », Conférence-débat, *séminaire du CERTOP*, Université Toulouse le Mirail, 22 janvier 2010.
399. Négrier Emmanuel, « Spectacle vivant et territoire », *Atelier des Biennales Internationales du Spectacle*, Nantes, 20 janvier 2010.
400. Négrier Emmanuel, « Intercommunalité : la place de la culture », Conférence-débat, séminaire ARCAD, Paris, 14 janvier 2010.
401. Négrier Emmanuel, « La différenciation positive », in « *Quelle nouvelle réforme pour les collectivités territoriales françaises ?* », Reims, CRDT, 25/26 novembre 2009 (actes publiés).
402. Négrier Emmanuel, « *Les 4èmes ateliers du Patrimoine* », conception, organisation et animation des tables rondes, Conseil Régional Midi-Pyrénées, Toulouse le 24 septembre 2009.
403. Négrier Emmanuel, « Regards critiques : le local comme objet global ? » discussion lors de la section thématique, *Congrès de l'Association Française de Science Politique*, Grenoble 8 septembre 2009.
404. Négrier Emmanuel, « L'analyse des politiques publiques existe-t-elle encore ? » animation et présidence de la section thématique, *Congrès de l'Association Française de Science Politique*, Grenoble 7 septembre 2009.

405. Négrier Emmanuel, *Conférence : les Assises de la Culture*, Conseil Général de Corrèze, Tulle, 28 mars 2009.
406. Négrier Emmanuel, *Conférence : « Intercommunalité : le défi de la culture »*, Communauté de Communes Maremne, Adour Côte Sud, 5 mars 2009.
407. Négrier Emmanuel, *Conférence : « Les Assises de la Culture »*, Université du Littoral, Boulogne s/mer, 14 janvier 2009.
408. Négrier Emmanuel, *Conférence-débat « Le reflux de l'État culturel »*, de la Revue «Place Publique », Salle Vasse, Nantes, 13 janvier 2009.
409. Peres Hubert, Prad Frank Cécile « Les étudiants « d'origine immigrée » face aux concours d'accès à la fonction publique. Une enquête dans les centres de préparation aux concours (IPAG et CPAG) » (avec), *XIème Congrès de l'Association Française de Science Politique*, Strasbourg, 31 août-2 septembre 2011, Strasbourg.
410. Peres Hubert, « La discrimination positive, entre résistances françaises et expériences étrangères », *3ème colloque Franco-Marocain*, Université Cadi-Ayyad de Marrakech / Université Montpellier 1, Montpellier 4-5 avril 2008.
411. Peres Hubert, « George Orwell and the Spanish Civil War : the Discovery of Totalitarianism » (en collaboration avec Anne-Marie Motard), Colloque *Cross-Cultural Encounters. Between the Mediterranean and the English-Speaking World : The Dynamics of Differences*, Université Paul-Valéry Montpellier III, Montpellier, 23-24 janvier 2009.
412. Peres Hubert, « National identity and immigration », Seminar Global Migration Governance and Territories, IRD – Université de Berne, Montpellier 2-3 décembre 2011.
413. Salcedo Lisa, « Ouverture du marché du travail et partenariats migratoires: le cas de la France », présentation pour le Séminaire de jeunes chercheur(e)s sur Gouvernance Mondiale des Migrations et Territoires, Montpellier, 2 et 3 décembre 2011.

Contrats institutionnels sur financement public

I. Contrats de collaboration

- 1) Convention particulière de co-production : financement **ENSAM** de **17 142,86 €** du 13/06/2006 au 31/12/2008 (responsable scientifique : Emmanuel Négrier) ;
- 2) Programme blanc PAECE: financement de l'**ANR** de **144 060 €** du 01/01/2007 au 31/08/2010 (responsable scientifique : Jean-Yves Dormagen) ;
- 3) Contrat de collaboration GOUVINNOV 2 : financement de l'**INRA** de **9 300 €** du 30/07/2008 au 30/11/2011 (responsable scientifique : Laura Michel) ;
- 4) Convention pour études: financement **Conseil Général d l'Hérault** de **1 575 €** en février 2009 (responsable scientifique : Aurélia Troupel) ;
- 5) Programme blanc OPERA: financement de l'**ANR** DE **250 000 €** du 01/01/2009 au 31/12/2012 (responsable scientifique : William Genieys) ;
- 6) Convention pour études: financement de l'**Association des Régions de France (ARF)** de **8 093,54 €** du 01/09/2010 au 31/05/2011 (responsable scientifique : Aurélia Troupel) ;
- 7) Contrat de collaboration FESTudy: financement **France Festival + région Languedoc-Roussillon** de **22 000 €** du 01/06/2011 au 31/12/2013 (responsable scientifique : Emmanuel Négrier) ;
- 8) Programme CEP&S : financement de l'**ANR** de **32 032 €** du 01/01/2012 au 31/12/2014 (responsable scientifique : Eve Fouilleux) ;
- 9) Programme CORD : financement de l'**ANR** de **155 119 €** du 01/04/2012 au 31/03/2015 (responsable scientifique : Jean-Yves Dormagen) ;
- 10) Contrat CIFRE : financement **région Centre-Limousin** de **8 429,35 €** du 01/04/2013 au 31/03/2016 (responsable scientifique : Emmanuel Négrier).

II. Subventions sur projets des tutelles

- 1) Renouvellement du L.E.A. ETAPES : financement **DAE CNRS** de **61 500 €** du 01/01/2007 au 31/12/2010 (responsable scientifique : William Genieys) ;
- 2) Programme CNRS-USA : financement **DRI CNRS** de **22 000 €** du 01/01/2006 au 31/12/2008 (responsable scientifique : William Genieys) ;
- 3) BQR 2008 « PAECE » : financement **Université Montpellier 1** de **10 000 €** du 01/05/2008 au 31/12/2008 (responsable scientifique : Jean-Yves Dormagen) .
- 4) BQR 2009 « OPERA » : financement **Université Montpellier 1** de **10 000 €** du 01/05/2009 au 31/12/2009 (responsable scientifique : William Genieys).
- 5) Conventions d'échange CNRS/CSIC, « INTEGRAFRAESP », financement **DRI CNRS** de **2000 €** en 2009, (responsable scientifique : Hubert Peres) ;
- 6) BQR 2010 « OPERA » : financement **Université Montpellier 1** de **10 000 €** du 01/05/2010 au 31/12/2010 (responsable scientifique : William Genieys) ;

- 7) BQR 2010 « La diversité du recrutement dans la fonction publique » : financement Université **Montpellier 1** de **4 000 €** du 01/05/2010 au 31/12/2010 (responsable scientifique : Hubert Peres) ;
- 8) BQR 2011 « L'impact des ligues et partis territoriaux anti immigration dans les systèmes de partis sud-européens » : financement **Université Montpellier 1** de **14 000 €** du 01/05/2011 au 31/12/2011 (responsable scientifique : Christophe Roux) ;
- 9) Aide aux manifestations scientifiques « Battre la campagne » : financement **Université Montpellier 1** de **3 000 €** du 01/05/2011 au 31/12/2011 (responsable scientifique : Aurélia Troupel);
- 10) Aide aux manifestations scientifiques « OPERA » : financement **Université Montpellier 1** de **3 000 €** du 01/05/2012 au 31/12/2012 (responsable scientifique : William Genieys);
- 11) BQR 2013 « MEPS » financement **Université Montpellier 1** de **10 000 €** du 01/05/2013 au 31/12/2013 (responsable scientifique : François Buton) ;
- 12) BQR 2013 « GOSUD » financement **Université Montpellier 1** de **28 000 €** du 01/05/2013 au 31/12/2013 (responsable scientifique : William Genieys) ;
- 13) PEPS interdisciplinaire 2013 ESERE Espace socio-économique du risque environnemental, **financement CNRS de 8000 euros**, (Laura Michel, partenaire).

III. Projets déposés, non retenus

- 1) 2008 (Emmanuel Négrier) : Appel à projet PUCA/Ministère du développement Durable, « Les politiques publiques à l'épreuve intercommunale et la réforme à l'épreuve de la comparaison internationale. », mono partenaire, aide demandée : 63 000 € ;
- 2) 2009 (Eve Fouilleux) : programme sciences, technologies et savoirs en sociétés. Enjeux actuels, questions historiques ANR VETS, « La santé publique vétérinaire : acteurs, savoirs, pratiques, gouvernement », partenaires unité RITME/INRA, UMR CLERSE, unité IASP/INRA, UMR IMM, ENSV, UR DTGR/CEMAGREF, aide demandée : 580 000 € ;
- 3) 2009 (Hubert Peres) : appel à projet PEPS/SHS/CNRS, « La diversité des origines dans le recrutement par concours des cadres des différentes fonctions publiques », aide demandée : 10 000 € ;
- 4) 2010 (Eve Fouilleux) : programme CEP&S ANR GOMA-CEP, « Gouverner et Maîtriser les Changements
- 5) Environnementaux Planétaires », partenaires UMR MOISA, UMR SPIRIT, UMR CERIC, unité INRA MONA, IDDRI SciencePo Paris , Agroparistech, aide demandé : 1 400 000 € ;
- 6) 2010 (François Buton) : appel à projet PEPS/SHS/CNRS, « Pour une prosopographie des témoignages de guerre : le cas de la guerre d'Algérie. », aide demandée : 10 000 € ;
- 7) 2011 (Jean-Yves Dormagen) : programme PECC ANR « Sociologie des Passions et Émotions Démocratiques » (SOPAED), partenaires UMR CERAPS, UMR CESSP, EA HERMES, EA LaSSP, aide demandée : 220 000 € ;
- 8) 2011 (Eve Fouilleux) : Programme AAP ANR COPA, « Les déterminants socio-culturels et économiques de la consommation d'aliments d'origine animale en France et en Inde », partenaires CIRAD, INRA, UMR CERTOP, EA CRPCC-UBO, DANONE, AUDIENCIA HIGH SCHOOL, aide demandé : 900 000 € ;

- 9) 2012 (Jean Joana) : Appel à projet du Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques (CSFRS), « Innovation Technologique et Forces Armées : les cas des programmes de « combattant du futur britanniques et français (ITeFA) », mono partenaire, aide demandée : 150 000 € ;
- 10) 2013 (Laurent Visier) : Appel à projet de l'Institut de Recherche en Santé Publique (IReSP), « l'Education Thérapeutique du Patient », partenaires EA LIRDEF IUFM Montpellier, Unité INSERM DIM, UCAPES CHRU Montpellier, aide demandée : 100 000 €.

IV. Projets en cours de dépôt

- 1) ANR NORFACE, "Welfare State Futures" ("Avenirs de l'Etat-providence"), Marc Smyrl, coordonnateur, 425 700 € ;
- 2) ANR sociétés innovantes, MARKI, Eve Fouilleux, partenaire, 20 000 € « Création de nouveaux marchés et adoption des systèmes de cultures écologiquement intensifs »
- 3) ANR programme Apprentissages, ANTET, Laurent Visier coordonnateur, 320 000 € dont 200 000 € pour le CEPPEL, « Athropologie de l'éducation thérapeutique ».

ANNEXE 7

Liste des thèses

Thèses soutenues :

NOM Prénom	Sujet	Directeur de thèse	Date de soutenance	Situation professionnelle
MASSOT Olivier	Un jeu de construction : de l'homme droit à l'homme normalisé	Michel Miaille	01/2008	Avocat - Marseille
BATHILY Arona	Une approche comparative des régimes démocratiques en Afrique francophone de l'ouest.	Hubert Peres	06/2008	Administrateur du Carrefour Jeunesse Emploi de l'Outaouais (CJEO) – Gatineau, Quebec, Canada
FRANK Cécile	Les ONG et la mobilisation des immigrés face aux politiques d'immigration en France et en Espagne.	Hubert Peres	11/2008	Post-doc puis ingénieure de recherche en CDD – Université de Strasbourg – Qualifié CNU.
BARONE Sylvain	La régionalisation ferroviaire : une approche politique comparée.	Emmanuel Négrier	12/2008	Chargé de recherche – IRSTEA – Qualifié CNU.
GHAZZAWI Khalil	Le rôle des nouvelles technologies d'information et de la communication dans le développement de l'administration au niveau local.	Paul Allies	12/2008	Assistant Professor in management – Université Rafik Hariri, Liban
HELLUWAERT Michel	« Jeunesse et sport » : un service d'Etat entre militantisme et gestion administrative.	Emmanuel Négrier	06/2009	Retraité, membre du comité d'histoire du Ministère de la culture, chargé de la jeunesse et des sport, Paris
THIAM Abdou Ramane	La sélection des élites politiques au Sénégal de 1960 à 2001.	Hubert Peres	07/2009	Enseignant – Université Cheikh-Anta-Diop, Dakar
RICHARD Estelle	Trajectoire politique et construction identitaire dans l'Océan Indien occidental : le cas des élites politiques de Mayotte.	Michel Miaille	07/2009	Consultante en conditions de travail et risques psycho-sociaux - société SECAFI, Paris
KOUDEDJI Yannick	L'ethnicité à l'école.	Michel Miaille	07/2009	Chef d'une entreprise de conseil en gestion – Kourou (Guyane)
FAROUK-	Trajectoires migratoires : les immigrés comoriens	Hubert Peres	01/2010	

AMHED Amhed	entre leurs îles et la France.			
HASSOUN Carmen	La fondation du ministère des affaires étrangères au Liban.	Jacques Aben	11/2010	Chercheure associée au Centre d'Etudes pour le Monde Arabe Moderne –Université St Joseph, Beyrouth
LARROQUE Jimena	Politiques d'immigration au Pays Basque et en Catalogne.	William Genieys	12/2010	Post-doc –Université du Québec, Montréal puis ATER –Centre d'Etudes Européen, SciencePo Paris - Qualifié CNU.
HAIZE Daniel	L'action culturelle et la coopération de la France à l'étranger : un réseau, des hommes.	Emmanuel Négrier	12/2010	Retraité, ex-directeur du Centre d'Etudes et de Documentation Universitaire, scientifique et Technique (CEDUST), Paris
BARROS GERALDO Pedro	La perception de la laïcité, étude comparée (France/Brésil).	Jean-Yves Dormagen	05/2011	Post-doc – Université de Fulminense, Brésil - Qualifié CNU.
FONTAINHA Fernando	Formation de l'identité dans la magistrature. Les écoles de juges en France et au Brésil.	Jean-Yves Dormagen	05/2011	Professeur de sociologie du droit – Fondation Getulio Vargas, Rio de Janeiro, Brésil - Qualifié CNU.
GOUARD David	Génération politiques en banlieue rouge : une sociologie politique des cités Maurice Thorez et Youri Gagarine à Ivry-sur-Seine.	Jean-Yves Dormagen	12/2011	Post-doc – Institut des Sciences Sociales du Politique, Nanterre - Qualifié CNU.
ANSALONI Mathieu	L'intégration de l'environnement dans la politique agricole commune. Une comparaison européenne (France, Royaume-Uni, Hongrie).	Eve Fouilleux	01/2012	Post-doc – Centre Emile Durkheim, Bordeaux – Qualifié CNU.
CHOKER Rana	Les conséquences du retrait syrien sur le système politique libanais.	Paul Allies	01/2012	
BEAUSSIER Anne-Laure	Le parlement dans les politiques de santé et d'assurance maladie. Le cas américain dans une perspective comparée.	William Genieys	06/2012	Post-doc – King's College, Londres
SAVANE Lamine	Sociologie des élites parlementaires depuis le début du processus de démocratisation à aujourd'hui (1992-2007 au Mali).	William Genieys	12/2012	Vacataire, chargé de TD – Université Montpellier 1
DEMOTES-MAINARD Julien	Doctrines, acteurs, décisions et intérêts : la dynamique des politiques d'armement américaines et la question de l'abandon des programmes.	Jean Joana	05/2013	Contrat du MESR en support à l'ANR OPERA

Thèses en cours :

NOM Prénom	Sujet	Directeur de thèse	Date de début	Subvention	Co-tutelle
AUDEMARD Julien	Structures des préférences électorales et structures de réseaux d'acteurs.	Jean-Yves Dormagen	10/2009	Contrat doctoral UM1	
BELLO Madina	La médiation comme mécanisme de prévention et de résolution des conflits des organisations africaines.		09/2007		
BENOIT Maude	La transformation de la gouvernance agricole : sur les traces d'un paradigme de multifonctionnalité en agriculture québécoise. Les pistes du cas européen.		01/2011	Faculté des Etudes Supérieures, Université Laval, Québec, Canada	Université Laval, Québec, Canada
BIROUSTE Guilhem	Inégalités sociales de santé et médecine générale.		09/2009	ATER UM1	
BOYADJIAN Julien	Les internautes et la campagne présidentielle de 2012. Une sociologie de la réception des flux de communication politique en période électorale.	Jean-Yves Dormagen	09/2010	Contrat doctoral UM1/Région Languedoc-Roussillon	
COHEN-SCALI Jonathan	Le malade chronique comme figure-type de la modernité.		11/2009		
DEBIL Fanny	La fabrique des politiques de santé environnementale. Une approche multi-niveau de l'expertise mobilisée pour les plans santé environnement.		10/2012	Contrat doctoral UM1	
FERRAN Nicolas	Les élus municipaux à l'épreuve de la démocratie participative.	Jean-Yves Dormagen	09/2009		Université Autonome de Barcelone, Espagne
GEORGIU Christakis	Stratégies françaises dans le processus d'intégration européenne dans la période entre l'acte unique et le traité de Lisbonne.		09/2009		
GRANCI Jacopo	La comparaison des processus de développement de la société civile observés au Maroc et en Algérie. Analyse focalisée sur le rôle joué par les		10/2009	Bourse Université franco-italienne de Grenoble – Programme	Université franco-italienne de Grenoble

	associations, les syndicats et internet dans les deux cas d'étude.			VINCI 2011	
ISSA Numeir	La délibération au Parlement Européen : Permanences et évolutions du Traité de Nice au Traité de Lisbonne.		09/2009		
KPOTON Jean-Claude	Mobilisations électorales et stratégies de conquête du pouvoir au Bénin.		09/2007		
LEPONT Ulrike	Elites programmatiques « think thanks » et politiques de santé aux USA.		09/2009	Contrat doctoral MESR en support à l'ANR OPERA	
LOUM Papa	La politique de décentralisation au Sénégal. Quels impacts pour le développement local ?		09/2008		
MAHBOULI Sami	Les fonctionnaires du politique. Une sociologie politique des administrateurs des assemblées parlementaires.		09/2008		
MARIOTTI Ludovic	Les associations du médico-social à l'épreuve de la loi « Hôpital, patients, santé et territoire ».	Jean-Yves Dormagen	10/2009	Contrat CIFRE (Union Régionale des Associations de Parents Déficients Auditifs - PACA)	
MELHEM Ghassan	Développement économique et rôle politique du confessionnalisme au Liban.		09/2010		
NEIHOUSER Marie	Candidats et partis politiques face aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.	Jean-Yves Dormagen	09/2010	Contrat doctoral UM1	
PASSAVANT Lisa	Financer les politiques régionales : La recherche de nouvelles sources en situation de contraintes budgétaires. Le cas de la région Limousin.		09/2012	Contrat CIFRE (La Région Limousin)	
SAHRAOUI Chahinez	L'opposition politique en Algérie (1988-2008).		09/2009		
SALCEDO Lisa	Vers une approche partenariale de la migration du travail ? La mobilité temporaire des travailleurs dans la nouvelle génération d'accords bilatéraux de la France et de l'Espagne.		03/2010	World Trade Institute, Université de Berne, Suisse	Université de Berne, Suisse

SUCHET Romain	Information du grand public et éducation du public scolaire : les stratégies de communication pour accroître la résilience de la société en situation radiologique post-accidentelle.	Jean-Yves Dormagen	10/2009	Financement Institut de Radioprotection et Sûreté Nationale (IRSN) et embauché.	
TABOU Céline	Entre censure et propagande, état et évolution du journalisme chinois (1989-2009).		10/2010		
TAJO Hazar	Le mécanisme de la prise de décision politique au Liban dans la deuxième République.		09/2007		

Communications aux colloques subventionnées par les crédits de l'unité :

BARONE Sylvain	European Consortium for Political Research, Rennes, 2008
BARONE Sylvain	Société Québécoise de Science Politique, Québec, 2008
BARROS GERALDO Pedro	Association Française de Sociologie, Paris, 2009
BARROS GERALDO Pedro	Association Ethnographia e Ricerca, Bergamo, 2009
BEAUSSIER Anne-Laure	Association Française de Science Politique, Grenoble, 2009
AUDEMARD Julien	European Consortium for Political Research, Munster, 2010
AUDEMARD Julien	European Consortium for Political Research, Dublin, 2010
GOUARD David	European Consortium for Political Research, Dublin, 2010
MARIOTTI Ludovic	European Consortium for Political Research, Dublin, 2010
BEAUSSIER Anne-Laure	European Consortium for Political Research, Dublin, 2010
LEPONT Ulrike	European Consortium for Political Research, Dublin, 2010
CHRISTAKIS Georgiou	Colloque « Crises, révoltes, utopies », Paris, 2010
AUDEMARD Julien	Association Française de Science Politique, Strasbourg, 2011
GOUARD David	Association Française de Science Politique, Strasbourg, 2011
BEAUSSIER Anne-Laure	Association Française de Science Politique, Strasbourg, 2011
AUDEMARD Julien	Association Francophone de Science Politique, Bruxelles, 2011
GOUARD David	Association Francophone de Science Politique, Bruxelles, 2011
NEIHOUSER Marie	Association Francophone de Science Politique, Bruxelles, 2011
MARIOTTI Ludovic	European Consortium for Political Research, Reykjavic, 2011
LEPONT Ulrike	Association Française de Sociologie, Grenoble, 2011

BELLO Madina	Conférence Internationale of African Studies, Hradec Kralov, 2011
AUDEMARD Julien	Société Québécoise de Science Politique, Ottawa, 2012
GOUARD David	Société Québécoise de Science Politique, Ottawa, 2012
FERRAN Nicolas	International Political Science Association, Madrid, 2012
NEIHOUSER Marie	Association Francophone de Science Politique, Luxembourg , 2013
DEBIL Fanny	International Conference on Public Policy, Grenoble, 2013

1 - Identification administrative du Document Unique :

Nom :	Centre d'Etude Politique Europe Latine	
Directeur :	M. Peres Hubert	
Effectifs :	51	> chercheurs - enseignants chercheurs : 16 > ITA -IATOS : 4 > étudiants : 24 > CDD : 2 > Autres : 0
Principale activité :	Enseignement - Recherche - Gestion Administrative	
Locaux :	Surface totale des locaux : 575 m2	
Unité / Service / Equipe / Centre / Etablissement	Sur plusieurs sites géographiques ou bâtiments ? non Combien : 1 Sur plusieurs étages ? oui Combien : 3	
Le bâtiment ou certains bâtiments :	Etablissement recevant du public Quel type : R (établissement d'enseignement ...) => Type autres : Quelle catégorie : 3ème catégorie Bâtiment soumis à la réglementation du Code du travail	

2 - Recensement et évaluation des risques

Légende ¹ DSR du Risque - ² DSR du Sous-Risque - ³ DSR Pièce (DSR = Description de Situation à Risque)

Risques Agression(standard)

-> cambriolages, vols et rackets, homicides

	Nbr. Personnes exposées (P)	Fréquence d'exposition (F)	Gravité (G)	Maîtrise du Risque (M)	Criticité
				O T H	
	4	2	2	O - H Batiment ouvert au public.	(1,2,4)

Risque Charge Mentale (standard)

	Nbr. Personnes exposées (P)	Fréquence d'exposition (F)	Gravité (G)	Maîtrise du Risque (M)	Criticité
				O T H	
	4	4	1	O - H	(1,4,4)

Risque Travail sur Ecran (standard)

	Nbr. Personnes exposées (P)	Fréquence d'exposition (F)	Gravité (G)	Maîtrise du Risque (M)	Criticité
				O T H	
	4	4	1	O T H Ecran plat	(1,4,4)

Risque Manutention Manuelle (standard)

-> port fréquent de

	Nbr. Personnes exposées (P)	Fréquence d'exposition (F)	Gravité (G)	Maîtrise du Risque (M)	Criticité

charges dans l'activité de certaines personnes				O	T	H	
	1	1	2	O	-	-	(2,1,1)

Risque Incendie Général (standard)

	Nbr. Personnes exposées (P)	Fréquence d'exposition (F)	Gravité (G)	Maîtrise du Risque (M)			Criticité
				O	T	H	
	4	4	4	O	T	H	(1,4,4)

Risque Missions (standard)

	Nbr. Personnes exposées (P)	Fréquence d'exposition (F)	Gravité (G)	Maîtrise du Risque (M)			Criticité
				O	T	H	
	3	1	2	O	T	H	(1,1,3)

Commentaires éventuels:

Déplacements à l'étranger

Légende ¹ DSR du Risque - ² DSR du Sous-Risque - ³ DSR Pièce (DSR = Description de Situation à Risque)

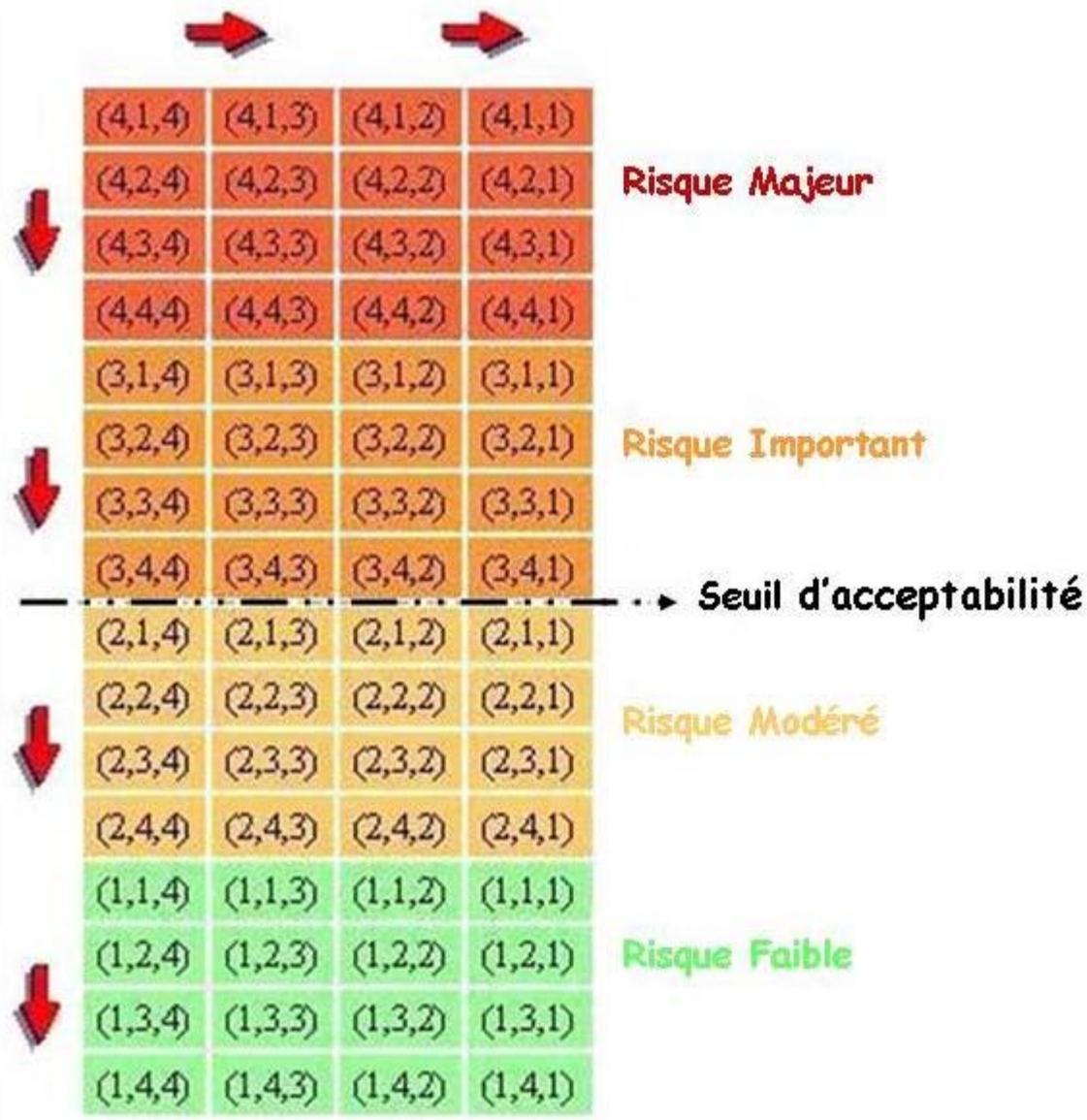
Nouvelle Grille de hiérarchisation du Risque (X , F , P)

(à partir de Novembre 2006)

Niveau de risque : détermination de $X = (M, G)$

M a î t r i s e (M)	1	1	2	3	4
	2	1	2	2	3
	3	1	1	2	2
	4	1	1	1	1
		1	2	3	4
		Gravité			(G)

Criticité : grille de niveau du risque s'appuyant prioritairement sur la Maîtrise du risque (M) et la Gravité (G) intrinsèque au danger (lié au produit ou à l'équipement ou à la situation) ; puis sur la Fréquence d'exposition (F) et le Pourcentage de l'effectif exposé au risque (P). Ceci permet ainsi de hiérarchiser les priorités d'actions de corrections. Cette criticité doit toujours être la plus 'raisonnablement' basse possible. Un seuil d'acceptabilité permet de dégager ces priorités au niveau d'un Etablissement composé de plusieurs sites/unités/équipes/services.



3 - Organisation de la sécurité dans l'unité :

Structure Sécurité

Présence d'un médecin de prévention :

pour agents CNRS : **oui**

pour agents Université : **oui**

pour agents INRA : **non concerné**

pour agents INSERM : **non concerné**

pour agents autres EPST : **non concerné**

pour étudiants : **oui**

Commentaires **Medecin à l'université pour les personnels UM1 et au CNRS pour les personnels CNRS**

Un ou plusieurs ACMO/ACP/Correspondant Hygiène Sécurité ont été nommés dans l'unité, nombre : **1**

Nom	Prénom	Grade	Année décision nomination officielle (aaaa)	Formation initiale des ACMO (oui/non)	Année de formation (aaaa)
Sposito	Ludovic		0		
Fontaine	Jacques		0		

Registre d'hygiène et de sécurité mis en place ? **oui**

Si oui, joindre une copie des remarques formulées au cours des 6 derniers mois

Indiquer son emplacement : **SERVICE TECHNIQUE ET INTERIEUR**

Registre des dangers graves et imminents mis en place ? **oui**

Indiquer son emplacement : **SERVICE TECHNIQUE ET INTERIEUR**

Un règlement intérieur a été établi : **non concerné**

Si oui, joindre une copie

Quand a-t-il été révisé pour la dernière fois ? (année relecture)

Un Comité Spécial d'Hygiène et de Sécurité (CSHS) a été créé : **non concerné**

Combien de fois s'est-il réuni au cours de l'année n-1, nombre :

Les membres du CSHS ont-ils reçu la formation correspondante ? **non concerné**

A-t-il contribué à l'élaboration du Plan de formation pour la partie hygiène sécurité ? **non concerné**

A-t-il contribué à l'élaboration de la formation à la sécurité des nouveaux entrants ? **non concerné**

S'il n'existe pas de CSHS, dans quelle structure a lieu la concertation relative aux questions d'hygiène et de sécurité ? Structure :

Assemblée générale de l'unité **non concerné**

Conseil de laboratoire (ou d'unité) **oui**

Autre :

Organisation des secours

Le personnel est informé de la conduite à tenir en cas d'accident et d'incendie ? **oui**

Et par quels moyens ? **Exercices + Consignes de Sécurité**

Nombre de Sauveteurs Secouristes du Travail (ou AFPS) présents dans l'unité : **0**
(ayant suivi leur formation initiale ou un recyclage au cours des 12 mois précédents)

Indiquez les mesures prises pour s'assurer que les SST (ou AFPS) et leur rôle soient connus du personnel ? **Affichage et courriel.**

Une personne est spécifiquement chargée de vérifier régulièrement le contenu des [armoires de premiers secours](#) (ou à pharmacie) et de veiller à leur approvisionnement **non concerné**

Des exercices d'évacuation du bâtiment sont réalisés régulièrement ? **oui**

Quand a été réalisé le dernier exercice (année) ? **23/11/2012**

Une équipe de sécurité en cas d'évacuation a été constituée ([guides, serres-files](#)) ? **oui**

Un ou plusieurs agents handicapés travaillent dans l'unité ? **non**

Indiquez les mesures mises en place pour ces personnes en cas de nécessité d'évacuer les locaux :

Le personnel est régulièrement inscrit aux exercices de manipulation des [extincteurs](#) organisés par le CNRS ou par les Universités ou l'Etablissement ? **non**

Formation et information du personnel

Le personnel a été informé du [droit de retrait](#) dont il dispose en cas de danger grave et imminent ? **oui**

Indiquez les modalités d'accueil des [nouveaux entrants](#) dans l'unité, en particulier celles concernant la formation à la sécurité (comment sont-ils informés des risques à leur arrivée ?)

Informations par l'ACMO

Le personnel a suivi d'autres formations en hygiène et sécurité au cours des trois dernières années . Lesquelles ?

Formation manipulation extincteur **non**

Formation secourisme (SST - AFPS) **non**

Recyclage secourisme (SST - AFPS) **non**

Formation ACMO ou ACP ou Correspondant H&S **oui**

Formation Membres CHS **non concerné**

Formation Autoclave **non concerné**

Formation Habilitation électrique **non concerné**

Recyclage Habilitation électrique **non concerné**

Formation PCR **non concerné**

Recyclage PCR **non concerné**

Formation Appareillages de levage **non concerné**

Formation Animalerie **non concerné**

Formation Laser **non concerné**

Formation Risque Chimique **non concerné**

Formation Risque Biologique **non concerné**

Formation Risque Routier **non**

Formation Gestes et Postures **non**

Formation Gestion des déchets **non concerné**

Formation Cariste **non concerné**

Formation ERP **non concerné**

La plan de formation d'unité réalisé chaque année intègre les besoins en formation en hygiène et sécurité ? **oui**

Des consignes ou notices de sécurité sont affichées à proximité des postes de travail présentant des risques ? **non concerné**

Gestion de l'activité

Il existe une procédure de départ pour les personnes quittant définitivement l'unité ? **non**

S'il s'agit d'une procédure écrite, joindre une copie

Si oui, que prévoit-elle ?

La fréquentation de l'unité hors heures ouvrables et le travail isolé font l'objet d'une consigne ? **non**

(interdiction de travailler seul, de fréquenter l'unité hors de créneaux horaires définis...)

S'il s'agit d'une procédure écrite, joindre une copie

Si oui, que prévoit-elle ? **Hors heures ouvrables, les locaux sont fermés.**

Une consigne indique les mesures à prendre lorsqu'une manipulation présentant des risques est laissée en fonctionnement sans surveillance ? **non concerné**

S'il s'agit d'une procédure écrite, joindre une copie

Si oui, que prévoit-elle ?

L'unité a-t-elle déjà fait réaliser des travaux par une ou plusieurs entreprises extérieures ? **non concerné**

Quelles démarches entreprenez-vous avant leur intervention ?

Plan de Prévention ? **non concerné**

Permis de feu ? **non concerné**

Autres démarches :

Il existe dans l'unité des zones balisées avec accès limité en raison des risques ? **non concerné**

Lesquelles ?

Certaines personnes ont des missions spécifiques vis-à-vis de la sécurité (gestion d'équipements, des déchets, des produits chimiques...) ? **oui**

Si oui, quelles sont ces missions ? **Rôle ACMO**

Maîtrise des équipements

Certains équipements et installations font l'objet de vérifications ou essais périodiques par une société spécialisée ou par le personnel de l'unité ? **oui**

Lesquels ?

Armoires alarme et sirènes	Périodicité : 12 mois
Extincteurs	Périodicité : 12 mois
Ascenseurs et monte-charges	Périodicité : 12 mois
Détecteurs incendie	Périodicité : 12 mois
Installations électriques	Périodicité : 12 mois
Portes et portails automatiques	Périodicité : 12 mois
Bloc Autonomes d Eclairage de Sécurité	Périodicité : 6 mois
Centrale incendie	Périodicité : 6 mois
Installations thermiques (chaudières, génie climatique...)	Périodicité : 12 mois

Dates et résultats des contrôles sont-ils consignés dans un [registre de sécurité](#) ? **oui**

Comment sont gérés les équipements de protection individuelle (stockage, gestion et contrôle, modalités pour se procurer un EPI, etc...) ?

Des exercices au port de certains EPI sont organisés ? (obligatoires pour Appareils Respiratoires Isolants, Baudriers par exemples) **non concerné**

Et pour quels EPI ?

Chaque personne qui utilise des produits chimiques a sa propre :

Paire de lunettes de sécurité ? **non concerné**

Blouse ? **non concerné**

Gestion des déchets

Quelles filières suivent vos [déchets](#) ?

Banals

- Ordures ménagères (Collectivité) **oui**

- Entreprise privée spécialisée **oui**

- Autres :

Chimique

- Entreprise privée spécialisée **non concerné**

- Autres :

Radioactifs

- Entreprise privée spécialisée (ANDRA) **non concerné**

- Autres :

Biologiques

- Entreprise privée agréée (DASRI) **non concerné**

- Autres :

Autres :

Comment sont éliminés les récipients vides ayant contenu des produits dangereux ?

D'autres actions participant à l'organisation de la sécurité sont en place dans l'unité ?

Joindre un descriptif de ces actions

3 - Evaluation quantitative de l'organisation : **Consultation**

La structure sécurité

l'ACMO	8 sur 10	(5 si ACMO nommé ; 5 si ACMO formé)
Le registre Hygiène Sécurité	0 sur 3	
Le règlement intérieur	2 sur 2	
Le CSHS ou CL	5 sur 5	(5 si 2 réunions annuelles ; 2 si 1 réunion annuelle)

L'organisation des secours

La conduite à tenir	4 sur 4	
Les sauveteurs	2 sur 4	(2 si formés et recyclés ; 2 information aux personnels)

L'armoire de secours	0 sur 2	(1 pour l'armoire ; 1 si personne désignée pour vérifier)
Les exercices d'évacuation	6 sur 6	(4 pour exercice ; 1 pour l'équipe ; 1 pour les mesures)
La manipulation des extincteurs	0 sur 4	
Formation et Information		
Des nouveaux entrants	8 sur 8	
Autres formations	5 sur 5	
Plan de formation	3 sur 3	
Consignes	4 sur 4	
Gestion de l'activité		
Procédure de départ	3 sur 3	
Travail isolé	4 sur 4	
Manipulation sans surveillance	3 sur 3	
Entreprises Extérieures	5 sur 5	
Balisage	3 sur 3	
Missions spécifiques	2 sur 2	
Maîtrise des équipements		
Vérifications périodiques	10 sur 10	
Registre de sécurité	3 sur 3	
Les E.P.I.	7 sur 7	
Gestion des déchets		
banals	2 sur 2	
chimiques	5 sur 5	
radioactifs	5 sur 5	
biologiques	5 sur 5	
autres	3 sur 3	
TOTAL : 107 sur 120		

4 - Plan d'action :

Date de la dernière Mise à jour : **Nov - 21 - 2012**

Points à améliorer classés par ordre de priorité	Nature de l'amélioration proposée	Partie Risque	Partie Organisation	Echéance proposée (mois et année)	Pondération
Ambiance thermique de travail	Climatisation	oui	oui	Mai 2013	Financier
Risque incendie	Formation manipulation des extincteurs	oui	oui	Décembre 2013	Organisationnel
Secours à personne	Formation PSC1	oui	oui	Décembre 2013	Organisationnel

Fait à : _____ le _____

Signature du Directeur d'unité :

4 - Plan d'action :

Date de la dernière Mise à jour : Nov - 21 - 2012

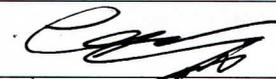
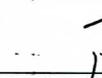
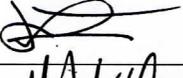
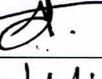
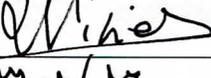
Points à améliorer classés par ordre de priorité	Nature de l'amélioration proposée	Partie Risque	Partie Organisation	Echéance proposée (mois et année)	Pondération
Ambiance thermique de travail	Climatisation	oui	oui	Mai 2013	Financier
Risque incendie	Formation manipulation des extincteurs	oui	oui	Décembre 2013	Organisationnel
Secours à personne	Formation PSC1	oui	oui	Décembre 2013	Organisationnel

Fait à : Montpellier le 26/07/2013Signature du Directeur d'unité :


Hybert PERES
Directeur du CEPEL

ANNEXE 9

Liste des personnels au 1er janvier 2015 présents au 30 juin 2013

GENIEYS	William	DR2 CNRS	
NEGRIER	Emmanuel	DR2 CNRS	
FOUILLEUX	Eve	DR2 CNRS	
BUTON	François	CR1 CNRS	
VALARIE	Pierre	CR1 CNRS	Emballage de faire valoir ses droits à la retraite le 31/12/2014
BRACONNIER	Céline	PR2 Université de Cergy-Pontoise	
DARVICHE	Mohammad-Said	MCF UM1	
DEZE	Alexandre	MCF UM1	
DORMAGEN	Jean-Yves	PR1 UM1	
JOANA	Jean	PR2 UM1	
MICHEL	Laura	MCF UM1	
PERES	Hubert	PR1 UM1	
TROUPEL	Aurélia	MCF UM1	
VISIER	Laurent	PR2 UM1	
FONTAINE	Jacques	IGEHC	
SIE	Maguelone	TCS CNRS	
SPOSITO	Ludovic	AI CNRS	

Chercheurs étrangers invités

2008

Xavier Coller - Professeur de sociologie, Université de Séville (Espagne)

Raul Ruiz Callado - Professeur de sociologie, Université d'Alicante(Espagne)

Lluis Bonet - Professeur d'économie, Université de Barcelone (Espagne)

Javier Moreno - Chercheur, CSIC Madrid (Espagne)

Joan Marcet - Professeur, Université Autonome de Barcelone (Espagne)

2009

Joan Marcet - Professeur, Université Autonome de Barcelone (Espagne)

Astrid Barrio - Post-doctorante du Ministère espagnol des sciences et de l'innovation à l'Université autonome de Barcelone (Espagne)

Bente Jorgensen - Professeur, Université d'Arhus (Danemark)

Nicolas Barbieri -Doctorant, Université Autonome de Barcelone (Espagne)

Naima Zidan - Doctorante Université Es-Senia d'Oran (Algérie)

2010

Alistair Cole - Professeur de science politique, Cardiff University (Royaume-Uni)

Ivan Llamazares – Professeur de science politique - Université de Salamanque (Espagne)

Alberto Martin Perez, CSIC Madrid (Espagne)

Rainbow Murray - Political scientist and Lecturer - Queen Mary, University of London (Royaume-Uni)

Miguel Jerez Mir - Professeur de science politique - Université de Grenade (Espagne)

Benjamin Jensen - Postdoc, American University, Washington (USA)

Xavier Coller - Professeur de sociologie - Université de Séville (Espagne)

Stephen Silvia - Professeur de science politique - American University, Washington (USA)

Lluis Bonet - Professeur d'économie - Université de Barcelone (Espagne)

Marta Lucia Marquez - Professeur faculté de science politique - Université Javeriana de Bogota (Colombie)

Angela Cenarro - Université de Saragosse (Espagne)

Javier Moreno - Chercheur CSIC -Madrid (Espagne)

2011

Humberto Cucchetti - chercheur au CONICET (Centro de Estudios e Investigaciones Laborales), enseignant à l'Université de Belgrano de Buenos Aires (Argentine)

John Higley - Professeur de sociology, Texas University, Austin (USA)

Joseph White - Director of the Center for Policy Studies, Case Western Reserve (Cleveland) University (USA)

Yvan Llamazares - Professeur de science politique - Université de Salamanque (Espagne)

Paolo Bellucci - Directeur du département de science politique et sociale - Université de Sienne (Italie)

Antonio Costa Pinto - Professeur de science politique - Institut des sciences sociales - Université de Lisbonne (Portugal)

2012

Daniela Naves de Castro Rocha - Post-Doc - UnB 1Pol - Universidade de Brasilia (Brésil)

John Higley - Professeur de sociology, Texas University, Austin (USA)

André Mach - Maitre d'enseignement et de recherche - Université de Lausanne (Suisse)

Laurence Brown - Professeur de Santé Publique - Columbia University (USA)

Gordon Adams - Professor in the US Foreign Policy Program - American University, Washington (USA)

Marc Smyrl - One Year Lecturer - University of Denver (USA)

Filippo Tronconi - Professeur Assistant - Universita di Bologna (Italie)

Luca Verzichelli - Professeur de Science politique - Université de Sienne

2013

Lluis Bonet - Professeur d'économie - Université de Barcelone (Espagne)

Tino Carreno - chargé d'études - Université de Barcelone (Espagne)

Michel Guérin - Directeur de l'observatoire Culturel de la Communauté Française de Belgique - Bruxelles (Belgique)

Laurence Brown - Professeur de Santé Publique - Columbia University (USA)

« OBSERVATOIRE DU CHANGEMENT POLITIQUE » CEPEL – BILAN 2008-2013

L'Observatoire du Changement Politique (OCP) se définit comme une structure de travail regroupant des équipes universitaires appartenant à l'Université de Montpellier I (U.M.I.) et à l'Université Autonome de Barcelone (U.A.B.). Cette création est à l'initiative du Centre d'études des politiques de l'Europe latine (CEPEL), et de l'ICPS (Institut de Ciències Política i Socials), à Barcelone.

L'observatoire se consacre à l'observation simultanée des comportements politiques, des institutions et des systèmes politiques, des politiques publiques conduites dans les pays d'Europe méridionale.

L'OCP se propose en particulier d'observer simultanément les comportements politiques et les politiques publiques conduites en Catalogne et en Languedoc-Roussillon, et de porter la réflexion comparative à l'échelle européenne. Cette volonté est née du constat de l'absence de ressources documentaires concernant les comportements politiques méridionaux comparés des deux côtés des Pyrénées. Si les chercheurs disposent et conduisent de nombreuses études sur l'une et l'autre entité, peu travaillent en coordination pour comprendre les dynamiques s'exerçant sur cette « grande région méditerranéenne », parfois qualifiée d'Eurorégion. Pour combler cette lacune, les deux institutions organisent depuis la réunion fondatrice du 10 juin 2004 des rencontres thématiques régulières. La production scientifique, mais aussi les valorisations publiques, dans l'espace public, figurent dans la liste ci-après. L'un des débouchés les plus récents de ses travaux consiste en la confection systématique de chroniques électorales à l'occasion de toute élection de déroulant dans l'un des pays d'Europe du sud.

En termes de production scientifique, l'Observatoire du Changement Politique a engendré :

1. Ouvrages et direction de dossiers de revue

Négrier Emmanuel, Nicolas Fabien, *El Departament : una institució de la República Francesa*, Barcelona, Diba, 2011.

2. Chapitres d'ouvrages

Allies Paul, « Presse et raison d'Etat : les mutations du journalisme en France (1914-18) » in : Sizifredo Cristina (Ed.). Actes du Colloque « *From the Trenches to Versailles* ». Lisbonne, 2012.

Allies Paul, « Union Européenne : Gouverner sans Territoire » in *Frontières et images de l'Europe*. Florence, CET-Studi Europei, 2012

Allies Paul, « Il Gollismo e la V Repubblica francese : un bonapartismo in Europa ». in Laschi G.: *Memoria d'Europa*. Milano, Franco Angeli, 2012.

Alliès, Paul, « Le système de l'Europe politique ». in Laschi G. : *Oltre i confini : l'UE fra integrazione interna e relazioni esterne*, Bologna, Il Mulino, 2011, pp 25-50

Alliès, Paul, « La notion d'Eurorégion et sa mise en œuvre dans l'Union européenne ». in : Carlos E. Pacheco Amaral (Ed.), *Autonomie régionale et relations internationales. Nouvelles dimensions de la gouvernance multilatérale*. Paris, L'Harmattan. 2011, pp 245-256

Alliès, Paul, « Préface » de George Contogeorgis, *De l'Europe politique*, Paris, L'Harmattan. 2011

Peres Hubert, « Francia : la larga duración del presidencialismo flexible », in De Cueto Carlos y Durán Marién (coord.), *Regímenes políticos contemporáneos. Entre inmovilismo y cambio*, Granada, Editorial Comares, 2008.

Roux Christophe, « Terrain plutôt qu'objet. Un bilan synthétique de la place de l'Italie dans la science politique française », in Lettieri C. (dir.), *Comprendre l'Italie des années 2000. Du social au politique*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, coll. "Monde contemporain", 2009, pp. 23-33.

Roux Christophe, Bellucci Paolo, « Italie : la droitisation ouvrière au prisme des partis », in De Waele J.-M. et Vieira M. (dir.), *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Paris, Economica, 2011, pp. 173-197.

Roux Christophe, « Quando la politica conta. Federalismo all'italiana », in Mammone A., Tranfaglia N. et Veltri G.A. (a cura di), *Un paese normale ? Saggi sull'Italia contemporanea*, Bologne, Baldini Castoldi Dalai, 2011pp. 141-161.

Roux Christophe, Verzichelli, Luca, « Italy: Still a Pro-European, but not a Fully Europeanised Elite ? », in Conti N., Cotta M. et Tavares de Almeida P. (eds), *Perspectives of National Elites on European Citizenship. A South European View*, Londres, Routledge, 2011, pp. 11-34.

Roux Christophe, « When Politics Matters. Federalism, Italian Style », in Mammone A. & Veltri G. (eds), *Italy Today. The Sick Man of Europe*, London, Routledge, 2010, pp. 60-72.

Roux Christophe, Bellucci P., « Italie : la droitisation ouvrière au prisme des partis », in De Waele J.-M. et Vieira M. (dir.), *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Paris, Economica, 2012, pp. 173-197.

Roux Christophe, Conti N. & Tronconi F. (eds), *Parties and Voters in Italy : The Challenges of Multi-Level Competition*, London, Routledge (special issue of *Modern Italy*, 14 (2), May), 2009., pp.127-133.

3. Articles dans des revues à comité de lecture

Alliès, Paul, « La République : une histoire politique », *Estudos Do Seculo XX*. n°10, 2010, pp. 345-357.

Freire André & Santana-Pereira, José « Portugal 2011 : une victoire de la droite néolibérale et une défaite de la gauche », *Pôle Sud* n°37, 2012, pp. 157-166.

Marcet Joan et Bartomeus, Oriol « Les élections municipales et autonomiques du 22 mai 2011 en Espagne et Catalogne », *Pôle Sud* n°35, 2011, pp.129-141.

Négrier Emmanuel, « Les élections en Europe du Sud : des convergences à géométrie variable », *Pôle Sud* n°29, 2008, pp.5-7.

Négrier Emmanuel, Jourda Marie-Thérèse, « Trajectoires politiques en Languedoc électoral », *Pôle Sud* n°29, 2008, pp.57-74.

Négrier, Emmanuel, Jourda, Marie et Ratinaud, Stéphane, « Guerre des roses en Languedoc. Les élections régionales de mars 2010 en Languedoc-Roussillon », *Pôle Sud* n°34, 2011, pp.61-89.

Négrier, Emmanuel, « Le Pen et le peuple. Géopolitiques du vote FN en Languedoc-Roussillon », *Pôle Sud* n°37, 2012, pp.153-164.

Peres, Hubert, « La France vue d'Espagne avant la présidence de l'Union Européenne. Paradoxes et limites d'une entente "plus cordiale que jamais" », *Revue Internationale et Stratégique*, n°69, Printemps 2008, pp. 104-115.

Peres, Hubert, « Espagne 2008 : des élections législatives entre stabilité et recompositions », *Revue Politique et Parlementaire*, n° 1047, avril-juin 2008, pp. 106-112.

Rayner, Hervé « Les élections locales partielles de mai 2011 en Italie et l'affaiblissement du leadership berlusconien », *Pôle Sud* n°37, 2012, pp. 145-155.

Roux Christophe, « La troisième victoire de Berlusconi. Les élections législatives italiennes de 2008 », *Pôle Sud*, 29, 2008, pp. 43-56.

Roux Christophe, (avec F. Tronconi), « The Political Systems of Italian Regions Between State-Wide Logics and Increasing Differentiation », *Modern Italy*, 14 (2), May, 2009, pp. 151-166.

Roux Christophe, Verzichelli, Luca, « Italy : Still a Pro-European, but not a Fully Europeanised Elite ? », *South European Society & Politics*, 15 (1), 2010, pp. 11-33.

4. Autres productions écrites

Alliès, Paul, « Les spécificités de l'organisation territoriale française ». in Pour-GREP. N°209-210. Juin 2011, pp.129-33.

5. Organisation de colloques

Séminaire international "Les élections européennes. Comparaison franco-espagnole et inter-régionale", Barcelone, 26 & 27 novembre 2009

6. Communication dans des colloques internationaux

Négrier, Emmanuel "Les élections européennes en Languedoc-Roussillon. Trajectoires et Bastions", Séminaire international "Les élections européennes. Comparaison franco-espagnole et inter-régionale" ICPS, 26 & 27 novembre 2009

Peres, Hubert, « Le cas de la transition démocratique espagnole », Colloque international « La transition démocratique tunisienne à la lumière des expériences comparées », Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis et Association Tunisienne d'Études Politiques, Tunis, 5-7 mai, 2011.

Roux Christophe, « El desarrollo de la ciencia política francesa », Conférence prononcée au Département de science politique et de l'administration de l'Université de Grenade (Espagne), 13 mai 2010.

7. Communications dans des congrès et colloques nationaux, conférences invitées

Négrier, Emmanuel, « Guerre des roses en Languedoc », intervention lors de la journée d'étude du Groupe d'Analyse Électorale de l'AFSP, Paris 5 mars 2010

Faure, Alain et Négrier, Emmanuel, « Des hommes et des lieux. Politique locale et croyance politique », Congrès de l'AFSP, Strasbourg, 1^{er} septembre 2011, Section Thématique n°49 dir. Gildas Renou et Antoine Vion « Le pouvoir des croyances », dactylo. 17p.

Roux Christophe, « Origines et paradoxes de la réforme fédérale italienne », Conférence prononcée au Département d'études italiennes de l'Université Paul Valéry – Montpellier 3, 25 novembre 2010.

8. Autres productions orales

Négrier, Emmanuel, Conférence de l'encadrement : « Les recompositions politiques du territoire et le département », Conseil Général de l'Hérault, 18 juin 2009

Négrier, Emmanuel, Les élections régionales en Languedoc-Roussillon : bilan et perspectives, Café citoyen, Montpellier, 29 mars 2010

Négrier, Emmanuel, Guerre des Roses en Languedoc – Série 39, Épisode II, conférence devant les cadres d'EDF Languedoc-Roussillon et Provence Alpes Côte d'Azur, 31 mars 2010 Marignane

Négrier, Emmanuel, Co-animation de la projection-débat autour du film Le président, Yves Jeuland, cinéma Diagonal, Montpellier, 17 février 2011

Négrier, Emmanuel, Conférence : « Les cantonales, et après... », Café citoyen, Montpellier, 4 avril 2011

Faure, Alain et Négrier, Emmanuel, Organisation et animation du débat sur le film « Le Président », de et en présence de Yves Jeuland, cinéma l'Odyssée, Strasbourg, 31 août 2011 dans le cadre du congrès de l'AFSP

Négrier, Emmanuel « Sondages, référendum et démocratie », conférence publique, Parti Socialiste, Castelnau-le-lez, 2 avril 2012

Négrier, Emmanuel, 2010-2012 : interventions régulières auprès des médias audiovisuels régionaux sur les élections, la vie politique languedocienne.

Vague E :
campagne d'évaluation 2013 - 2014
Dossier d'évaluation des unités de recherche

Formulaire Résultats

1 – Informations administratives sur l'unité au 30 juin 2013

Intitulé complet de l'unité de recherche				
intitulé en français : Centre d'Etudes Politiques de l'Europe Latine				
intitulé en anglais :				
Responsable				
M./Mme	Nom	Prénom	corps-grade	établissement d'enseignement supérieur d'affectation ou organisme d'appartenance
M.	PERES	Hubert	Professeur des universités 1ère classe	Université Montpellier 1
x J'autorise la diffusion de mon nom sur internet (annuaire des unités de recherche)				
Label(s) et n°				
UMR 5112				
Établissement(s) et organisme(s) de rattachement de l'unité (tutelles)				
Tout dossier déposé doit être préalablement validé par l'ensemble des tutelles de l'unité.				
établissement(s) d'enseignement supérieur et de recherche		organisme(s) de recherche		
établissement : Université Montpellier 1		organisme : Centre National de la Recherche Scientifique		institut, département, commission de rattachement : Institut des Sciences Humaines et Sociales - CNRS
préciser l'établissement ou organisme responsable du dépôt du dossier : (sauf exception, le dossier est déposé par l'hébergeur de l'unité de recherche)		Nouvelle Université de Montpellier (NUM)		
préciser le cas échéant le délégataire unique de gestion :				
Autres partenaires de l'unité (hors tutelles)				
établissement(s) d'enseignement supérieur et de recherche :				
organisme(s) de recherche :				
entreprise(s) :				
autres :				
École(s) doctorale(s) de rattachement au 30 juin 2013 (n°, intitulé, responsable, établissement support)				
ED 461, Droit et Science politique, Mme Solange BECQUE-ICKOWICZ, Université Montpellier 1				
Participation à une (exceptionnellement plusieurs) structure fédérative au 30 juin 2013 (label et n°, intitulé, responsable, établissement support)				
.....				
Classement thématique de l'unité (sélectionner le domaine souhaité dans les menus déroulants situés sous les intitulés)				
domaine disciplinaire principal	domaine disciplinaire secondaire 1	domaine disciplinaire secondaire 2	domaine disciplinaire secondaire 3 ...	
SHS2_2 Science politique	SHS2_4 Sociologie, démographie			
domaine applicatif principal	domaine applicatif secondaire 1	domaine applicatif secondaire 2	domaine applicatif secondaire 3 ...	
Cultures et société				
mots-clés				
libres (5 maximum) : Politiques publiques, Identités, Elites, Sociologie électorales, Cultures.				
Coordonnées de l'unité				
Localisation et établissement : UFR Droit et Science politique.....				
Numéro, voie : 39, rue de l'Université				
Boîte postale :				
Code Postal et ville : 34060 Montpellier cedex 2.....				
			Téléphone : 04 34 43 28 36	
			Adresse électronique : cepel@univ-montp1.fr	

Date et signature du responsable de l'unité
(Document à signer puis à numériser)

Le 9/9/2013

Hubert PERES
Directeur du CEPÉL



2 – Thématiques de recherche et structuration de l'unité au 30 juin 2013

N°	Intitulé de l'équipe interne (sous-composante fonctionnelle correspondant à l'organigramme de l'unité, une ligne par équipe)	Responsable	Etablissement ou organisme hébergeant l'équipe interne	Effectifs EC, chercheurs EPST et cadres scientifiques EPIC en ETPT (1)	Effectifs ITA, BIATSS et non-cadres EPIC permanents en ETPT (2)	Le cas échéant, ED de rattachement des équipes internes (n°, intitulé, étab. support)	Thèmes de recherche par équipe <i>(Ajouter des colonnes si nécessaire)</i>				Discipline principale (3)
							Identités	Politiques publiques	Gouvernance et élites	Comportements électoraux	
Cas d'une unité sans équipes internes : inscrire ci-contre les thèmes de recherche de l'unité.											SHS2_2 Science politique
Cas d'une unité comprenant des équipes internes : remplir la partie ci-dessous.											
E1											
E2											
E3											
E4											
E5											
SC	Services communs recherche, le cas échéant										
			Total en ETPT								

Si nécessaire, insérer des lignes au dessus de la ligne SC et compléter les N° : E6, E7...

(1) Equivalent temps plein travaillé. Les enseignants-chercheurs et chercheurs intervenant dans plusieurs équipes internes seront décomptés au prorata des temps respectifs.
Exemples : Un EC travaillant dans une seule équipe interne = 0,5. Un EC travaillant dans deux équipes internes à égalité de temps = 0,25 dans chacune d'entre elles.
Un chercheur travaillant dans une seule équipe interne = 1. Un chercheur travaillant dans deux équipes internes à égalité de temps = 0,5 dans chacune d'entre elles.
Les cadres scientifiques des EPIC seront comptabilisés dans cette colonne.

(2) En équivalent temps plein travaillé. Les ITA / BIATSS intervenant dans plusieurs équipes internes sont décomptés au prorata des temps respectifs.
Exemple : Un personnel à temps plein dans l'unité qui travaille dans 2 équipes internes à égalité de temps comptera 0,5 dans chacune d'entre elles (0,25 s'il est à mi-temps).

(3) Sélectionner la discipline dans le menu déroulant.

Ne remplir ces colonnes que dans le cas d'une unité ou d'équipes pluri disciplinaires. Ajouter des colonnes si nécessaire		
Discipline secondaire 1 (3)	Discipline secondaire 2 (3)	Discipline secondaire 3 (3)
SHS2_4 Sociologie, démographie		



3 – Ressources humaines

3.1 - Composition de l'unité au 30 juin 2013

Renseigner ce tableau en indiquant le nombre de **personnes physiques** correspondant

Personnels permanents en activité (1)	* Ajouter des colonnes si nécessaire						Total
	Enseignement supérieur* (préciser) :			Organismes de recherche employeur* (préciser) :		Autres :	
	Établissement employeur UM1	Établissement employeur Univ.Cergy	Établissement employeur	CNRS	
Professeurs et assimilés	5	1					6
Maîtres de conférences et assimilés	5						5
Directeurs de recherche et assimilés				3			3
Chargés de recherche et assimilés				2			2
Conservateurs, cadres scientifiques EPIC, fondations, industries...							0
Professeurs du secondaire détachés dans le supérieur							0
ITA-BIATSS autres personnels cadre et non cadre EPIC...	1			2			3
Sous-total personnels permanents en activité	11	1	0	7	0	0	19
Enseignants-chercheurs non titulaires, émérites et autres (2)							
Chercheurs non titulaires, émérites et autres (3)							2
Autres personnels non titulaires et autres (4)							1
Sous-total personnels non titulaires, émérites et autres							3
Total personnels de l'unité							22
Nombre total de doctorants							24
dont doctorants bénéficiant d'un contrat spécifique au doctorat							10
Nombre de thèses soutenues (5)							21
Nombre d'HDR soutenues (5)							4
Nombre de professeurs invités (5)							40
Nombre de stagiaires accueillis (5)							19

(1) Personnels permanents titulaires (ou stagiaires) en activité, cf. feuille MenusR.

(2) Type d'emploi EC_aut de la feuille MenusR.

(3) Type d'emploi Ch_aut de la feuille MenusR.

(4) Type d'emploi AP_aut de la feuille MenusR.

(5) Entre le 1er janvier 2008 (ou la date de création de l'unité si celle-ci est postérieure) et le 30 juin 2013.



3.2 - Liste nominative des personnels de l'unité de recherche au 30 juin 2013, hors doctorants

à classer par ordre alphabétique

Nomenclatures à respecter, voir :
feuille MenusR (corps-grades)
feuille UAI_Etab_Org (UAI établissements-organismes)

Type d'emploi (1)	Nom	Prénom	H/F	Année de naissance (XXXX)	Corps-grade (1)	Disciplines AERES / Branches d'Activités Profession. (BAP) (1)	HDR (2)	Etablissement ou organisme employeur (3)	Code UAI de l'établissement ou organisme employeur (4)	Ministère(s) de tutelle (5)	N° de l'équipe interne de rattachement, le cas échéant (6)	Date d'arrivée dans l'unité (7)
Ch_tit	GENIEYS	William	H	1963	DR2	SHS2_2 Science politique	OUI	CNRS	0753639Y	MESR		12/1999
Ch_tit	NEGRIER	Emmanuel	H	1959	DR2	SHS2_2 Science politique	OUI	CNRS	0753639Y	MESR		12/1999
Ch_tit	FOUILLEUX	Eve	F	1970	DR2	SHS2_2 Science politique	OUI	CNRS	0753639Y	MESR		01/2008
Ch_tit	BUTON	François	H	1969	CR2	SHS2_2 Science politique		CNRS	0753639Y	MESR		09/2009
Ch_tit	VALARIE	Pierre	H	1951	CR1	SHS2_2 Science politique		CNRS	0753639Y	MESR		12/1999
EC_tit	ALLIES	Paul	H	1945	PREX	SHS2_2 Science politique	OUI	U MONTPELLIER 1	0341087X	MESR		12/1999
EC_tit	BRACONNIER	Céline	F	1968	PR2	SHS2_2 Science politique	OUI	U CERGY-PONTOISE	0951793H	MESR		12/2006
EC_tit	DARVICHE	Mohammad-Said	H	1963	MCF	SHS2_2 Science politique		U MONTPELLIER 1	0341087X	MESR		09/2002
EC_tit	DEZE	Alexandre	H	1972	MCF	SHS2_2 Science politique		U MONTPELLIER 1	0341087X	MESR		09/2009
EC_tit	DORMAGEN	Jean-Yves	H	1967	PR1	SHS2_2 Science politique	OUI	U MONTPELLIER 1	0341087X	MESR		10/2005
EC_tit	JOANA	Jean	H	1968	PR2	SHS2_2 Science politique	OUI	U MONTPELLIER 1	0341087X	MESR		09/2011
EC_tit	MICHEL	Laura	H	1970	MCF	SHS2_2 Science politique		U MONTPELLIER 1	0341087X	MESR		09/2004
EC_tit	PERES	Hubert	H	1954	PR1	SHS2_2 Science politique	OUI	U MONTPELLIER 1	0341087X	MESR		05/2000
EC_tit	ROUX	Christophe	H	1975	MCF	SHS2_2 Science politique		U MONTPELLIER 1	0341087X	MESR		02/2008
EC_tit	TROUPEL	Aurélia	F	1978	MCF	SHS2_2 Science politique		U MONTPELLIER 1	0341087X	MESR		09/2008
EC_tit	VISIER	Laurent	H	1961	PR2	SHS2_4 Sociologie, démographie	OUI	U MONTPELLIER 1	0341087X	MESR		09/2012
AP_tit	FONTAINE	Jacques	H	1951	IE	F - Information, Documentation, Culture, Communication, Edition, TICE (IDCCET)		U MONTPELLIER 1	0341087X	MESR		10/2003
AP_tit	SIE	Maguelone	F	1971	TCH	J - Gestion et pilotage (GP)		CNRS	0753639Y	MESR		03/2011
AP_tit	SPOSITO	Ludovic	H	1965	AI	J - Gestion et pilotage (GP)		CNRS	0753639Y	MESR		11/2007
Ch_aut	HOEFFLER	Catherine	F	1982	POST-DOC	SHS2_2 Science politique		U MONTPELLIER 1	0341087X	MESR		09/2011
Ch_aut	DJAKOUANE	Aurélien	H	1975	POST-DOC	SHS2_2 Science politique		U MONTPELLIER 1	0341087X	MESR		01/2012
AP_aut	GABALDA	Ghislain	H	1986	CT.A	J - Gestion et pilotage (GP)		CNRS	0753639Y	MESR		08/2012
AP_aut												
AP_aut												
Insérer les lignes supplémentaires juste au dessus de la ligne jaune, ne pas laisser de ligne non remplie												

- Sélectionner les informations dans le menu déroulant, si besoin voir feuille MenusR pour les détails des nomenclatures.
- Inscrire « oui » dans les cases correspondant aux personnels habilités à diriger des recherches.
Pour les personnels ayant soutenu leur HDR entre le 1er janvier 2008 (ou depuis la création de l'unité de recherche si celle-ci est intervenue après cette date) et le 30 juin 2013, indiquer le mois et l'année de la soutenance.
- Sélectionner les informations dans le menu déroulant.
Si l'établissement ou l'organisme n'est pas présent dans la liste ou la feuille UAI_Etab_Org, indiquer le nom en clair.
Pour les émérités, indiquer le dernier établissement ou organisme employeur.
- Ne rien saisir dans cette colonne.
NB : Certaines entités listées peuvent ne pas avoir de code UAI. La case restera vide.
- Voir nomenclature proposée en bas de la colonne.
En cas de tutelles multiples, il est possible de compléter la saisie, ex. MESR, MAE.
- Indiquer le numéro de l'équipe dans la liste de la feuille 2 "Thématiques et équipes".
- Mois et année.

AGRICULTURE	Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
CULTURE	Ministère de la Culture et de la Communication
DEFENSE	Ministère de la Défense
INTERIEUR	Ministère de l'Intérieur
JUSTICE	Ministère de la Justice
MAE	Ministère des Affaires Étrangères
MED	Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie
MEN	Ministère de l'Éducation nationale
MESR	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
MINEFI	Ministère de l'Économie et des Finances
SANTE	Ministère des Affaires Sociales et de la Santé
SPORTS	Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la vie associative
	Autre préciser



4. – Ressources financières de l'unité pour les années 2011 et 2012, en euros

I. Crédits provenant des établissements de rattachement ou partenaires de l'unité *	2011			2012		
	Fonctionnement (1)	Investissement (1)	Masse salariale (2)	Fonctionnement (1)	Investissement (1)	Masse salariale (2)
Etablissement d'enseignement supérieur et de recherche : UM1	20 400	0	903 000	20 400	0	983 000
Etablissement d'enseignement supérieur et de recherche :	0	0	0	0	0	0
Etablissement d'enseignement supérieur et de recherche :	0	0	0	0	0	0
Organisme de recherche (EPST) : CNRS.....	11 700	0	624 047	10 062	0	565 172
Organisme de recherche (EPST) :	0	0	0	0	0	0
Organisme de recherche (EPIC) :	0	0	0	0	0	0
Organisme de recherche (EPIC) :	0	0	0	0	0	0
Autres (PRES ou autre, à préciser) :	0	0	0	0	0	0
Total	32 100	0	1 527 047	30 462	0	1 548 172

* Ajuster le nombre de lignes à la structure de l'unité

II. Crédits sur programmes, sur contrats ou opérations particulières	2011			2012		
	Fonctionnement (1)	Investissement (1)	Masse salariale (3)	Fonctionnement (1)	Investissement (1)	Masse salariale (3)
II.1 Appels à projets internationaux						
Programmes internationaux						
Programmes Européens hors ERC	6600		1 200	2200		
Grants ERC						
sous-total appels à projets internationaux	6 600	0	1 200	2 200	0	0
II.2 Appels à projets nationaux						
Appels à projet ANR	25 000		21 600	38 000		42 000
Autres financements sur appels à projets nationaux du MESR						
Appels à projets des ministères hors MESR						
Programmes Investissements d'Avenir						
sous-total appels à projet nationaux	25 000	0	21 600	38 000	0	42 000
II.3 Autres sources de financement						
Financement public hors tutelles	1 300		2 500	10 700		
Fondations, associations caritatives, Institut Carnot, RTRA, RTRS						
Collectivités territoriales	8 100			7 300		
Contrats de recherche industriels						
Licences d'exploitation des brevets, certificat d'obtention végétale						
Prestations d'expertise						
Autres						
sous-total autres sources de financement	9 400	0	2 500	18 000	0	0
Total	41 000	0	25 300	58 200	0	42 000

III. Budget consolidé	2011	2012
	Montant	Montant
	1 625 447	1 678 834

(1) Indiquer les crédits ouverts sur le budget des unités, hors report, les montants seront indiqués en euros HT.

(2) Pour les établissements d'enseignement supérieur et les EPST indiquer la masse salariale globale approximative des personnels affectés à l'unité.
On pourra utiliser la grille de référence des organismes et/ou des établissements d'enseignement supérieur.

(3) Indiquer les crédits obtenus sur financements externes permettant de rémunérer des personnels.

Vague E :
campagne d'évaluation 2013 - 2014
Dossier d'évaluation des unités de recherche
Formulaire Résultats

1 – Informations administratives sur l'unité au 30 juin 2013

Intitulé complet de l'unité de recherche intitulé en français : Centre d'Etudes Politiques de l'Europe Latine intitulé en anglais :			
Responsable			
M./Mme	Nom	Prénom	corps-grade
M.	PERES	Hubert	Professeur des universités 1ère classe
établissement d'enseignement supérieur d'affectation ou organisme d'appartenance Université Montpellier 1			
× J'autorise la diffusion de mon nom sur internet (annuaire des unités de recherche)			
Label(s) et n° UMR 5112			
Établissement(s) et organisme(s) de rattachement de l'unité (tutelles)			
Tout dossier déposé doit être préalablement validé par l'ensemble des tutelles de l'unité.			
établissement(s) d'enseignement supérieur et de recherche		organisme(s) de recherche	
établissement : Université Montpellier 1		organisme : Centre National de la Recherche Scientifique	
institut, département, commission de rattachement : Institut des Sciences Humaines et Sociales - CNRS			
préciser l'établissement ou organisme responsable du dépôt du dossier : (sauf exception, le dossier est déposé par l'hébergeur de l'unité de recherche) Nouvelle Université de Montpellier (NUM)			
préciser le cas échéant le délégataire unique de gestion :			
Autres partenaires de l'unité (hors tutelles)			
établissement(s) d'enseignement supérieur et de recherche :			
organisme(s) de recherche :			
entreprise(s) :			
autres :			
École(s) doctorale(s) de rattachement au 30 juin 2013 (n°, intitulé, responsable, établissement support) ED 461, Droit et Science politique, Mme Solange BECQUE-ICKOWICZ, Université Montpellier 1			
Participation à une (exceptionnellement plusieurs) structure fédérative au 30 juin 2013 (label et n°, intitulé, responsable, établissement support)			
Classement thématique de l'unité (sélectionner le domaine souhaité dans les menus déroulants situés sous les intitulés)			
domaine disciplinaire principal	domaine disciplinaire secondaire 1	domaine disciplinaire secondaire 2	domaine disciplinaire secondaire 3 ...
SHS2_2 Science politique	SHS2_4 Sociologie, démographie		
domaine applicatif principal	domaine applicatif secondaire 1	domaine applicatif secondaire 2	domaine applicatif secondaire 3 ...
Cultures et société			
mots-clés libres (5 maximum) : Politiques publiques, Identités, Elites, Sociologie électorales, Cultures.			
Coordonnées de l'unité			
Localisation et établissement : UFR Droit et Science politique.....			
Numéro, voie : 39, rue de l'Université			
Boîte postale :			
Code Postal et ville : 34060 Montpellier cedex 2.....			
Téléphone : 04 34 43 28 36 Adresse électronique : cepel@univ-montp1.fr			

Date et signature du responsable de l'unité
(Document à signer puis à numériser)

Le 9/9/2013

Hubert PERES
Directeur du CEPPEL

Type d'emploi (1)	Nom	Prénom	H/F	Année de naissance (XXXX)	Corps-grade (1)	Disciplines AERES / Branches d'Activités Profession (BAP) (1)	HDR (2)	Etablissement ou organisme employeur (3)	Code UAI de l'établissement ou organisme employeur (4)	Ministère(s) de tutelle (5)	N° de l'équipe interne du prochain contrat, le cas échéant (6)	N° de l'unité d'origine, le cas échéant (7)
Ch_tit	GENIEYS	William	H	1963	DR2	SHS2_2 Science politique	OUI	CNRS	0753639Y	MESR		
Ch_tit	NEGRIER	Emmanuel	H	1959	DR2	SHS2_2 Science politique	OUI	CNRS	0753639Y	MESR		
Ch_tit	FOUILLEUX	Eve	F	1970	DR2	SHS2_2 Science politique	OUI	CNRS	0753639Y	MESR		
Ch_tit	BUTON	François	H	1969	CR1	SHS2_2 Science politique		CNRS	0753639Y	MESR		
Ch_tit	VALARIE	Pierre	H	1951	CR1	SHS2_2 Science politique		CNRS	0753639Y	MESR		
EC_tit	ALLIES	Paul	H	1945	PREM	SHS2_2 Science politique	OUI	NUM	0342321N	MESR		
EC_tit	BRACONNIER	Céline	F	1968	PR2	SHS2_2 Science politique	OUI	U CERGY-PONTOISE	0951793H	MESR		
EC_tit	DARVICHE	Said	H	1963	MCF	SHS2_2 Science politique		NUM	0342321N	MESR		
EC_tit	DEZE	Alexandre	H	1972	MCF	SHS2_2 Science politique		NUM	0342321N	MESR		
EC_tit	DORMAGEN	Jean-Yves	H	1967	PR1	SHS2_2 Science politique	OUI	NUM	0342321N	MESR		
EC_tit	JOANA	Jean	H	1968	PR2	SHS2_2 Science politique	OUI	NUM	0342321N	MESR		
EC_tit	MICHEL	Laura	F	1970	MCF	SHS2_2 Science politique		NUM	0342321N	MESR		
EC_tit	PERES	Hubert	H	1954	PR1	SHS2_2 Science politique	OUI	NUM	0342321N	MESR		
EC_tit	SMYRL	Marc	H	1960	MCF	SHS2_2 Science politique	OUI	NUM	0342321N	MESR		
EC_tit	TROUPEL	Aurélia	F	1978	MCF	SHS2_2 Science politique		NUM	0342321N	MESR		
EC_tit	VISIER	Laurent	H	1961	PR2	SHS2_4 Sociologie, Démographie	OUI	NUM	0342321N	MESR		
AP_tit	FONTAINE	Jacques	H	1951	IE	F - Information, Documentation, Culture, Communication, Edition, TICE (IDCCET)		NUM	0342321N	MESR		
AP_tit	SIE	Maguelone	F	1971	TCH	J - Gestion et pilotage (GP)		CNRS	0753639Y	MESR		
AP_tit	SPOSITO	Ludovic	H	1965	AI	J - Gestion et pilotage (GP)		CNRS	0753639Y	MESR		
EC_tit	?	?			MCF	SHS2_2 Science politique		NUM	0342321N	MESR		
Insérer les lignes supplémentaires juste au dessus de la ligne jaune, ne pas laisser de ligne non remplie												

- (1) Sélectionner les informations dans le menu déroulant, si besoin voir feuille MenusR pour les détails des nomenclatures.
- (2) Inscrire « oui » dans les cases correspondant aux personnels habilités à diriger des recherches.
- (3) Sélectionner les informations dans le menu déroulant.
Si l'établissement ou l'organisme n'est pas présent dans la liste ou la feuille UAI_Etab_Org, indiquer le nom en clair.
Pour les émérites, indiquer le dernier établissement ou organisme employeur.
- (4) Ne rien saisir dans cette colonne.
NB : Certaines entités listées peuvent ne pas avoir de code UAI et et la case restera vide.
- (5) Voir nomenclature proposée en bas de la colonne.
En cas de tutelles multiples, il est possible de compléter la saisie, ex. MESR, MAE.
- (6) Utiliser le numéro de la liste rappelant les équipes composant l'unité pour le prochain contrat.
- (7) Utiliser le numéro de la liste rappelant les unités concernées par la restructuration pour le prochain contrat.

AGRICULTURE	Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
CULTURE	Ministère de la Culture et de la Communication
DEFENSE	Ministère de la Défense
INTERIEUR	Ministère de l'Intérieur
JUSTICE	Ministère de la Justice
MAE	Ministère des Affaires Étrangères
MED	Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie
MEN	Ministère de l'Éducation nationale
MESR	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
MINEFI	Ministère de l'Économie et des Finances
SANTE	Ministère des Affaires Sociales et de la Santé
SPORTS	Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la vie associative
	Autre préciser